Sébastien SERBESCO

LA ROUMANIE ET LA GUERRE



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard saint-michel, PARIS

LA ROUMANIE

ET LA GUERRE

SÉBASTIEN SERBESCO

LA ROUMANIE ET LA GUERRE



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

1918


LIBRARY
MAY 0 2 1990
UNIVERSITY OF TORONTO

LA ROUMANIE

ET LA GUERRE

I

INTRODUCTION

Relations franco-roumaines avant la guerre européenne. — Combien les Français étaient aimés en Roumanie. — Raisons de cette sympathie, ses origines historiques. — Les Phanariotes. — Débuts de l'influence française, au XVIII[e] siècle. — Les guerres russo-turques. — L'influence française gagne toutes les classes sociales. — Les étapes de cette influence. — L'écho de la révolution de 1848. — L'œuvre de Napoléon III. — Comment les Roumains manifestèrent en 1871 leur sympathie pour la France. — Profondeur de l'influence française au début de la guerre actuelle. — La Roumanie, pays le plus francophile du monde.

« La France, disait à la Sorbonne, il y a quelques années, un de nos historiens, est pour la Roumanie une grande sœur chérie, mais un peu dédaigneuse, qui ne se préoccupe pas des relations de famille avec sa petite parente. » C'était avant la guerre actuelle ; le développement du peuple roumain se poursuivait dans

un labeur continu et tranquille, que rien ne signalait à l'opinion publique en Occident. Il était un élément de paix et d'équilibre, ne rêvant ni de violentes révolutions intérieures, ni d'incartades qui puissent mettre le feu à l'Europe. Quoi de plus naturel à ce que, n'alimentant pas la chronique sensationnelle des gazettes, il vécût méconnu par un public que rien ne venait éclairer? L'Histoire a placé les Roumains comme une enclave latine entre la masse énorme des Slaves et les États formés par les barbares venus des steppes asiatiques. Sentinelles vigilantes dans cet Orient lointain, ils ont accompli au prix de leur sang la mission reçue de l'empereur romain : ils ont combattu pendant des siècles la barbarie turque, comme ils combattent aujourd'hui la civilisation austro-allemande. Mais, environnés d'ennemis, ils étaient loin de leurs frères. Leurs cris de victoire, comme leurs cris de détresse, ne pouvaient pas arriver jusqu'aux peuples généreux qui les auraient compris. Situation tragique, qui a lourdement pesé sur le développement de la Roumanie. Aujourd'hui même, n'est-ce pas ce fatal éloignement qui empêche de connaître comment ce pays lutte et comment il souffre pour la cause commune? La

vérité a un si long chemin à parcourir avant de trouver des juges sympathiques, qu'elle arrive morcelée, déformée, fragmentaire. Qu'était-ce il y a quelques siècles ?

Mais, si du flambeau à peine allumé de la nationalité roumaine, aucun rayon n'arrivait jusqu'ici, le magnifique soleil de la civilisation française attirait de loin les habitants des Carpathes. Quand les besoins intellectuels commencèrent à se faire sentir, quand on voulut donner une organisation à l'État, quand une vie nationale et libre devint nécessaire, ce fut vers la France que les Roumains tournèrent leurs regards. Et ils lui empruntèrent ses lois, ses principes politiques, ses idées, ses habitudes, sa langue même. On s'ingénia à imiter, à copier, à adapter ; ne pouvant habiter toujours Paris, on s'efforça d'apporter chez soi le plus possible de son atmosphère : ses magasins, ses livres, ses modes, ses artistes, le grouillement de ses boulevards. Et peu à peu on arrivait à assimiler toutes ces nouveautés ; car leur source n'était pas dans une vaine ambition, mais dans un amour conscient et réfléchi.

Des sentiments si profonds, dont l'intensité sincère et désintéressée étonnait les quelques

Français qui visitaient la Roumanie avant la guerre, peuvent surprendre au premier abord. Une pareille influence peut sembler inexplicable, n'étant la suite d'aucune propagande, d'aucune sollicitation de la part de la France. Et elle contraste avec l'indifférence d'autres peuples balkaniques, qui pourtant étaient l'objet d'un plus grand intérêt pour l'opinion française. C'est un problème bien intéressant que d'en chercher les origines historiques.

A l'une des plus sombres époques de son histoire, au XVIIIe siècle, la Roumanie, alors divisée en deux principautés autonomes, mais sous la souveraineté des Turcs, se vit enlever le droit de choisir elle-même ses chefs. Le sultan ne voulait plus de ces princes roumains qui, jaloux de leur indépendance, et souvent soucieux de ménager un peuple réduit à la misère par des guerres incessantes, résistaient à ses injonctions, s'alliaient avec les ennemis de l'empire ottoman, ou levaient l'étendard de la révolte qui bien des fois avait fait trembler Constantinople. Il demandait des vassaux plus dociles, plus dévoués, qui ne se souciassent pas des anciens traités consacrant les droits des Principautés danubiennes. Un des faubourgs de Constantinople

abritait alors quelques familles grecques, dont les membres, très instruits, très au courant des langues européennes et de la politique internationale, et assez riches pour pouvoir payer au sultan l'honneur d'être faits princes, répondaient à toutes les conditions que le maître pouvait désirer. Le Coran, et encore plus leur paresse orientale, interdisant aux Turcs d'apprendre des langues étrangères, c'étaient eux qui conduisaient depuis longtemps, en fait, les relations extérieures de l'empire et, travaillant avec habileté, avaient gagné la confiance du sultan. Alexandre Mavrocordat l'Exaporite, Grec très instruit et diplomate très habile, qui avait étudié la médecine à Padoue et à Bologne, et avait conduit les négociations de la paix avec les Autrichiens à Carlovitz, arriva à convaincre les Turcs, en 1711, des avantages qu'il y aurait à envoyer son fils régner sur les Principautés danubiennes. L'expérience ayant réussi, on continua à user du procédé, en le rendant définitif : les Grecs les plus riches ou les mieux exercés aux intrigues furent donc dépêchés pour gouverner la Moldavie et la Valachie, c'est-à-dire pour s'efforcer de tirer de ces riches contrées le plus d'argent possible, pour leur maître et pour leur propre bourse. Ils

arrivaient avec une nuée de compatriotes, banquiers, fonctionnaires ou valets, et s'installaient si bien qu'en peu d'années les Roumains ne se trouvaient plus chez eux, leur pays étant devenu un foyer d'hellénisme. Les paysans souffraient en silence les exactions auxquelles ils ne pouvaient pas résister, et les boyards avaient trop perdu leur puissance et leur prestige par des querelles intestines, pour combattre ces étrangers qui les méprisaient.

Les nouveaux princes prirent leur rôle au sérieux; ils voulurent organiser à Bucarest et à Jassy une cour, avec tout le luxe et la splendeur que permettait leur fortune inattendue. C'était l'époque, vers le milieu du XVIII[e] siècle, où la cour de Versailles resplendissait d'un éclat sans pareil, et attirait les regards envieux de tous les souverains d'Europe. Elle fut choisie comme modèle ; on commença à introduire les habitudes occidentales, des secrétaires et des professeurs français furent appelés. Le français, que la plupart des nouveaux maîtres connaissaient à la perfection, par leur longue pratique diplomatique antérieure, devint, à côté du grec, la seule langue en usage, au palais comme dans toute la haute société. La littéra-

ture française du Grand Siècle y était admirée, on comprenait Voltaire et on discutait Rousseau, on jouait du théâtre français et on commençait à s'habiller à la française. Habitudes et tendances étranges aux yeux des Roumains, et que l'occasion même de leur introduction devait rendre peu sympathiques. Mais là est le vrai miracle : au lieu d'une hostilité facilement explicable, ces nouveautés acquirent peu à peu droit de cité, et des cercles de plus en plus larges les accueillirent. On ne se demanda plus qui les avait apportées ; on les examina en elles-mêmes, et on les adopta parce qu'elles répondaient aux besoins, aux tendances inconscientes de tous. Ce qui était vanité pure chez les initiateurs devint chez les autres nécessité profondément sentie. Vers 1730, le prince Constantin Mavrocordat introduisit en Valachie les premiers livres français ; en 1772, un boyard traduisit en roumain le premier livre français : le *Télémaque* de Fénelon ; en 1776, le prince Alexandre Ypsilante rendit obligatoire l'enseignement du français dans le collège de Bucarest ; en 1798, le Directoire envoyait un consul dans les Principautés ; en 1816, les boyards jouaient en français l'*Alzire* de Voltaire, avec grand succès, paraît-il.

L'influence française faisait ainsi ses débuts sur les rives du Danube; et, grâce à elle, l'Histoire pardonna aux étrangers venus de Constantinople tout le mal qu'ils firent. Car celui-ci était depuis longtemps disparu, lorsque les bienfaits apportés aux Roumains par les liens intellectuels avec la France n'avaient rien perdu de leur prix.

Par un contraste de même nature, une autre calamité nationale eut le même bienfaisant effet. Le règne des phanariotes coïncida avec la grande poussée de tzars russes contre l'empire turc en désagrégation, pour la conquête de Constantinople; les deux pays roumains se trouvaient sur le chemin des armées d'invasion : chaque nouvelle guerre causait automatiquement leur occupation par les armées russes. Le tableau des souffrances. des misères. des ruines que la répétition de cette malheureuse situation entraînait. est inutile à faire : nous l'avons sous les yeux. en ces temps tragiques où la barbarie se déchaîne comme alors. Mais les officiers russes, arrivés en conquérants, apportaient avec eux de nouveaux germes d'influence française. C'étaient des nobles, instruits par des professeurs français, admirateurs, depuis Catherine II, des ma-

nières françaises, ayant acquis dès leur enfance un vernis occidental. Ils représentaient, dans l'imitation de Paris et de Versailles, un degré au-dessus des princes phanariotes. Ils apprirent aux boyards éblouis et aux boyarines charmées, comment on prononce le français, comment on cause dans un salon, comment on danse les valses et les quadrilles, comment on joue la musique « européenne ». C'était la meilleure voie, peut-être, pour inspirer l'admiration de la France à des Orientaux aux sens raffinés, mais privés de lumières intellectuelles.

Quand la Révolution répandit partout le renom de la France, les Roumains étaient déjà préparés à faire le plus sympathique accueil aux nouvelles d'Occident. Beaucoup de réfugiés politiques s'établirent dans ces contrées, où ils trouvaient une hospitalité traditionnelle et des gens comprenant et aimant leur langue. « Tous les habitants d'ici sont des sans-culottes », écrivait l'un d'eux, n'hésitant pas devant une généralisation peut-être excessive. Ces lointains précurseurs de l'alliance actuelle donnèrent plus d'ampleur au mouvement commencé au siècle précédent. Un riche boyard, surmontant tous

ses préjugés rétrogrades, et n'hésitant pas devant la longueur du voyage, envoya le premier, en 1803, son fils achever à Paris ses études. Son exemple fut vite imité et devint un usage général. Le contraste était grand entre les mœurs orientales, les idées primitives qui régnaient encore dans les deux capitales des Principautés danubiennes, et la civilisation raffinée de l'Empire ou de la Restauration. Le mépris des occupations intellectuelles était grand chez les classes dirigeantes, qui considéraient comme la pire des déchéances toute affaire autre que les intrigues politiques. La médecine elle-même, de laquelle pourtant on ne pouvait se passer, était laissée aux quelques Autrichiens venus pour chercher fortune au delà des Carpathes, et qui acceptaient humblement d'être traités en domestiques. Presque pas de livres, sinon dans les églises ; une séparation absolue des classes, qui allait jusqu'à interdire aux femmes des bourgeois certaines toilettes ou certaines promenades ; les paysans exploités comme des serfs, jugés indignes du nom d'homme ; une absence complète du désir de progrès économique ou social. La société française devait donc vivement frapper des jeunes gens sortis d'un pareil milieu. L'effet d'un chan-

gement si complet ne tarda pas à se faire sentir : au contact du monde nouveau, ils s'y adaptèrent avec l'ardeur du néophyte. L'étonnement devint admiration, l'admiration enthousiasme, et ils n'eurent plus qu'un désir : introduire les mêmes habitudes dans leur pays. Les difficultés de l'entreprise ne les effrayèrent pas ; ils ne réfléchirent pas qu'il fallait échelonner les réformes, les adapter à l'état d'esprit des habitants, et permettre l'assimilation, forcément lente, de toutes ces nouveautés. Sitôt revenus chez eux, ils voulurent entreprendre une révolution contre l'ancien état de choses ; progressistes et nationalistes en même temps, ils réunissaient dans la même haine l'étranger et la tradition. Ils se heurtèrent tout d'abord à l'indignation de leurs pères et à l'indifférence amusée du peuple. Ce fut, pendant la première moitié du XIXe siècle, la lutte héroï-comique entre l'ancien monde et le nouveau. On se battit à coups d'épigrammes, de comédies satiriques, mais les maîtres d'alors usèrent aussi de la prison et de la bastonnade. Un brave homme de père s'indignait que son fils lui fût revenu tellement « corrompu » qu'il avait embrassé la profession de médecin ; beaucoup d'autres souffraient d'être traités en bar-

bares par ces nouveaux civilisés. On donna à ces enragés néophytes le surnom de « bonjouristes », ou de « filfissons » (corruption de « vive le son »), parce qu'ils chantaient la Carmagnole. Peu à peu, leur nombre augmentant, ceux qui avaient fait en France leur éducation, c'est-à-dire presque la totalité de la jeunesse cultivée, formèrent un parti et commencèrent une action politique sérieuse. Ils avaient facilement compris leur mission d'apôtres ; leur action pour gagner les masses du peuple, au moins dans les villes, fut poursuivie avec persévérance. En 1848, ils étaient prêts à se soulever contre le parti des réactionnaires, partisans de l'obscurantisme russe.

Dorénavant, l'histoire de l'influence française n'est que l'histoire du pays lui-même. Empêchée d'aboutir en 1848, l'émancipation se fit plus tard en quelques étapes, sous les auspices de Napoléon III. Nous en verrons brièvement les phases dans le chapitre suivant. Ce qu'il faut retenir ici, c'est le progrès continu de l'amour et de l'admiration pour la France, poussée jusqu'à une communauté de sentiments inouïe chez deux nations différentes. Le nouvel État qui s'organisa à partir de 1859 adopta toutes

les institutions françaises, toutes les lois françaises ; peut-être même cette transplantation fut-elle trop brusque et trop révolutionnaire. On continua à voir dans Paris la ville idéale qu'il s'agissait d'imiter ; on s'y rendit le plus souvent possible, on voulut en avoir chez soi le plus de souvenirs possibles. La noblesse et la bourgeoisie se sentaient au moins autant françaises que roumaines ; il y avait même, au dire des nationalistes, quelque exagération.

Ce curieux phénomène historique avait trouvé, dans le caractère du peuple roumain, un terrain préparé par la nature. Autrement, son développement n'aurait pas été si rapide, ni si important. Pour s'adapter si vite et si complètement à une civilisation raffinée et délicate, la parenté de race ne suffisait pas. Il fallait le même esprit vif et primesautier, la même intelligence toujours en éveil, le même enthousiasme pour les grandes idées, les mêmes goûts, des aspirations pareilles. Toutes ces qualités, les Roumains devaient les avoir à l'état latent ; l'influence française fut le stimulant qui les réveilla. Pour aller à Paris, les Roumains devaient passer chez d'autres peuples, traverser des civilisations différentes ; jamais ils n'hésitèrent, rien

ne les arrêta. N'était-ce pas quelque chose de plus profond qu'une influence historique, vieille à peine de quelques années, qui les appelait ainsi ?

Dans les grandes crises, où l'on connaît mieux les sentiments des peuples, comme ceux des hommes, le cœur des Roumains battit toujours pour la France. On verra plus loin en détail l'analyse de l'esprit public depuis 1914. Dans les malheureuses journées de 1870, la sympathie pour les vaincus fut tout aussi grande. Lorsque l'Europe entière redoutait ou admirait le vainqueur, lorsque des pays puissants manquaient à leur parole pour ne pas avoir à combattre la Prusse, un petit peuple perdu loin du champ de bataille demanda à lutter pour la France. Le prince allemand était sur le trône depuis quelques années à peine ; il n'avait pu réussir à acquérir aucune influence, mais les patriotes voyaient en lui l'obstacle à une guerre contre la Prusse. On organisa des manifestations : on demanda l'équipement immédiat d'une armée pour secourir la grande sœur menacée ; on parcourut les rues en criant contre le prince et les Prussiens. Et lorsque le désastre fut sans remède, quand la colonie allemande se réunit

en un banquet pour fêter la victoire, les étudiants cassèrent les vitres, dévastèrent le local et chassèrent par les fenêtres les joyeux convives. Le roi voulut abdiquer ; ce fut à grand'-peine que quelques hommes politiques l'en empêchèrent.

Ces sentiments et ces actes restèrent ignorés de la plupart des Français, comme ils ignorèrent toujours, et ils ignorent encore, que la Roumanie est, depuis un siècle, le pays le plus francophile du monde. Cette sympathie désintéressée trouve son but en elle-même. C'est seulement parce qu'ils connaissent la France que les Roumains l'aiment. Mais aussi ont-ils toujours souffert de ce qu'elle ne s'est pas aperçue de l'intensité ni de la noblesse de cette affection. La guerre actuelle, poursuivie en commun, est peut-être l'instant favorable pour accorder aux anciens amis méconnus une attention moins distraite. Il faut que la sympathie devienne réciproque et active, pour le plus grand bien des deux pays. Ce livre voudrait aider cette bienfaisante évolution. En montrant la vérité telle qu'elle est, il essaye de permettre au lecteur de se faire une opinion impartiale ; dans ce but, il écarte systématique-

ment toute appréciation critique, inutile dans le moment présent : car trop tard pour empêcher, il est encore trop tôt pour établir les responsabilités.

II

LA ROUMANIE LIBRE
SON ORIENTATION POLITIQUE

La politique extérieure de la Roumanie jusqu'en 1914. — Relations économiques avec l'Allemagne ; aucun lien intellectuel avec elle. — Situation politique en 1856. — Amis et adversaires de l'unité des principautés roumaines. — Concours désintéressé de la France. — Nécessité d'un souverain étranger. — Motifs du choix de Charles Ier. — Caractère du roi, sa politique. — L'influence allemande ne réussit pas à s'établir en Roumanie.

Pourtant, dira-t-on, depuis que la Roumanie est devenue, à force de labeur et d'énergie, le principal État des Balkans, il ne semble pas que toute cette affection pour la France se soit traduite en actes, en manifestations politiques visibles. Ces sentiments auraient pu se montrer moins platoniques, plus agissants. Que signifie pareille contradiction entre le désir et l'action, le cœur et la volonté? Car il semble bien que, depuis que la grande question de l'hégémo-

nie allemande fut posée, après 1870, les dirigeants de la politique roumaine n'aient pas précisément combattu les aspirations impérialistes, à côté de la France républicaine. Celui qui examine sommairement l'histoire depuis un demi-siècle, a l'impression que les Roumains, avant de se ranger du côté de la liberté, ont eu des préférences marquées pour les tendances de Berlin. Et n'est-ce point là une raison de l'indifférence de la France, dont ils se plaignaient toujours ?

Mais ce serait une grande erreur que de décider d'après ces apparences. L'Histoire a des causes profondes et multiples ; la simplification ne conduit pas ici à la vérité. C'est seulement en envisageant l'évolution complète de la politique extérieure roumaine depuis cinquante ans qu'on arrivera à se rendre compte des courants qui l'ont dirigée. On verra alors qu'elle n'a été qu'une longue lutte pour s'affranchir des obstacles que les événements mettaient à l'expansion des vrais sentiments de ce peuple. Et on se rendra mieux compte de ce qu'il faut faire pour assurer, par une aide efficace, sa délivrance des liens d'une fatalité historique.

Pour bien comprendre le mécanisme intime

de cette évolution, on doit tout d'abord se convaincre de l'absence presque complète d'influence allemande en Roumanie, dans le domaine sentimental et intellectuel. Vienne, et Berlin même, étaient pourtant beaucoup plus près de Bucarest que Paris, les communications étaient beaucoup plus faciles, et les Allemands habitaient les pays danubiens en plus grand nombre que les Français. Les relations commerciales étaient très suivies ; depuis des siècles, l'Allemagne restait le principal fournisseur des Principautés, et jusqu'à nos jours une des voies centrales de Bucarest s'appelle la rue des « Leipzicois ». Le temps n'avait fait que développer ces liens et les alourdir ; les sociétés allemandes devenaient de plus en plus nombreuses, les initiatives nationales luttaient difficilement avec des entreprises soutenues par les banques de Berlin. Les capitaux allemands, qui avaient d'abord puissamment contribué au relèvement du pays, dominaient la vie économique de la Roumanie moderne. La griffe voulait serrer de plus en plus fort.

Entre 1860 et 1899, le nombre des Allemands avait passé de 3.600 à 7.600, et celui des Austro-Hongrois de 28.000 à 104.000 ; la colonie

française ne s'était accrue, dans cette période, que de 100 membres, comptant 1.500 en tout. Servis par leur esprit pratique, par leur initiative qui les fait se lancer sans crainte dans l'inconnu, lorsque la perspective de gain est au bout des efforts, les Allemands avaient commencé l'exploitation systématique de la Roumanie. Ils s'étaient rendu compte de la richesse du pays, ainsi que de la large tolérance des habitants. Et, dans les hommes d'affaires juifs, ils avaient trouvé de puissants auxiliaires. Les entreprises étaient à peine au début, mais on pouvait prévoir que bientôt la mainmise sera complète.

Dans les exploitations pétrolifères, par exemple, le capital allemand était de 160 millions, contre 15 millions français. Pour les importations, les empires centraux tenaient aussi le premier rang, avec 53 p. 100 du total de la valeur, en 1901, dont 29 p. 100 pour l'Allemagne. La France ne venait qu'en toute dernière ligne, avec 6 p. 100! En 1913, les importations d'Allemagne atteignaient 40 p. 100 de la valeur totale. Tous les espoirs étaient légitimes...

Comment se fait-il alors que l'Allemand, qui s'était si bien emparé des richesses, n'eût pas

réussi à attirer les cœurs ? Comment se fait-il que les relations d'affaires et la politique officielle d'alliance n'aient pas établi la moindre sympathie entre les deux peuples ? *A priori*, on aurait légitimement pu supposer le contraire. Mais, en analysant un peu les faits, on trouvera le phénomène très explicable. Deux causes surtout furent défavorables à l'influence allemande : son manque de prestige et la rivalité de la France. Les premiers Français vinrent sur les bords du Danube, nous l'avons vu, comme messagers d'une civilisation brillante ; les premiers Allemands s'y montrèrent comme médecins ou comme marchands, pour faire fortune en exploitant la naïveté des clients. Les boyards du XVIIIe siècle, qui avaient beaucoup de défauts, mais ne manquaient pas de fierté, reçurent les premiers comme amis, les seconds comme domestiques. Le terme de « neamtz » devint une expression de mépris. Et jamais la prospérité allemande n'effaça l'impression produite par ces premiers ambassadeurs. Les mêmes causes historiques qui aidèrent l'influence française, combattirent sa rivale. Les Roumains s'efforcèrent d'imiter leurs professeurs, mais méprisèrent leurs fournisseurs. Ils

saisirent bien vite, par contraste, la différence entre les deux peuples.

Plus tard, lorsque les succès de la Prusse et la constitution d'un puissant empire étonnèrent l'Europe, en suscitant l'admiration et l'enthousiasme chez tous les petits peuples des Balkans et d'ailleurs, les Roumains ne ressentirent qu'une immense douleur, et restèrent froids à toutes les sollicitations. Car, dans la prospérité de l'Allemagne, ils voyaient toujours la meurtrissure de la France ; le colosse était bâti sur une injustice ; 1870 empêchait, comme un rideau impénétrable, tout contact moral entre les deux nations.

A côté de l'influence si profonde de la France, comment une autre, si différente, contradictoire même par son point de départ et par son but, aurait-elle pu prospérer dans le cœur roumain ? Et de quel œil la jeunesse, venant d'achever son éducation à Paris, pouvait-elle regarder les productions de Berlin ? L'allemand faisait obligatoirement partie de l'instruction d'un enfant des classes aisées, mais, une fois arrivé à l'âge de la raison, on mettait une sorte d'acharnement à l'oublier. On considérait cette langue bonne seulement pour servir, en voyage, dans les

hôtels et les restaurants ; mais jamais on ne l'entendait dans un salon, jamais on ne trouvait sur une table un roman allemand. Il ne pouvait en être autrement, puisqu'on avait là-dessus des idées complètement françaises. C'était un état d'esprit tellement bien établi, que les Allemands ne faisaient même plus d'efforts pour l'ébranler. Leur nombreuse colonie se résignait à vivre à part, dans ses *Vereine*, sans contact avec la population.

Si, au début de 1914, lorsque l'empire était arrivé à l'apogée de sa puissance, son influence morale restait complètement nulle, quelle pouvait être l'influence de l'Allemagne en 1866, quand les Principautés-Unies choisirent un prince allemand et posèrent les premières bases de leur politique extérieure ? Elle n'avait aucun prestige ; elle n'avait même pris aucune part aux événements qui précédèrent l'élection de Charles Ier.

Quand le sentiment national et les idées libérales eurent acquis, sous l'influence française, assez de force pour qu'un parti important entreprit de les réaliser, en proclamant l'unité de la Valachie et de la Moldavie en un État gouverné « à l'européenne », quatre pays prirent position

vis-à-vis du mouvement. La Turquie s'y opposait, parce que l'Union aurait rendu plus fortes, moins facilement exploitables, ses deux malheureuses provinces. L'Autriche la combattait à ses côtés, car une Roumanie puissante était une menace pour les usurpations qu'elle avait commises à son dépens. La Russie, par contre, lui était favorable, espérant garder et même développer son influence dans le nouvel État ; elle songeait même à un prince russe qui se serait chargé « d'organiser » le pays, usant de l'expérience acquise ailleurs. La France seule était poussée par un motif désintéressé à soutenir les aspirations des Roumains : le même mouvement qui avait conduit Napoléon III au secours des Italiens, lui imposait d'aider les Roumains dans leurs efforts vers l'unité nationale. L'action de la Prusse ne se fit presque pas sentir : absorbée par les querelles allemandes et méditant son action future contre l'Autriche, son rôle dans le grand débat européen suscité par la question roumaine fut complètement effacé.

Les événements qui donnèrent naissance à la Roumanie moderne se placent après 1850, à l'époque où Napoléon III conduisait la politique européenne. Bismarck ne dirigeait pas encore,

avec son énergie sans scrupule, la diplomatie de Berlin. L'Angleterre, qui n'avait pas une armée capable d'imposer ses volontés sur le continent, et ne pouvait plus user de sa politique traditionnelle, en se mettant à la tête de coalitions organisées par ses diplomates contre ses ennemis, devait se résigner à un rôle plus effacé. L'Autriche, mal remise encore des secousses de 1848, commençait, avec l'avènement de François-Joseph, à sentir l'engourdissement avant-coureur de l'agonie. Il n'y avait que la Russie qui, maîtresse en fait des Principautés danubiennes et possédant une armée bien commandée, aurait pu combattre la politique de l'empereur des Français. Fier de son intolérance et de son mépris pour les Occidentaux, le tsar Nicolas I[er] voulait dominer l'Europe et la guérir du vice du libéralisme. Il devait fatalement se rencontrer, dans le champ clos des intrigues diplomatiques, avec son collègue de Paris, qu'il haïssait pour avoir trouvé sa couronne dans une révolution.

Ce dernier n'oubliait pas son passé de démocrate, ni les rêves nourris, dans sa jeunesse de conspirateur, pour la liberté des peuples. Il savait que le régime de l'Europe, tel que les

souverains vainqueurs de la France en 1815 l'avaient établi, portait en lui le germe de l'instabilité : il était fondé sur l'oppression des nationalités, et les nationalités demandaient le droit de vivre. Il fallait donc supprimer les odieux traités, injustes pour la France, injustes aussi pour l'Europe. Et l'Empereur avait conçu le projet de réaliser la liberté des peuples, pour obtenir ensuite d'eux la reconnaissance des droits de son pays. Les faiblesses de l'homme empêchèrent une exécution digne de cette conception grandiose ; mais si la graine jetée alors ne fructifia pas de suite, n'est-elle pour rien aujourd'hui dans l'élan vers la France de toutes les nations qui savent écouter leur cœur ?

L'Autriche et la Turquie étaient alors les deux États oppresseurs; les Italiens, les Slaves et les Roumains étaient les opprimés. Napoléon les aida à secouer leur joug. En Orient, il voulait remplacer l'empire turc en décrépitude par des États jeunes, robustes, pleins d'avenir, et réunis, si, possible, en une confédération qui puisse résister à la poussée vers Constantinople de la Russie ou de l'Autriche. Dans cette politique, il devait fatalement se heurter à la puissance de son rival, le tsar Nicolas Ier. La guerre

seule pouvait trancher le conflit ; elle éclata en 1854. L'incident qui lui donna naissance intéresse peu ; il n'était que le motif immédiat, apparent. L'opposition de tendances, les ambitions contraires, le conflit entre idéals différents furent, alors comme toujours, les causes vraies et profondes du choc.

La victoire de Sébastopol et la paix qui, en 1856, termina la guerre de Crimée, en consacrant la défaite du tsar, furent le signal de l'émancipation des Roumains. Les ambitions russes écartées, on put envisager plus librement la lutte contre la Turquie, pour l'unité et l'indépendance. Il y avait pourtant, dans les deux Principautés, un puissant parti de boyards rétrogrades qui combattaient l'union. Leurs intérêts personnels étaient, chez eux, plus puissants que le sentiment national. Ils voyaient dans l'unité la diminution des charges profitables, la réduction du champ des intrigues et le triomphe de ce parti libéral francophile, si profondément haï.

Pour bien comprendre leur acharnement à vouloir conserver, malgré tout, l'ancien état de choses, il faut se rendre compte des avantages que l'organisation du pays leur assurait. Le

règlement, si remarquable à certains points de vue, que les représentants du tsar avaient élaboré pendant la grande occupation des Principautés (1828-1834), mettait le pays à la discrétion de quelques milliers de boyards, qui devenaient maîtres d'un pays comptant des millions d'habitants. Les paysans devaient travailler et payer, les bourgeois ne trouvaient aucune voie légale pour participer au pouvoir ; c'était la tyrannie savamment organisée d'une oligarchie de parasites. En demandant l'unité des deux provinces, les libéraux pensaient aussi à la chute de ce régime odieux, qui empêchait toute réforme, tout progrès. Leurs efforts réunis auraient réussi à tirer le pays de cette paralysie factice, plus facilement que leurs forces divisées, sans moyens de communication rapide, à la merci de toutes les entreprises des maîtres du jour.

L'Autriche et la Turquie trouvaient chez ces derniers des auxiliaires précieux pour leurs agissements contre la politique française, tandis que les intellectuels unionistes, réduits à leurs seuls moyens, arrivaient difficilement à encadrer les forces populaires ignorantes, dont la crédulité se laissait exploiter par les agents de l'étranger. Mais la cause roumaine était juste ; ce

peuple était mûr pour se conduire lui-même. Un puissant mouvement d'opinion le soutint en France ; Michelet et Quinet élevèrent leurs voix éloquentes en sa faveur, d'autres suivirent ; les libéraux roumains firent eux-mêmes une propagande inlassable, car ils comprenaient la valeur de l'appui du public. Ils réussirent à créer pour leurs aspirations une sympathie précieuse.

Aussi, lorsque la question du futur régime des Principautés danubiennes fut soulevée au Congrès de Paris, en 1856, on comprit que ces malheureux pays ne pouvaient plus être laissés dans l'anarchie de la domination turque. D'ailleurs une organisation équitable des provinces du Sultan était la meilleure garantie pour la paix en Orient. L'Autriche et les ambassadeurs turcs qu'elle inspirait n'essayèrent même pas de combattre de front le danger. La Moldavie et la Valachie furent prises, comme autrefois la Grèce, sous la protection des puissances européennes. Mais, usant d'une tactique qui, malgré sa perfidie depuis longtemps avérée, fait encore aujourd'hui des dupes, Turcs et Autrichiens proposèrent de consulter le pays sur sa volonté, comme si on pouvait penser qu'il hésiterait entre le bonheur et la servitude, entre la

liberté et la continuation de son malheur. Le congrès décida donc que des assemblées élues par la population moldavo-valaque, sous la haute surveillance d'un commissaire des puissances protectrices, auraient à se prononcer sur les réformes à introduire.

C'était ouvrir la porte à toutes les ingérences, à toutes les manœuvres malhonnêtes. L'idée, très libérale en apparence, était un guet-apens : d'ailleurs, c'étaient l'Autriche et la Turquie qui la proposaient ! Comment pouvait-on imaginer que dans ce pays, à dessein maintenu dans l'ignorance et dans l'apathie, ne connaissant aucune des libertés qui forment l'opinion, n'ayant aucun moyen de contrôler lui-même des élections qu'on lui faisait faire pour la première fois, on aurait pu obtenir une appréciation juste des intérêts, une conception saine de l'avenir de la nation ? Qu'auraient pu faire les libéraux jusque là pourchassés, enfermés, exilés ? Comment auraient-ils pu vaincre la puissante coalition qui tendait au maintien du *statu quo ?* Et comment les puissances protectrices, si éloignées, si mal informées des mœurs du pays, — malgré l'activité favorable, si précieuse, de Victor Place, consul de France à Jassy, et d'Édouard Thou-

venel, ambassadeur à Constantinople, — auraient-elles pu s'assurer de la sincérité des élections ?

Les adversaires de l'union profitèrent merveilleusement de ces avantages. Toutes les ingérences, toutes les pressions, tous les abus de pouvoir imaginables collaborèrent à fausser l'expression de la volonté du pays. Sous la direction d'un commissaire grec, dévoué à la Turquie et inspiré par le consul autrichien, on alla jusqu'à falsifier les listes électorales, desquelles on excluait presque tous les unionistes. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le corps électoral moldave se prononça... contre l'union. Vienne devait être contente : elle avait dupé Napoléon. La Roumanie était empêchée de naître, et François-Joseph pouvait espérer en Orient une compensation pour ses pertes en Italie et en Allemagne, qu'il prévoyait à brève échéance. Heureusement, il y eut un petit accident qui bouleversa tous ces calculs : le hasard mit à la disposition du parti unioniste les preuves écrites des machinations qui avaient faussé les élections. Transmises à Paris, elles servirent aux quatre puissances bienveillantes à demander une nouvelle consultation. La

France dut rompre les relations diplomatiques avec le sultan pour l'obtenir. Elle se fit avec plus de garanties de sincérité ; dans les nouvelles assemblées entrèrent beaucoup de libéraux, représentants des villes, et des paysans capables de les comprendre. Mais les difficultés n'étaient pas finies. Une des deux provinces qui allaient former le nouvel État devait fatalement être sacrifiée, une des deux capitales condamnée à la déchéance. La Moldavie était indiquée pour payer cette rançon à la Roumanie unie. Longtemps plus riche et plus puissante que sa sœur, c'est sur elle que les voisins s'étaient acharnés. On lui avait pris la Bukovine et la Bessarabie, plus de la moitié de son territoire ; sa capitale, Jassy, se trouvait trop près de la frontière, trop loin du centre du nouvel État. Il n'y avait donc pas d'hésitation possible, c'est elle qui devait consentir à perdre sa vie propre, à abdiquer en faveur de l'autre. On comprend comment les adversaires de l'union surent exploiter cette situation. Ils essayèrent d'entraîner l'opinion moldave, en représentant l'union comme un prétexte égoïste pour Bucarest d'étendre son influence. Le particularisme était encore assez vif à cette époque pour que cet argument pût être redoutable.

Il fallut toute l'abnégation, tout l'enthousiasme, tout l'idéalisme de cette magnifique génération d'intellectuels de 1850, parmi lesquels justement les Moldaves étaient plus brillants et plus convaincus, pour que la manœuvre échouât. Après beaucoup de discussions, les deux assemblées demandèrent, comme une nécessité immédiate pour les deux provinces, l'union sous un prince étranger, avec le régime représentatif.

C'était trop pour ne pas irriter le kaiser et le sultan. Un firman de Constantinople, inspiré de Vienne, ordonnait la dissolution immédiate des assemblées. La France intervint de nouveau, d'accord avec la Russie. Les diplomates se réunirent à Paris en conférence. Cette fois, les promoteurs de la consultation populaire mirent tout en jeu pour écarter ses résultats. Et ils réussirent, car dans ces discussions autour du tapis vert, ce n'est pas la justice, mais le manque de scrupules qui triomphe généralement. On aboutit donc en 1858 à un *compromis*, providence des diplomates embarrassés. Ils croyaient avoir tout résolu, en embrouillant tout. On n'avait pas osé nier le droit à l'unité, mais on n'avait pas osé non plus l'accorder. Les Principautés devaient rester séparées, chacune sous

un prince, pour faire la volonté des Turcs ; mais certaines institutions devaient être communes, pour ne pas trop laisser voir la défaite des puissances libérales.

Heureusement, la volonté des Roumains fut plus forte que ces piètres arrangements entre puissances, qui sont vraiment des « chiffons de papier » quand ils veulent étouffer la réalité politique sous quelques signatures de hauts personnages. On s'entendit facilement dans les deux capitales pour choisir *le même prince*, en la personne du colonel Alexandre Couza. Et l'Europe étonnée vit cette union personnelle réaliser en fait, ce que ses diplomates auraient voulu éviter.

Il fut facile à la France, qui n'avait pas cessé de soutenir les Roumains, d'obtenir ensuite la ratification du sultan. On s'incline toujours devant le fait accompli, qui signifie une volonté résolue à imposer ses droits. Ainsi naquit la Roumanie : d'un sentiment inspiré par la France, d'une volonté soutenue par elle ; mais par dessus tout, de l'énergie de ses propres enfants, enflammés par le plus pur patriotisme.

J'ai insisté un peu longuement sur ces événements, car ils comportent des conclusions que

je signalerai en temps. Notre génération fait, elle aussi, depuis trois ans, de l'histoire ; elle va jeter tout à l'heure les fondements de l'Europe future : il est bon de rechercher dans le passé des enseignements, pour éviter les erreurs, pour imiter les bons exemples. Celui qui ignore l'histoire est un enfant sans expérience, qui ne peut prétendre aucune part dans la conduite de son pays.

Comment les deux provinces danubiennes, sous le nom de Principautés-Unies d'abord, sous celui de Roumanie ensuite, s'organisèrent en un État européen, c'est une histoire bien intéressante, mais elle ne rentre pas dans le cadre de ce petit exposé. Le règne du prince Couza fut fertile en réformes heureuses, mais il abonda aussi, paraît-il, en fautes regrettables. Il n'avait réalisé, en somme, que l'un des trois vœux des Assemblées de 1857 : l'union. Il restait à doter le pays d'un vrai régime parlementaire et d'un prince étranger.

Cette dernière exigence peut paraître à bon droit étrange, en ces jours où le système a fait presque partout faillite. Mais elle est logique et juste en soi, dès que l'on comprend un peu l'esprit de l'époque et la situation spéciale où tous

les pays balkaniques, excepté la Serbie, se trouvaient après leur renaissance. Il n'y avait pas en Roumanie de dynastie régnante ; il n'y en a jamais eu. Au temps de leur indépendance, avant le XVIIIe siècle, les Roumains choisissaient leurs princes. Le trône n'était pas héréditaire ; à la mort du *voïvode*, on en prenait un autre parmi les boyards. C'était une république oligarchique et dictatoriale plutôt qu'une organisation comparable à celle que la féodalité avait créée en Occident. Système détestable, car il ouvrait la porte à toutes les ambitions et à toutes les intrigues, à la guerre civile comme à l'intervention de l'étranger. Ce fut lui qui, en grande partie, causa la décadence des deux principautés. Le pouvoir passait de mains en mains, il y avait des princes pour quelques semaines, d'autres pour quelques jours. Tant qu'ils occupaient le trône, ils ne pensaient qu'à tuer les autres prétendants et à s'enrichir. « Changement de prince, joie des fous », avait fini par dire le paysan désabusé, qui ne trouvait jamais un protecteur dans le puissant du moment. C'est ce régime qui conduisit à la honte de la domination phanariote ; les patriotes roumains voulaient éviter ces malheurs pour l'avenir.

Il fallait mettre le sceptre dans des mains qui pussent le maintenir avec fermeté et prestige ; qui pussent réprimer les ambitions des boyards issus d'anciens princes régnants. Il fallait empêcher le retour des Stourdza et des Bibescou, humbles serviteurs de l'étranger, qui n'avaient rien appris depuis 1848. Il fallait aussi se créer une situation en Europe, entrer en relations avec les autres cours ; un souverain étranger, qui aurait imposé au sultan par ses origines, était tout indiqué pour remplir cette tâche. Que pouvait le patriotisme du prince Couza contre la coalition de ses puissants adversaires? On lui reprochait son origine obscure, l'absence d'héritier qui pût donner l'espoir d'une dynastie stable. Sa fortune inattendue laissait place libre à toutes les ambitions : « pourquoi Couza et pas moi ? » se demandait-on de tous côtés.

Contre ces maux, il y avait un seul remède, que tous les nationalistes, et Couza lui-même, paraît-il, avaient aperçu : il fallait à la Roumanie « un prince étranger, issu de l'une des maisons régnantes en Europe ». A ces hommes qui avaient combattu l'oppression étrangère, cette demande ne semblait ni une inconséquence,

ni un danger. On doit reconnaître qu'ils avaient raison.

En 1866, une révolution de palais entraînait l'abdication de Couza. Un gouvernement provisoire s'installa au pouvoir, avec mission de proposer au choix du pays un prince étranger. Ce n'était pas une entreprise facile. Il fallait éviter les embûches des empires voisins, qui avaient un trop grand intérêt à placer leur homme à Bucarest. On ne devait pas non plus trop irriter les Turcs, qui ne demandaient qu'un prétexte pour tout remettre en cause. De plus, la principale condition à remplir par le candidat, c'était d'appartenir à une maison régnante complètement désintéressée en Orient. On eut recours, tout naturellement, aux conseils de Napoléon. Mais la situation de celui-ci était délicate; il détermina le comte de Flandre, frère de Léopold Ier, roi des Belges, à refuser. Les commissaires roumains proposèrent alors le prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, issu de la branche catholique de la maison qui régnait en Prusse, et parent de Napoléon qui le soutenait. On tomba d'accord sur son nom, justement parce que la Prusse ne montrait alors aucune ambition du côté de l'Orient, et avait joué un

rôle assez effacé, quoique favorable, au congrès de Paris. Son origine rendait donc le prince plutôt sympathique et pas dangereux. Le pays ratifia le choix de ses délégués, mais l'Europe s'y opposa. C'était encore son désintéressement qui poussait François-Joseph, d'accord cette fois avec le Tsar, à faire des objections : il fallait laisser ces braves Roumains se conduire tout seuls ; les puissances protectrices ne devaient pas consentir à leur donner un maître étranger. A les entendre, le mieux était de revenir à l'état de choses d'avant Couza : mettre deux princes, bien soumis, à Bucarest et à Jassy, et finir avec cette triste comédie de l'union.

Un « fait accompli » trancha de nouveau la question en faveur des Roumains : le prince Charles, résolu à occuper le trône qu'on lui offrait, partit pour la Roumanie, traversa sous un déguisement l'Autriche hostile, et arriva à Bucarest avant que les puissances fussent informées de son départ. Le sultan parla bien d'envoyer une armée pour l'en chasser, mais la France lui fit entendre raison, et il donna l'investiture. Les Roumains avaient réussi à réaliser leurs vœux ; il leur restait désormais à travailler pour justifier devant le monde leurs nouvelles libertés.

La tâche du nouveau prince, bientôt roi, n'était pas facile. Jeune encore, ne connaissant presque rien d'un peuple dont il ne comprenait même pas la langue, il devait représenter un monde nouveau et ouvrir à la civilisation le pays qui lui avait fait confiance. Le règne assez bref du prince Couza n'avait pas résolu les grands problèmes que la liquidation de l'ancien régime posait dans tous les domaines. Il devait inaugurer une des constitutions les plus libérales du monde, qui en faisait presque un chef de république irresponsable, le ministère devant seul conduire les affaires publiques, sous le contrôle du parlement. Lui, qui venait de Prusse, devait régner sur un pays qui avait adopté la constitution belge, le dernier mot du libéralisme à cette époque. Et il devait initier à ce régime un peuple qui avait ignoré jusque-là toute liberté, des paysans à peine sortis du servage, des bourgeois que les formules libérales éblouissaient sans être comprises. On criait contre la réaction et on demandait le suffrage universel ; mais l'une et l'autre prenaient une forme spéciale dans chaque cervelle enivrée de grands mots, et les notions politiques les plus simples se mêlaient en des assemblages baroques, dan-

gereux pour la tranquillité du pays. Beaucoup ne voyaient dans les nouvelles institutions qu'un instrument pour faire fortune ; d'autres, pour s'emparer du pouvoir et dominer les anciens maîtres. On avait fait des réformes politiques ; il s'agissait de réaliser une réforme morale.

Les fonctionnaires étaient malhonnêtes, l'administration pressurait le contribuable, l'armée n'existait presque pas, et les communications les plus rapides étaient toujours ces fameuses diligences, aussi peu sûres que pittoresques. Bucarest était encore une méchante ville orientale, où le nouveau prince avait à grand'peine trouvé un abri convenable. Une gestion régulière des finances de l'État était à peine esquissée. On ignorait les immenses richesses que le sol possédait. C'était, en somme, un pays où tout était à transformer, les conditions matérielles comme la vie morale et intellectuelle des habitants. Mais tous avaient le profond désir d'un changement radical.

Charles Ier comprit tout de suite la situation et se rendit compte des moyens à employer pour accomplir sa mission. C'était un caractère résolu et tenace, travailleur sans rival, d'une sagesse lui permettant de faire face à tout événement.

Fier de son origine, il ne chercha pourtant jamais à montrer sa supériorité. Sa dignité, qui était souvent de la froideur, imposa à son entourage sans le blesser. Il coupa court aux intrigues, fuyant le plaisir et donnant le premier l'exemple du travail. Ses adversaires les plus acharnés ne purent l'accuser que d'un penchant extrême pour l'économie, dans un pays où il est de rigueur de dépenser plus que ses revenus ; et ses adulateurs les plus tenaces ne purent jamais lui faire tort par leurs louanges.

Il se traça sa voie et la suivit jusqu'à la mort, sans hésitation, sans retard. Il comprit ce que l'avantage d'être étranger comportait de désavantages, dans un pays méfiant et frondeur. Son origine même lui dictait de se tenir au-dessus des partis, pour leur imposer et maintenir son prestige. Il transforma ainsi les querelles pour le trône en querelles pour les portefeuilles ministériels. N'est-ce pas là une des caractéristiques du régime constitutionnel? Pendant tout son règne, l'apparence fut sauvée : les partis se succédaient régulièrement l'un l'autre au pouvoir, suivant la volonté du pays, — suivant celle du roi, disaient ses adversaires. Il sut conduire de loin, sans jamais le faire voir ; il sut aussi

plier à temps. Souvent l'opposition exaspérée commençait une campagne violente contre le souverain; on manifestait devant le palais, et le gouvernement était renvoyé. C'est la façon dont tombaient les ministères, dans un pays où ils avaient une majorité éternelle au parlement. Adversaire des entreprises dangereuses ou hasardées, le roi dirigea prudemment le pays vers les plus grands actes de son histoire. Mais quand une décision était prise, rien ne pouvait le détourner de sa réalisation.

Surtout, il ne laissa jamais voir, dans ses paroles ou dans ses actes, qu'il se souvenait de son origine étrangère. « En mettant le pied sur cette terre sacrée, je suis devenu roumain », avait-il dit en passant la frontière. Et il tint parole. Certes il n'oubliait pas son pays d'origine, à un âge où l'amour de la patrie ne se perd plus. Mais, par-dessus ses sentiments, il mettait son devoir librement accepté. Dans ses actes politiques il ne s'inspira jamais de considérations de famille, il n'agit jamais en Hohenzollern ni en Allemand. C'est peut-être le plus grand éloge qu'on peut lui adresser. Mais il resta éloigné de son peuple ; son caractère hautain ne recherchait pas la popularité. Il était admiré par la na

tion, qui pourtant voyait toujours en lui « l'étranger » et n'hésitait pas à le lui faire entendre. L'Histoire sera plus juste que ses contemporains et reconnaitra avec quelle impartialité il a conduit la Roumanie.

Il n'a rien fait pour aider l'influence allemande, comprenant le danger d'une pareille action, comprenant peut-être aussi que les sentiments des Roumains pour la France ne pouvaient plus changer. Quand on pense combien les idées, la mentalité allemande et les méthodes de Berlin s'étaient répandues en Europe après 1870, on est étonné que le petit pays conduit par un Hohenzollern fût le moins touché par elles. On peut le dire sans hésitation ; intellectuellement, en 1914, les Roumains ne connaissaient rien de l'Allemagne.

Charles Ier conduisit presque seul la politique extérieure du royaume. C'est peut-être là que son influence se fit le plus sentir. Dirigea-t-il le pays sur la bonne voie, ou d'autres considérations déterminèrent-elles ses alliances et ses projets internationaux ? Dans les dernières années, on se posa souvent cette question ; mais on connait trop peu les dessous du règne pour donner une réponse précise. En connaissant le

caractère du roi, on peut pourtant penser qu'il eut toujours en vue l'intérêt de la Roumanie.

Se trompa-t-il ? A-t-il écarté intentionnellement une politique extérieure plus active, plus d'accord avec le sentiment national ? C'est la grande question que son règne posera à l'historien. Quand on voit le violent coup de barre que son successeur a dû donner, l'année dernière, pour ne pas sombrer dans les remous des intrigues autrichiennes, on serait enclin à penser que depuis 1877 la direction choisie n'était pas la bonne.

Il faut pourtant se garder d'une condamnation sommaire. Le but suprême de l'État qui appelait Charles Ier sur le trône était, sans doute, la réunion de tous les Roumains sous un gouvernement national et unique. L'union de la Moldavie et de la Valachie ne devait être que le premier acte de cette entreprise capitale. Seulement, une tentative hasardée aurait tout mis en danger. Le roi comprit probablement qu'il fallait voir loin et sérier les efforts. Il y a là, on le verra, une explication de sa politique. On ne peut reprocher à son règne qu'une insuffisante préparation morale pour le grand acte, dont l'heure a sonné plus tôt qu'on l'attendait.

III

L'UNITÉ NATIONALE, PROBLÈME VITAL

Comment se pose la question nationale. — Son fondement historique. — Origines de la nation roumaine. — La Dacie de Trajan. — Arrivée des Hongrois. — Histoire de la Roumanie : une bataille de sept siècles, pour l'indépendance. — Par quels moyens l'Autriche arracha la Bukovine aux Roumains. — La Russie annexe la Bessarabie. — État lamentable des provinces démembrées. — Réveil du sentiment national au XIXe siècle. — Les maîtres transylvains. — Les revendications nationales. — Leur justification d'après le droit des nationalités. — La statistique, le meilleur des plébiscites. — Comment le problème de la Roumanie intégrale se posa jusqu'en 1914. — Impossibilité de le résoudre alors. — Il demandait une longue préparation.

La nation roumaine est une victime de l'Histoire. Placée, par un empereur hardi, aux confins du monde romain, elle se trouva sur le chemin de Constantinople, ville fabuleuse qui attira, depuis les premiers barbares jusqu'au dernier tsar, les convoitises des grands conquérants. Comment a-t-elle pu vivre au milieu de ce remous de peuples, subissant toutes les violences

et toutes les injustices, luttant toujours à armes inégales, succombant le plus souvent sous la force qui prenait mille formes pour l'opprimer? Même aujourd'hui son calvaire n'est pas fini, et elle continue à souffrir pour la même cause, par les décrets de la même fatalité.

Il n'est donc pas étonnant qu'elle se trouvât, au début du XIXe siècle, déchiquetée en lambeaux pour lesquels ses maîtres se querellaient encore. Les Hongrois tuaient petit à petit les Roumains de Transylvanie, du Banat, de toutes ces riches contrées qui prolongent jusqu'à la Tissa les branches puissantes de la latinité. Les Autrichiens avaient volé la Bukovine, Alexandre Ier s'était octroyé une moitié de la Moldavie. Le reste, qui forme actuellement le royaume de Roumanie : Valachie, Moldavie et Dobroudja, était, sous la suzeraineté des Turcs, objet de marchandage et d'exploitation. Lorsque les premières notions de la liberté et du droit des peuples firent leur chemin jusque sur les bords du Danube, la conscience nationale des Roumains se réveilla. Un mouvement puissant montra que l'histoire, la justice, la nécessité géographique, économique, stratégique, autant que morale, exigeaient la reconstitution de la nation roumaine.

Un siècle et demi après que César eut conquis la Gaule, un des empereurs qui avaient le plus hérité de ses ambitions et de son génie militaire, Trajan, étendait, à l'autre bout de l'Europe, les limites de la latinité. Un peuple barbare, guerrier et agressif, habitait alors les vallées sauvages de Carpathes et les forêts impénétrables qui s'étendaient jusqu'au Danube. Ses tribus passaient souvent le fleuve pour piller la riche colonie romaine qui attirait leurs convoitises. Mais, pendant les accalmies, ils laissaient beaucoup de Romains s'établir chez eux, car ils admiraient cette fameuse civilisation qui dominait le monde. Les Daces, dont l'origine se perd, de même que celle des Gaulois, dans les lointains mystérieux de l'Histoire, n'avaient pas la haine du monde romain, comme plus tard les sauvages venus d'Asie. Des relations s'établirent certainement entre eux et les colons latins du sud du Danube. Peu à peu ce phénomène de pénétration s'accentua, ainsi qu'il arrive toujours aux régions frontières ; la colonisation romaine s'étendit pacifiquement au delà du fleuve. Trajan trouva sans doute le phénomène assez avancé pour procéder au second acte, qui suit inévitablement la conquète économique :

la soumission militaire du pays. Ayant assez des incursions daces, qui troublaient continuellement la frontière orientale de l'empire, et inquiet de la force que ces voisins turbulents commençaient à acquérir sous un roi énergique, l'empereur organisa deux expéditions contre eux. Capitaine avisé, il discerna tout de suite les difficultés : il comprit que le massif des Carpathes, dans la région que nous appelons aujourd'hui Transylvanie, forme le vrai château-fort qui domine la plaine jusqu'au Danube, et au delà jusqu'aux contreforts des Balkans. La sécurité de ses États exigeait donc qu'il s'en rendît maître, pour en faire sa citadelle contre les barbares, qui déjà se montraient menaçants. L'entreprise n'était pas facile : la nature favorisait trop l'héroïsme des habitants. Il fallut construire sur le Danube un pont en pierre, dont on voit encore les traces, témoins muets de la naissance des Roumains ; il fallut faire des larges trouées dans des forêts impénétrables, creuser des chemins dans les rocs des montagnes ; il fallut mettre en œuvre toute la ténacité et l'esprit d'organisation des Romains.

Enfin, en 107 ap. J.-C., on vint à bout de la résistance ; le roi des Daces se tua, bon nombre

de ses soldats émigrèrent vers le Nord. La *Dacie*, devenue *Trajane*, prit rang de colonie romaine. C'était une riche contrée encore inexploitée. Sa terre était d'une fertilité sans pareille, ses forêts sans limites, ses montagnes cachaient des trésors. Mais elle, qui pouvait nourrir l'empire, était à peine peuplée. Trajan fit venir de partout des colons déjà complètement latinisés : il en chercha en Italie, en Grèce et en Illyrie toutes proches, en Espagne d'où lui-même était originaire, en Asie Mineure et aussi en Gaule, certainement. Mêlés aux Romains établis avant la conquête, aux Daces que la guerre avait épargnés, ces immigrants eurent vite fait de se fondre complètement en un bloc unitaire, abandonnant les particularités que la différence d'origine laisse supposer dans chaque groupe.

Par leur activité, et sous l'impulsion d'une administration clairvoyante, la nouvelle province prospéra. Elle s'étendait alors, du Danube qui formait sa frontière méridionale, à l'occident jusqu'à la Tissa, qui aujourd'hui encore marque la limite de la nationalité roumaine, et poussait les avant-gardes de ses colons au Nord jusqu'aux sources des rivières qui descendent

vers le Danube : la Tissa, le Mouresh, le Sireth, le Prouth, tandis qu'à l'Est elles gagnaient peu à peu vers les plaines de la Bessarabie actuelle. Quant à la Dobroudja, elle se trouvait en grande partie, depuis longtemps, sous la domination romaine. Mais l'élément romain était plus dense là où la lutte avait été plus âpre, là où l'armée avait pénétré à la suite des Daces vaincus : entre l'Olt et la montagne, dans la Petite Valachie, que les Roumains appellent plus justement l'*Olténie*, — entre les Carpathes, le Danube et la Tissa, région qu'on nomme aujourd'hui le *Banat*, — enfin dans le massif montagneux de la *Transylvanie*, où se trouvait aussi la capitale des Daces, devenue l'*Ulpia Trajana*. Qu'on regarde une carte : pas même le quart de ce berceau de la nation roumaine ne lui appartient plus politiquement ! Pourtant ce fut là que les Roumains naquirent, par le mélange bénévole entre autochtones et immigrants ; ils ne gagnèrent pas le pays par la conquête, ni par l'usurpation, ni en chassant ou en opprimant les habitants ; ils s'y trouvèrent par ce droit immémorial, qui tire sa force inébranlable de ce que personne ne peut invoquer un autre plus ancien. Daces, Daco-Romains, Roumains, c'est le

même peuple qui continue. Où est la nation qui y habitait avant lui? Elle seule pourrait discuter ses titres.

Pendant de longues années, la Dacie de Trajan fut une des plus riches provinces de l'empire. Ses nombreuses villes étaient toutes prospères comme les grandes cités d'Occident : leur commerce alimentait toutes les contrées jusqu'à la Méditerranée. L'industrie s'y développa vite, ainsi que l'attestent les inscriptions qu'on trouve partout dans les Carpathes. Et les mines fournissaient du fer, du cuivre, du sel, de l'or en abondance. La population augmentait avec la richesse. C'était la *Dacia felix*, la Dacie heureuse.

Cependant, l'immense empire ne pouvait plus se défendre. Les assauts des barbares commencèrent, et les premiers atteints furent les habitants de la Dacie. Les plaines qui s'étendent depuis le Dniester et la mer jusqu'aux Carpathes furent la première étape de tous les envahisseurs. Les Roumains essayèrent de résister. Pourtant, les difficultés de la défense, l'absence d'une frontière stratégique du côté de l'Est décidèrent l'empereur Aurélien à abandonner la province conquise par Trajan ; il donna

l'ordre aux légions de passer au Sud du Danube, en 274. Les fonctionnaires suivirent. Mais que devint le reste de la population, la grande majorité des habitants? Cette question, qui a été très débattue vers la fin du siècle dernier, a reçu actuellement une solution hors de doute ; il est pourtant instructif de la rappeler brièvement, car elle montre comment dans certains pays on fait dire à la science ce que veulent les passions et l'égoïsme national.

S'il n'y avait eu, de la part des savants qui s'en occupèrent, que le désir de découvrir la vérité, on aurait vite fait de s'entendre. Car on aurait compris qu'il n'existe pas, depuis que les hommes peinent sur cette terre, d'empereur assez puissant pour arracher par son ordre toute une population, et la transporter ailleurs, d'après sa fantaisie. L'homme s'attache tellement là où il a vécu que les pires cataclysmes ne peuvent l'en chasser ; au contraire, les souffrances paraissent le clouer sur place. On a eu, au cours de l'histoire, qui n'est que le tableau du long calvaire de l'humanité, mainte preuve de cette vérité. Et depuis trois années, nous avons tous senti la force qui retient l'homme à sa maison, même ruinée, à son champ, même

dévasté. On aurait donc dû conclure, rien que de ces considérations générales, que l'élément romain n'avait pas quitté la Dacie, qu'il y était resté, même sans empereur, sans fonctionnaires, sans légions.

Mais cela ne convenait pas aux historiens hongrois et allemands, qui voulaient justifier la domination de leurs peuples sur les provinces qu'ils opprimaient. Ils ont alors inventé la théorie de l'abandon complet de la Dacie, qui aurait été vide d'habitants, quand ces braves Hongrois sont arrivés du fond de l'Asie, pour en prendre possession. Les Roumains ne seraient revenus que beaucoup plus tard, pour se faire exploiter par les maîtres du pays... La science a démontré ce qu'il y a de faux et d'absurde dans cette théorie intéressée, qu'aujourd'hui on ne discute même plus. Elle est pourtant significative : d'après les arguments, on peut juger ce que vaut la cause.

La vérité est que les habitants, — complètement latinisés, comme on l'a vu, par près de deux siècles de domination romaine, qui renforça l'œuvre de la colonisation, — restèrent sur place. Les barbares de toute race et de toute origine arrivèrent, dévastèrent le pays, y séjour-

nèrent quelque temps, et partirent ensuite plus loin, vers Constantinople ou vers l'Occident. Les Roumains s'abritèrent dans les montagnes impénétrables de la Transylvanie : là, leur nationalité acheva de se constituer dans les privations et la souffrance ; l'interminable série de leurs malheurs commença alors, au IIIe siècle : elle continue encore. Quand la vague des envahisseurs se retirait, pendant les accalmies entre ces orages successifs, les plus hardis descendaient peut-être dans la plaine, et cherchaient à reprendre leur paisible vie d'agriculteurs ; mais bien vite ils en étaient chassés par une horde nouvelle. Pendant environ mille ans, cette existence ne changea presque pas.

Ce ne fut qu'à la fin de cette période troublée, vers 900 ap. J.-C., que les Hongrois arrivèrent, après tant d'autres, des steppes de l'Asie. Empêchés par leurs bons amis d'aujourd'hui, les Bulgares, de passer dans les Balkans, vaincus par eux et chassés, ils allèrent s'installer entre le Danube à l'ouest et la Tissa à l'est, dans cette plaine immense qui ressemblait si bien à leur patrie. De là ils cherchèrent à envahir l'occident, mais ils furent battus et arrêtés. Alors ils jetèrent leurs regards vers l'orient, et commen-

cèrent leurs tentatives de domination en Transylvanie. Ils trouvèrent là les Roumains affaiblis par les invasions, divisés en petites organisations autonomes, pauvres et fatigués. Ils s'infiltrèrent peu à peu, et réussirent à s'imposer comme suzerains des petits duchés valaques. La noblesse, trouvant avantage à cette situation, se laissa facilement magyariser. Mais les soldats et le peuple, qui tenait à ses terres et haïssait l'étranger, résistèrent pendant de longs siècles. Vers 1400 la domination politique des Hongrois sur la Transylvanie n'était pas encore complète.

Quelques chefs roumains, las des vexations continuelles de ceux qui voulaient s'imposer comme leurs maîtres, abandonnèrent le pays et passèrent de l'autre côté de la montagne, chez leurs frères de Valachie. Ils obtinrent vite la prépondérance politique, groupèrent les petits duchés qui, faibles arbrisseaux battus par la tourmente, avaient pu subsister malgré les invasions, et fondèrent la première principauté roumaine. La Moldavie s'organisa, un peu plus tard, d'une façon analogue. Ce sont ces deux États, d'abord indépendants, ensuite vassaux des Turcs, mais n'ayant jamais cessé d'être

autonomes, qui formèrent en 1859 la Roumanie d'aujourd'hui.

Ils ne purent arriver jusqu'au XIXe siècle qu'au prix de bien des luttes, des souffrances, des sacrifices. C'est une triste, mais glorieuse histoire que celle de ce peuple naturellement pacifique, condamné à être continuellement en guerre pour se défendre contre ses voisins. S'il résista, ce ne fut pas grâce à des secours généreux, car ces malheureux n'eurent jamais, à part la France de Napoléon III et de Michelet, aucun ami sincère ; ce ne fut pas grâce à une bienveillance spéciale de la Providence, qui au contraire amassa sur leur tête tous les malheurs que l'histoire a connus ; ce fut uniquement grâce à leur valeur militaire et à leur amour puissant, désespéré, pour la terre qui les nourrissait.

Les rois de Hongrie voulurent soumettre ces pays, comme ils avaient soumis la Transylvanie : ils furent honteusement battus et mis en fuite. Les rois de Pologne envahirent souvent la Moldavie : ils en furent chaque fois chassés par les armes. Les Tartares vinrent dévaster le pays : leurs hordes sentirent cruellement la vigueur du soldat roumain, bien commandé par

ses braves voïvodes. Les Turcs enfin, à l'apogée de leur puissance, se heurtèrent à la résistance de ce petit peuple : Mirtcha arrêta l'élan du sultan Bajazet Ier, terreur des chrétiens : et plus tard, le Pape lui-même appela un prince roumain : le défenseur du christianisme.

Pendant six siècles, la guerre ravagea ainsi ce pays, si riche et si malheureux. Les convoitises des empires voisins étaient grandes, et leur rage accrue par la résistance qu'ils rencontraient. Autrichiens et Hongrois voulaient, par sa conquête, s'assurer la maîtrise du Danube et la sécurité de leur frontière orientale ; le tsar voyait dans l'occupation des Provinces danubiennes un nouveau pas vers Constantinople : tous trouvaient des richesses à exploiter, une population à faire travailler pour eux. Ne réussissant pas à accomplir leurs desseins par la force, ils recoururent à la ruse et à la corruption. Et, cette fois, le succès couronna leurs efforts.

Le premier partage de la Pologne avait stimulé l'appétit des Habsbourgs. Les provinces roumaines offraient une proie en apparence facile, affaiblies qu'elles étaient par de longs

siècles de luttes et de misères. Les exigences des Turcs ne rencontraient plus la fière résistance d'autrefois : l'énergie nationale s'était émoussée. Le moment paraissait bien choisi pour leur annexion ; il fallait seulement décider le sultan à les céder. Mais celui-ci tenait à des provinces qui fournissaient le principal aliment de sa caisse, et qu'il ne se lassait jamais d'exploiter. Quelques essais infructueux convainquirent les diplomates de Vienne qu'il était nécessaire d'agir prudemment. Alors commença une série d'intrigues, à Jassy aussi bien qu'à Constantinople, en vue d'obtenir au moins, pour commencer, la cession d'un seul morceau de la Moldavie : la Bukovine.

C'est une belle et riante province, au nord de la Roumanie. Dans ses hautes montagnes, couvertes d'impénétrables forêts, prennent leur source les grandes rivières qui, à l'ouest comme à l'est, descendent vers le Danube en arrosant la terre roumaine. Abri merveilleux, ce massif avait offert un refuge aux populations chassées de la plaine par les barbares ; ce fut de la Bukovine qu'elles descendirent ensuite, les invasions finies, pour s'étendre jusqu'au Dniester et aux embouchures du Danube ; il est donc, presque

à l'égal de la Transylvanie, le berceau de la nationalité roumaine. Les premiers voïvodes y établirent leur capitale et y ensevelirent leurs pères. Aujourd'hui encore, elle garde les plus anciens vestiges de l'architecture roumaine; les noms de ses villages, de ses monastères, de ses ruines réveillent des souvenirs de gloire dans tout cœur roumain. Sa population n'a pas abandonné la volonté de recouvrer son indépendance, et, des deux côtés de la frontière que l'ennemi traça, on rencontre la même aspiration vers une réunion que la justice doit inévitablement réaliser.

La Bukovine ne fut pas conquise par les armes, mais « ravie » par la ruse ; son annexion ne fut pas la récompense de la victoire, mais le prix d'une trahison honteuse, bien digne de la politique des Habsbourgs. Marie-Thérèse venait de conclure avec ses compères cet infâme marché qu'on appelle le partage de la Pologne ; elle avait acquis la Galicie. Ses conseillers trouvèrent alors que les communications avec la nouvelle province et sa défense militaire seraient de beaucoup facilitées si on annexait la Bukovine, qui poussait dans les territoires de l'Autriche une pointe trop profonde à son gré.

Elle gagna, par de riches présents et par une forte distribution d'argent, plusieurs hauts fonctionnaires turcs, et fit en même temps occuper par ses troupes, en pleine paix, la province dont elle avait envie. Et au grand vizir, qui avait des scrupules à accepter l'amputation, le ministre autrichien présenta, dit-on, une carte truquée, où l'importante région de la Moldavie était représentée comme une petite bande de terrain négligeable. Le traité de cession fut conclu le 4 mai 1775. Sous le prétexte d'une rectification de frontière réglée à l'amiable, l'Autriche trompa ainsi la confiance du sultan et vola aux Roumains l'héritage de leurs ancêtres. Quand les Turcs comprirent, il était trop tard ; et la courageuse protestation du prince de Moldavie n'entraina que son assassinat. Mais le jour où on fera les comptes, la Bukovine sera une des premières restitutions que l'Autriche devra consentir.

L'autre redoutable voisin des principautés roumaines, qui se trouvaient malheureusement sur le chemin de ses armées allant chasser les Turcs d'Europe, réussit à son tour, peu de temps après, à démembrer lui aussi la Moldavie. Il est bon de rappeler, en toute franchise,

cette douloureuse histoire, à présent que les Russes délivrés sont nos alliés : l'amitié ne connaît pas de meilleur fortifiant que les explications sincères, prélude des fortes affections. D'ailleurs, il est indispensable de la bien connaître, parce que, comme on le verra, elle donne la clef du développement ultérieur de la politique roumaine.

L'histoire n'a pas encore examiné, avec toute l'impartialité voulue, cette question des différentes occupations russes des Principautés danubiennes, qui se succédèrent pendant le XVIIIe et le XIXe siècle, jusqu'au traité de Paris. Et le bilan des résultats de l'administration russe n'est pas encore équitablement établi. Je n'essayerai pas de le faire ici. Mais, quand on sait combien ces passages répétés des armées russes ont contribué à l'extension de l'influence française, on peut se demander si la grandeur du bienfait n'est pas hors de proportion avec l'importance du mal. Et n'aperçoit-on pas que l'ambition des tsars a formé contrepoids aux prétentions de l'Autriche, à une époque où les provinces roumaines ne pouvaient plus se défendre seules ?

Cette période a laissé, malheureusement, une

cicatrice profonde, une mutilation qui sont de celles qu'on n'oublie pas. A l'époque où, à la suite d'alternatives bien connues d'amitié et de haine, Napoléon préparait sa Grande Armée pour aller punir Alexandre, les Russes étaient en guerre avec les Turcs. La politique de l'empereur des Français vis-à-vis de ces derniers avait beaucoup varié, et le sultan ne voulait plus voir en lui un ami. Néanmoins, pour battre les Russes, ces ennemis acharnés et implacables de la Sublime Porte, il se serait bien fié de nouveau à Napoléon. Il y eut alors un jeu très serré entre Paris et Petrograd : d'un côté on voulait pousser les Turcs à continuer la guerre, de l'autre on cherchait une paix rapide et, si possible, avec quelque profit. Le tsar avait besoin de toutes ses forces pour résister à Napoléon ; il aurait donc conclu la paix même sur la base du *statu quo*, pourvu qu'elle le fût vite. Ses délégués demandèrent pourtant l'annexion de la Moldavie jusqu'au Sireth. Les Grecs qui, en fait, conduisaient la politique extérieure turque, avaient reçu de Paris, dans l'intervalle, avis de l'expédition qui s'y préparait, avec conseil d'attendre les événements. Mais au lieu de communiquer la nouvelle au sultan, ils en don-

nèrent connaissance aux Russes. Ceux-ci réduisirent leurs prétentions à la Bessarabie, c'est-à-dire à la Moldavie du Dniester au Prouth, et le traité de Bucarest fut signé, sur ces bases, le 28 mai 1812... Quatre jours avant, son ultimatum du 24 avril étant resté sans réponse, Napoléon avait passé le Niemen avec la Grande Armée. Grâce à la trahison des plénipotentiaires du sultan, Alexandre pouvait lui faire face avec toutes ses forces. Sans ce misérable incident, le sort du monde était peut-être changé. La Moldavie, en tout cas, n'aurait pas perdu cette riche moitié d'elle-même, qu'elle pleure encore aujourd'hui.

Après la victoire de Crimée, les puissances alliées rendirent aux Roumains une partie du pays perdu en 1812, celle qui, au Sud, s'étend jusqu'aux bouches du Danube. Elle fut reprise en 1878, au traité de Berlin, on verra dans quelles conditions et avec quelles conséquences.

Ainsi, la Dacie — que Trajan avait civilisée, que les successeurs des colons apportés par lui avaient étendue en un large cercle d'expansion autour du massif transylvain, son vrai berceau, — arrivait mutilée au seuil du xx[e] siècle. La

région à l'ouest des Carpathes : la Transylvanie, le Banat, les contrées qui sont, jusque vers la Tissa, peuplées de Roumains, gémissaient depuis de longs siècles sous le joug funeste des Hongrois, qui s'en étaient emparés au mépris de la volonté des habitants. La Bukovine, victime d'une félonie sans exemple, résistait avec force aux essais de dénationalisation. La Bessarabie enfin pleurait d'une séparation qu'elle n'avait jamais consentie. Il n'y avait que les deux provinces échues aux Turcs qui pouvaient enfin mener une vie nationale, en travaillant pour préparer l'avenir. Le sort leur avait laissé la lourde tâche de former le noyau de la Grande Roumanie.

Au moment où la Valachie et la Moldavie consacraient leur union par l'élection d'un même prince, les esprits étaient déjà prêts pour la grande mission. Cela était si visible, que l'Autriche avait passé dès le début dans le camp des adversaires d'une Roumanie unie et indépendante. Le réveil du sentiment national avait commencé au début du XIXe siècle ; ce furent des hommes venus de Transylvanie qui apportèrent dans la plaine du Danube les idées réparatrices. Issus de cette race pleine d'énergie,

entreprenante et opiniâtre au travail, qui avait combattu pied à pied le Hongrois, ces prêtres et ces professeurs, vrais pères de la culture roumaine, rallièrent les premiers tous les cœurs autour de l'idée de l'unité nationale. Un heureux incident des luttes religieuses au delà des Carpathes leur avait ouvert la voie vers une culture supérieure ; l'Église catholique avait cru profitable à ses intérêts d'envoyer bon nombre de jeunes Roumains étudier la théologie à Vienne et ensuite à Rome. Mais au lieu de consacrer leurs efforts à devenir des fidèles propagateurs de la foi occidentale, les élèves, stimulés par cet enthousiasme national qui se développe si vite au contact des étrangers, se préoccupèrent seulement des études qui pouvaient être utiles à leur pays. Ils rentrèrent pleins d'une nouvelle ardeur pour la cause de leur nation ; empêchés par les Hongrois d'exposer leurs idées, ils passèrent en Valachie, chez leurs frères, libres de les accueillir ouvertement. Là, par leurs écrits aussi bien que par leur parole, ils firent de nombreux prosélytes, et furent les initiateurs de la littérature, de l'histoire, de la science roumaines.

Ils n'étaient certes pas des savants hors pair ;

leur mérite est bien plus grand, car c'étaient des apôtres. Leur science pouvait comporter des lacunes et des erreurs, mais leur foi avait trouvé d'emblée son but, qu'elle poursuivait avec audace, avec fanatisme, en brisant tous les obstacles. Leur tâche était dure : avant de semer, il fallait préparer le terrain. A cette époque, la langue roumaine n'était en usage que chez les paysans, êtres les plus bas sur l'échelle sociale. Le slavon et le grec, langue de l'église ou langue des maitres, remplaçaient partout le parler national. L'alphabet même n'était plus latin. Les souvenirs de la noble origine latine, relevés avec soin pendant la période littéraire d'avant le XVIIIe siècle, s'étaient totalement effacés ; les intrigues des étrangers, la domination des phanariotes, avaient étouffé toute conscience nationale. Il s'agissait de la faire revivre chez les boyards et chez les bourgeois, seules classes sociales immédiatement accessibles. Il fallait expulser peu à peu l'influence étrangère, vigoureusement encouragée par les autorités ; la pauvreté devait lutter contre la richesse, la faiblesse matérielle contre l'abondance des moyens, quelques individus isolés contre des collectivités puissantes. Mais ces premiers pionniers de la

grande Roumanie avaient pour eux toutes les forces morales, et ils vainquirent.

Leur enseignement gravitait autour d'une idée maîtresse : l'origine latine du peuple roumain. Ils en firent la base de leurs théories linguistiques, historiques, littéraires et politiques. Ils n'hésitèrent devant aucune de ses conséquences, n'acceptèrent aucun tempérament, et versèrent dans l'absurde avec enthousiasme. C'est que leur cœur dépassait leur raison. Ils s'attachèrent d'abord à prouver que les misérables populations roumaines d'alors, courbant la tête sous des maîtres cruels, étaient les descendantes directes et immédiates de ces fiers Romains qui avaient conquis le monde. Les arguments ne leur manquaient pas, d'autant plus qu'ils n'étaient pas trop difficiles pour leur choix. Mais il faut tenir compte qu'ils étudiaient les premiers la question au point de vue roumain, et qu'ils devaient tout faire par eux-mêmes. On comprend quelle magnifique source d'énergie et d'enthousiasme devint cette première découverte. Les Roumains ne pouvaient avoir dorénavant qu'un seul devoir : redevenir dignes de leurs ancêtres, s'unir pour faire renaître dans toute sa prospérité la Dacie de Trajan. Il fallait

d'abord s'instruire, se civiliser, acquérir la force morale pour vaincre des ennemis plus puissants. Cela comportait une renaissance économique et sociale qu'il fallait réaliser sans délai. Toute la politique future de la nation roumaine était implicitement contenue dans les aspirations des maîtres transylvains. Qu'importent, à côté de ce dessein grandiose, leurs erreurs, leurs exagérations? C'étaient des improvisateurs par leur mission même; ceux qui les suivirent, plus à leur aise pour critiquer et mettre au point, ont répudié bon nombre de ces théories de la première heure; — mais c'est aux autres que revient tout le mérite d'avoir défriché l'esprit roumain.

Le courant transylvain, issu de sources différentes, s'est d'ailleurs merveilleusement accordé avec celui de l'influence française, déjà profonde à cette époque, ainsi que nous l'avons vu. Tous les deux aspiraient à la liberté et au nationalisme, tous les deux recherchaient la vérité, dans un but de transformations politiques et sociales. Les Roumains étaient des latins; c'était donc un lien d'étroite parenté qui les poussait vers la culture française. Aux merveilles que les ancêtres avaient réalisées, un de leurs reje-

tons en ajoutait d'autres : la pensée française était en train de conquérir le monde, comme le glaive romain. Quel meilleur encouragement pour un peuple neuf, sentant en lui les premiers sursauts d'une énergie renaissante? Et quel réconfort que de voir au loin des frères puissants pouvant soutenir et aider cette renaissance! Les Roumains longtemps supposés orphelins, retrouvaient une famille, la plus noble de l'histoire.

Pour prouver le droit que leur nation avait d'exiger sa réunion en un seul État, ces premiers dirigeants de l'esprit roumain faisaient valoir surtout l'argument historique. Il est inutile de reprendre ici leur raisonnement, qui découle tout naturellement de ce qui a été exposé précédemment sur l'origine et l'histoire de ce peuple. Que les descendants des anciens maîtres du pays avaient le droit de chasser les usurpateurs étrangers, hongrois, allemands ou autres, c'était pour eux l'évidence même. Leurs contemporains étaient particulièrement sensibles à ce raisonnement : c'était au nom de l'histoire qu'Italiens et Allemands demandaient alors à former un grand pays. La renaissance des études historiques, l'école romantique, toute cette vigoureuse poussée vers le passé qui carac-

térise le début du XIX[e] siècle, soutenaient ce mouvement.

Aujourd'hui, nos idées ont changé. On reconnaît que ce n'est plus dans le passé, mais dans le présent et surtout dans l'avenir, qu'il faut chercher les arguments. Ce sont les vivants qui doivent conduire le monde, non les morts. Il importe donc moins de savoir à qui appartenait un pays il y a mille ans, que de reconnaître *qui a le droit d'en être à présent le maître*. Au droit historique, facile à truquer, et dont l'école allemande a fait de si monstrueux abus, le XX[e] siècle oppose le droit des peuples. Une nation, comme chacun des individus qui la composent, a besoin de liberté ; la société doit assurer le libre exercice de cette tendance naturelle, si elle ne veut pas manquer à son but essentiel. C'est là le fondement de ce droit des peuples de se conduire eux-mêmes, qu'on proclame de tous côtés. Tant qu'il n'est pas assuré, il ne peut y avoir équilibre : à la force qui opprime s'opposera toujours la force qui veut affranchir. Au contraire, une fois rendue l'autonomie nationale à tous les groupements qui y ont droit, l'antagonisme cessera, et on pourra envisager avec plus de certitude la paix universelle.

Ce sont des vérités sur lesquelles on est généralement d'accord aujourd'hui. Les discussions ne commencent que lorsqu'il s'agit de leur application. Qu'est-ce qu'une nationalité, demandent ceux qui, de bonne foi ou non, paraissent vaincus par la difficulté du problème? Et ils s'empressent de répondre que la science ne connaît aucun moyen de la révéler, aucun signe caractéristique. D'autres qui, sans s'en rendre compte, font le jeu des ennemis de la justice, se servent d'arguments analogues pour réclamer le plébiscite comme seul moyen de trancher la difficulté. Laisser aux intéressés eux-mêmes le soin de dire leur volonté, n'est-ce pas donner au principe du droit des peuples toute l'extension qu'il comporte?

Je crois que les partisans de l'une comme de l'autre théorie se trompent étrangement. Ils tombent dans un travers qu'on pouvait croire disparu en politique comme dans la plupart des autres disciplines : celui de raisonner sans vouloir tenir compte des faits. Car en ouvrant un peu les yeux à la réalité, on voit bien que les nations existent, et que tout de même il y a quelque chose qui distingue un Français d'un Hollandais, un Roumain d'un Bulgare, un Suisse

de Genève d'un Suisse de Zurich. Et ce qui ressort dès le début comme signe distinctif, c'est la langue. Allez en Macédoine, au Trentin, en Transylvanie, partout où les peuples se mélangent en fouillis inextricables : vous reconnaitrez la nationalité de chacun d'après le parler qu'il emploie avec la conscience qu'il est sien. Et vous remarquerez combien ce signe distinctif respecte la liberté de chacun, puisqu'il revient, chez les gens polyglottes, à leur demander de préciser eux-mêmes à quel groupe linguistique ils croient appartenir. Il peut exister, certes, des gens qui ne seraient pas en mesure de faire pareille affirmation, toute conscience nationale étant perdue chez eux ; mais ils ne sont qu'une infime minorité, car autrement les mouvements nationaux ne se produiraient pas. Et d'ailleurs ces individus cosmopolites n'auraient, par définition, aucun intérêt à appartenir à une nation plutôt qu'à une autre.

En prenant donc comme principal critérium la langue, et procédant, bien entendu, avec toute la circonspection nécessaire, avec toutes les atténuations que la pratique pourrait montrer indispensables, on a les meilleures chances de donner une solution juste au problème. En tout

cas, ce n'est pas le système du plébiscite qui offrirait un résultat plus convenable.

En théorie, certes, la proposition d'en appeler aux intéressés est séduisante. Un parti puissant lui prête son autorité. Pourtant le bon sens français la repousse en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine. les Italiens la répudient pour les territoires qu'ils veulent délivrer. Les autres Alliés, sans doute, ne l'admettent pas non plus. Sont-ils donc de mauvaise foi, ces peuples qui déclarent lutter pour la liberté et pour le droit? Entre nous, la question ne peut pas se poser ainsi. Nous sentons trop combien sincères sont nos aspirations, combien pures sont nos intentions, pour douter un instant de nous-mêmes. C'est, au contraire, un instinct profond qui nous montre que la justice serait faussée par ce semblant de consultation populaire. Et la raison confirme ce que le cœur indique.

Ce ne sont pas seulement les questions d'application pratique qui s'opposent au plébiscite. Le droit des peuples ne peut pas se concevoir d'une façon unilatérale ; les Serbes opprimés par les Habsbourgs ont certes le droit de s'unir à leurs frères libres, mais en vertu du même principe, ces derniers ont le droit de demander

l'union de leur pays avec les régions irrédentes. Il ne peut pas exister, pour une nation, de vie libre et prospère, sans que tous ses tronçons soient d'abord réunis pour les mêmes efforts. Jusque-là, le corps mutilé souffre autant, sinon plus, que le membre qui en est séparé. Un plébiscite consultant seulement les populations soumises, et négligeant les autres de même race, n'apporterait donc qu'une moitié de la solution. La justice ne serait pas satisfaite, personne ne serait content. Ce procédé laisserait de côté justement la partie la plus consciente de la nation, celle qui a pu développer sans entrave son esprit national. Si ces idées sont justes, une première conclusion peut être retenue : il y aurait lieu de consulter la nation entière, tous les intéressés, pour obtenir l'expression exacte de la majorité du peuple : tous les Français devraient voter à côté des Alsaciens-Lorrains.

La nation entière... Mais qu'est-ce qu'une nation? Nous voilà retombés dans la première difficulté, que le plébiscite devait, semble-t-il, éviter. Partiel, comme on le propose, ou total, ainsi que je le crois juste, il pose la même question. Pour savoir qui et sur quoi faire voter, il faut trancher la question préalable de la nationa-

lité. Supposons que l'heure est arrivée de demander aux habitants de l'Autriche-Hongrie leur avis. Comment va-t-on procéder ? Il n'y a qu'un moyen : demander aux Serbes s'ils veulent être Serbes, aux Roumains s'ils veulent être Roumains, aux Magyars s'ils veulent rester Magyars. Autrement, posée en bloc à tout l'Empire, la question n'aurait ni sens, ni efficacité. Mais qui est Serbe, qui est Roumain, qui est Magyar ? Il faut trouver un critérium pour délimiter les régions auxquelles chaque question sera posée, et je n'en vois d'autre que la langue.

Au surplus, tous ceux qui parlent du droit des peuples et de consultation populaire entendent sanctionner les volontés de la majorité de la nation, suivant les mêmes principes qui gouvernent la politique intérieure des pays parlementaires. On voit bien par conséquent que ce n'est pas par fractions qu'il faut procéder au plébiscite, mais en bloc. Et ce serait donner une consécration à l'injustice qui a démembré un peuple, que de considérer chaque tronçon artificiellement séparé par la force, comme une unité ayant une volonté autonome. La liberté *des peuples* de se conduire eux-mêmes ne peut donc pas signifier la liberté pour chaque province de

se séparer des autres, et de proclamer son indépendance. La Russie révolutionnaire a admis, au moins provisoirement, l'autonomie de l'Ukraine, qui forme un organisme ayant une individualité propre, mais elle a refusé de tolérer que Cronstadt se dégage de ses liens avec la République, quoique telle fût la volonté de ses habitants. On aperçoit ainsi, par le contraste entre ces deux solutions, quelle est l'étendue et quelle est la limite qu'un plébiscite peut raisonnablement comprendre. Une seconde conclusion de principe s'impose donc à nous : il faut, avant de procéder au vote, déterminer, d'après un critérium juste, les régions qu'on fera voter séparément : selon que les divisions seront plus grandes ou plus petites, selon que la ligne de démarcation passera par ici ou par là, les résultats pourront être opposés du tout au tout.

Ainsi, la logique même du principe sur lequel partisans et adversaires du plébiscite sont d'accord, conduit d'abord à déterminer d'avance la nationalité de chaque province, et ensuite à la faire voter en même temps que ses compatriotes libres, qui ont le même droit à l'union. Mais alors, demandera-t-on avec raison, quelle peut être l'utilité du plébiscite? Si préalablement on

a constaté la nationalité de la population en question, peut on douter que sa volonté est d'être unie à ses frères? Ce serait supposer, par un étrange amour de l'absurde, que l'on peut préférer l'esclavage à la liberté! Et de plus, n'est-on pas certain des désirs de la partie libre de la nation, la majorité par conséquent, qui a exprimé sa volonté en versant son sang? Ainsi envisagé, ce système du plébiscite — application rigoureuse du plus parfait libéralisme, suivant ses initiateurs — apparaît tout au plus comme une suprême ressource des oppresseurs vaincus. Car il ne faut pas être pessimiste endurci pour comprendre combien facile serait pour les maîtres actuels d'un pays de fausser le vote. On a vu plus haut comment cela arriva lors de l'union de la Moldavie à la Valachie, en 1859. Aujourd'hui, dans les Balkans ou dans les provinces austro-hongroises, où les populations sont tout aussi ignorantes et terrorisées, les mêmes causes produiraient les mêmes effets. D'ailleurs, les gouvernements intéressés ont déjà pris leurs mesures : le gibet et les balles sont de si efficaces arguments électoraux! Les Bulgares préparent ainsi le respect du droit des peuples en Dobroudja roumaine, les Austro-Hongrois font

de même partout. Et vous verrez qu'à la fin ce seront eux qui réclameront le plébiscite !

Je pense donc qu'il faut renoncer à cette consultation populaire, non seulement pour ses difficultés pratiques, peut-être insurmontables, mais aussi et surtout pour des motifs de principe. On pourra appliquer le droit des peuples, avec la certitude de ne pas se tromper, en se servant des documents ethnographiques et statistiques déjà rassemblés, ou que des commissions impartiales pourraient demander sur place. Le principe des nationalités, dans le cadre ainsi déterminé, devra être la règle principale pour le prochain règlement européen : mais il ne pourra être la seule. Car après la justice, il faut envisager la sécurité. Les limites entre les peuples ne sont jamais tranchées et nettes, surtout dans les régions balkaniques ou austro-hongroises, dont on devra principalement s'occuper. On ne pourra jamais tracer les nouvelles frontières de façon que chaque peuple soit complètement séparé de l'autre, sans qu'aucun de ses nationaux reste de l'autre côté. Il faudra donc, par la force des choses, sacrifier le principe des nationalités — dans la plus petite mesure possible, bien entendu — pour d'autres considérations,

qui ont malheureusement régné exclusivement dans les anciens congrès européens : les considérations stratégiques, destinées à garantir la sûreté de l'État. Il faudra que les limites soient nettes et puissent être défendues pour l'avantage de la paix européenne elle-même. Un traité bien compris devra tenir compte des deux séries de considérations, en les conciliant pour le mieux, et en s'efforçant de consacrer la solution qui approchera le plus de l'idéal de justice au nom duquel les Alliés combattent. Et dans la démocratie qui sera le régime futur de l'Europe entière, les minorités que leur situation géographique aurait empêchées d'être réunies à leurs frères, trouveront la certitude d'un libre développement. A moins qu'elles ne préfèrent, — comme l'a depuis longtemps proposé un homme d'État roumain, pour résoudre le problème macédonien si compliqué, — de passer de l'autre côté de la frontière, où elles s'uniraient à la majorité de même race.

Quels sont, envisagés à la lumière de ces principes, les droits des Roumains? Quelles sont leurs revendications? La question ne comporte pas beaucoup de discussions, car il s'agit de régions à populations presque homogènes,

de l'aveu même de leurs ennemis. Quelques difficultés pourraient naître seulement quand il faudra déterminer pratiquement les nouvelles frontières ; mais notre objet ne peut pas être d'entrer dans de pareils détails, qui regardent exclusivement les techniciens de la prochaine Conférence de la paix. Il suffira de montrer, par un examen d'ensemble, de quelles régions de l'Autriche-Hongrie la Roumanie devra exiger la restitution.

Les Roumains ont toujours habité des deux côtés des Carpathes ; la nature n'avait pas destiné ces hautes montagnes pour être une frontière ethnique, mais au contraire pour former l'épine dorsale du pays roumain. Les limites politiques d'avant 1916 étaient, on l'a vu, le résultat d'une iniquité historique. *La Transylvanie*, le pays boisé d'au delà des Carpathes, a toujours gardé son caractère profondément roumain, et sa population a résisté à tous les assauts du magyarisme agressif. Toutes les persécutions, toutes les mesures les plus brutales ou les plus hypocrites de dénationalisation, n'ont pas réussi à la faire reculer, ni même à interrompre son continuel progrès. Les statistiques officielles hongroises elles-mêmes montrent que l'élément rou-

main, qui formait en 1880 près de 57 p. 100 de la population de la Transylvanie, se maintient presque au même chiffre en 1910 (55 p. 100). Pourtant, trente années de magyarisation implacable ont passé entre les deux dénombrements ; ce que ce résultat suppose de résistance et de vigueur nationale, on peut à peine se figurer. En somme il y avait en 1910 en Transylvanie, de l'aveu des ennemis eux-mêmes, *plus d'un million et demi de Roumains*, et leur nombre ne faisait que s'accroître (de presque 8 p. 100 entre 1880-1890, de 75 000 de 1900-1910). Ils forment, vis-à-vis des autres races venues après eux s'établir dans le pays, la majorité absolue dans 9 comitats sur 15 (ils sont plus de 90 p. 100 dans le comitat de Fagarash, presque 85 p. 100 dans celui de Hounedoara, etc.), la majorité relative dans 2 comitats et des minorités dans les quatre autres. Ces derniers forment la partie orientale de la province, celle qui s'appuie aux Carpathes de Moldavie : ils sont habités par des colons hongrois, les *szekler*, amenés vers le XIIIe siècle comme garde-frontières, et qui ont poussé une pointe, en nombre assez compact, en Roumanie même. La situation de cette région — enclave artificiellement créée en pays rou-

main, — ne permet pas de la séparer du reste de la Transylvanie; elle devra suivre le sort de toute la province, à condition que ses habitants obtiennent des garanties de libre développement, qui d'ailleurs sont inscrites pour toujours dans la constitution du royaume roumain. Il devra en être de même des quelque 200000 Allemands (Saxons), venus pour cultiver la terre roumaine vers le milieu du XIIe siècle, et dont le nombre est en continuelle diminution.

Il ne peut donc y avoir de doute : la masse compacte des Roumains de Transylvanie a le droit de s'unir à ses frères ; ces derniers ont le droit d'exiger cette union. — Mais l'élément roumain n'habite pas seulement ces 60000 kilomètres carrés compris dans l'arc des Carpathes. Ils s'étendent bien au delà, au nord, à l'ouest, au sud-ouest, dans le *Maramouresh*, la *Crishana*, le *Banat de Temishoara* (Temeshvar).

La colonisation roumaine n'a pas suivi seulement la voie qui, par la vallée de l'Olt, entre la Grande et la Petite Valachie, conduisait au cœur des montagnes transylvaines. Elle a été tout aussi intense dans cette riche région comprise entre le Danube au sud, les Carpathes à l'est et la Tissa à l'ouest; les Roumains y sont

restés depuis lors en grand nombre. Beaucoup plus tard sont arrivés les Serbes, qui forment, après eux, le groupe le plus nombreux. Ils vinrent d'abord vers la fin du XIVe siècle, traversant le Danube, chassés par les Turcs, qui avaient détruit leur empire ; une nouvelle immigration se produisit à la fin du XVIIe siècle, sur l'invitation de l'empereur autrichien. Ce sont donc, vis-à-vis des Roumains, des tout nouveaux venus. Les deux autres nationalités habitant le Banat, les Hongrois et les Allemands, sont trop peu nombreuses pour entrer en ligne de compte.

Cette question du Banat paraît, je ne sais pas trop pourquoi, assez discutée. Il y a des gens qui voudraient profiter de la présence de l'élément serbe pour introduire un motif de brouille entre les deux nations. Pourtant, impartialement examinée à la lueur des principes que nous avons établis, la solution semble hors de toute controverse. Des trois comitats qui forment le Banat, deux sont peuplés *en majorité absolue* par les Roumains : 72 p. 100 dans le comitat de Carash-Severine (en hongrois Krasso-Szoreny), 60 p. 100 dans celui de Temesh. Il n'y a que celui de l'ouest, proche de la Serbie, le Torontal, qui contienne moins de Roumains que

de Serbes ; mais ces derniers n'y ont pas la majorité absolue, et dans beaucoup d'arrondissements, surtout à l'angle du Mouresh et de la Tissa, les Roumains prédominent. En somme, il n'y a que dans dix arrondissements sur trente et un qu'ils sont en minorité. Les Serbes ne sont nulle part en majorité, par rapport à l'ensemble de la population. Voici les chiffres du dénombrement de 1910 :

COMITATS	ROUMAINS	SERBES
Carash-Severine	336 000	14 000
Temesh.	160 000	57 000
Torontal.	86 000	191 000
TOTAL.	582 000	262 000

Les statistiques faites par les communautés roumaines donnent même le chiffre de 615 000, plus près de la vérité que les données hongroises, qui ont tout intérêt à diminuer le nombre des non-magyars.

Tout comme pour la Transylvanie, la question ne comporte donc pas, ici non plus, aucune controverse sérieuse. Et l'affirmation que je trouve dans un livre récent sur le monde balkanique, que « les droits de la Serbie sur le Banat sont indiscutables », semble au moins très hasar-

dée. Il n'y a qu'une partie du comitat de Torontal, formant une bande de terrain le long de la Tissa, entre le Mouresh et le Danube, que les Serbes pourraient demander. Mais conçoit-on une frontière de ce pays, qui géographiquement est un, tracée ailleurs que sur le cours de la Tissa elle-même ? Peut-on imaginer que l'embouchure de la grande artère transylvaine que forme le Mouresh, et ses communications jusqu'au Danube, appartiennent à une autre nation que celle qui possède le pays transylvain ? C'est la sécurité stratégique qui s'y oppose aussi bien que les nécessités économiques. C'est le cas le plus indiqué pour tempérer le principe des nationalités par ces considérations de capitale importance. Tout le Banat doit donc revenir à la Roumanie : la Serbie recevra ailleurs des compensations reposant sur un droit meilleur. Quant au sort de ses compatriotes, l'amitié profonde et ininterrompue entre les deux peuples lui montre qu'elle n'a pas à s'en inquiéter.

Pour les deux autres pays de la couronne de Saint-Étienne, habités par les Roumains, le Maramouresh et la Crishana, situés au nord et au nord-ouest des terres irrédentes, la ques-

tion ne se pose plus d'une façon si absolue. Dans certains arrondissements de ces provinces, les Hongrois se trouvent en masses compactes; il est facile de les séparer des autres, car ils occupent toujours les régions les plus éloignées de la Transylvanie, centre du roumanisme. On ne donnera donc aux Roumains que ce qui leur appartient indubitablement. Ainsi, la nouvelle frontière devra séparer les trente arrondissements roumains de la Crishana, et les quelques autres du sud-est du Maramouresh, des territoires à population hongroise, en respectant, bien entendu, les nécessités stratégiques pour la défense de la Transylvanie. Ici, ce sont les négociations diplomatiques qui devront s'appliquer à obtenir le résultat le plus satisfaisant pour les deux parties en cause; aucune précision ne peut être donnée dès à présent.

On devra ajouter à cette liste des revendications roumaines, *la Bukovine*, que l'Autriche a annexée dans les circonstances que j'ai exposées. Cette province, roumaine jusque vers la fin du XVIIIe siècle, comprend, d'après les statistiques autrichiennes elles mêmes, une population de 273 000 Roumains, massés plutôt dans le sud du pays. En réalité, tenant compte de la

tendance naturelle du gouvernement à diminuer le nombre de la population irrédente, on peut évaluer ce nombre à plus de 300.000. A ceux-ci s'oppose un nombre presque égal de Ruthènes, groupés plutôt vers le nord, dans le voisinage de la Galicie. C'est un élément qui a longtemps prospéré — favorisé même, paraît-il, par le gouvernement de Vienne —, mais que les derniers recensements montrent en décroissance par comparaison aux Roumains (de 1900-1910 : accroissement des Roumains, 19 p. 100, des Ruthènes, 2 1/2 p. 100). Il y aura donc, ici aussi, à faire une séparation entre la partie roumaine et l'autre, en sacrifiant le droit historique de la Roumanie au principe des nationalités. Quelque coûteux que ce parti puisse être pour le cœur roumain, je le crois plus sage que l'annexion d'une si forte proportion d'éléments étrangers, sains et homogènes, et pouvant s'appuyer au delà de la frontière sur des frères puissants.

Il y a en tout, dans l'empire austro-hongrois, plus de *3.500.000* Roumains demandant leur libération, presque la moitié de la population du royaume de Roumanie. En Hongrie seulement habitent, suivant les statistiques offi-

cielles (celles indiquant le chiffre *minimum*), 2 948 000 personnes ayant le roumain comme langue maternelle, contre 9 945 000 Magyars, et sur une population totale de 16 721 000. Ils forment 16 1/2 p. 100 de cette dernière, et sont l'élément le plus nombreux après les Hongrois, qui eux-mêmes forment à peine la majorité dans leur pays (51 p. 100). Qui pourrait donc demander encore si ces opprimés veulent s'unir à leurs frères valaques et moldaves, pour collaborer avec eux au grand avenir de la nation roumaine? Et que viendrait faire un plébiscite devant l'éloquence de pareils chiffres? Est-ce que leur magnifique résistance à la magyarisation ne montre pas mieux leur volonté que n'importe quel bulletin de vote? Aucun *oui* ne serait plus énergique que celui qu'ils ont clamé dans leur propre langue, durant des siècles, à la face de l'oppresseur.

Les Roumains du royaume ont le droit d'exiger que la liberté soit rendue à tous leurs nationaux ; pour eux, l'unité nationale n'est pas seulement une question d'humanité et de patriotisme : l'issue de cette guerre décidera s'ils peuvent encore espérer en l'avenir de leur race, ou si le xxe siècle les condamne à mort. Unité

nationale ou disparition complète, voilà le dilemme qui se pose actuellement au peuple roumain. Loin du groupe latin qui domine en Occident, entourée de Bulgares et de Hongrois, dont la haine est sans bornes, ainsi que de Slaves innombrables, cette petite nation doit réunir toutes ses forces pour garder, contre la conquête brutale aussi bien que contre l'infiltration pacifique, la place à laquelle elle a droit. Elle doit pouvoir repousser l'une d'un bras puissant et combattre l'autre par une surabondance d'énergie. Tant qu'elle sera en lambeaux, elle ne pourra jamais mettre en valeur les qualités dont la nature l'a dotée. Elle restera offerte comme une proie au plus fort ou au plus habile : son douloureux passé en est la preuve.

Au contraire, une fois redevenue entière, ayant réuni tous ses fils et rassemblé toutes ses forces, la Roumanie pourra marcher en sûreté vers ses brillantes destinées. Le pays sera mieux équilibré : il ne présentera plus cette immense ligne frontière, et ses deux provinces ne sembleront pas sur la carte deux moignons désespérément tendus vers ceux qui l'ont mutilé. La citadelle transylvaine défendra le Danube ; personne ne viendra plus cueillir les céréales que ses fils

auront semées. Pour aller vers la France, le chemin ne sera plus si long dans les contrées à langue barbare, car la frontière sera plus près de l'Occident. Et la réunion d'une forte population dont d'autres influences ont forgé l'âme, corrigera certainement beaucoup des défauts que les Roumains du royaume se reconnaissent eux-mêmes. Une démocratie saine et puissante ne pourra qu'alors s'établir solidement sur les bords du Danube. Moralement, socialement, économiquement, ce sera une renaissance complète. Je crains que les peuples d'Occident ne puissent se rendre complètement compte des magnifiques perspectives que la résurrection des Roumains ouvrirait dans un avenir prochain, pour toute l'Europe sud-orientale.

On a vu que les Roumains envisagèrent ainsi, dès les premiers jours, leur mission de peuple libre. Mais que firent-ils, jusqu'en 1916, pour approcher d'un but si ardemment souhaité? Deux voies s'offraient aux dirigeants du nouvel État : essayer immédiatement, par tous les moyens, de soulever des difficultés à l'Autriche-Hongrie, par une propagande incessante, par des troubles, par des attentats, ainsi qu'on le faisait couramment dans les Balkans, — ou se

préparer en silence, moralement et matériellement, pour le grand jour de la délivrance. Les Roumains préférèrent le parti de la sagesse à celui de la turbulence. Ils comprirent que c'était travailler pour l'unité nationale que d'organiser le nouvel État dans la paix et le labeur. Il fallait en faire le soutien solide vers lequel les regards de tous les Roumains puissent se diriger, avec l'espoir de jours meilleurs. Pour fortifier les liens intellectuels entre les frères, une « ligue pour la culture de tous les Roumains » fut fondée à Bucarest. L'activité nationaliste, évitant ainsi soigneusement toute allusion à des prétentions politiques, semblait ne pas devoir trop éveiller les suspicions du puissant empire voisin.

On laissa donc, pendant de longues années, sommeiller les aspirations les plus chères au cœur roumain. C'est seulement quand on réfléchit aux souffrances que les Transylvains durent subir pendant cette époque, qu'on peut comprendre quel immense sacrifice le sentiment consentait ainsi à la raison.

IV

COMMENT BISMARCK ATTIRA LA ROUMANIE DANS LA TRIPLE ALLIANCE

Politique extérieure de la Roumanie jusqu'en 1877. — Guerre pour l'indépendance. — Collaboration roumano-russe. — Plevna. — Traité de San Stefano. — Congrès de Berlin. — Reprise de la Bessarabie. — Cession de la Dobroudja. — Mécontentement des Roumains. — L'erreur du tsar. — Ses exigences poussèrent la Roumanie vers l'Autriche. — Condition essentielle de la politique roumaine, imposée par sa situation. — Par quels moyens l'Autriche et l'Allemagne obligèrent la Roumanie à entrer dans la Triplice. — Prétentions autrichiennes sur le Bas-Danube. — Effets de l'Alliance ; comment la Roumanie en souffrit. — Question des Roumains de Macédoine ; intérêts véritables de la Roumanie dans les Balkans. — Explication de la durée de l'alliance avec les empires centraux : elle ne fut jamais mise à l'essai.

Les débuts politiques des Principautés danubiennes furent extrêmement pénibles, et les efforts durent être dirigés d'abord dans une toute autre voie. Avant de penser à l'avenir, il fallait assurer le présent contre un retour des tristes jours d'avant 1859. Même après l'élec-

tion du prince Charles, que les puissances intéressées finirent par reconnaître, l'union des deux provinces roumaines avait encore ses adversaires. A leur tête, l'Autriche travaillait de toutes ses forces à ruiner le nouvel État, qu'elle voyait fatalement devoir être un centre d'attraction pour les Roumains de partout. Ennemis habiles et sournois, les diplomates de Vienne excellaient à préparer des pièges pour l'inexpérience politique des dirigeants roumains. Il fallut à ceux-ci un sang-froid inouï, une rare intelligence de la réalité, et un esprit politique inattendu chez un peuple si jeune, pour faire face à toutes les difficultés, et ne pas se compromettre vis-à-vis d'une Europe hostile, qui voyait dans la Roumanie d'alors un élément de trouble continuel pour l'Orient balkanique.

François-Joseph trouvait des alliés précieux dans les prétendus hommes nouveaux de la Turquie, qui voulaient la doter d'une constitution et d'un parlement. Ces libéraux étaient avant tout des patriotes, et devaient fatalement s'opposer à un démembrement de l'empire. Ils ne pouvaient tolérer aucune velléité d'indépendance de la part des nationalités soumises ; la politique de la Roumanie, dirigée vers l'acquisi-

tion d'une complète indépendance, devait donc rencontrer chez eux une opposition irréductible. Le prince Charles ne voulait pas être vassal des Turcs ; ces derniers, au contraire, cherchaient à resserrer les liens de sujétion, pour affermir leur domination sur le pays. Cet antagonisme ne fit que précipiter la solution d'un conflit qui se manifestait à toute occasion. Il éclata dès que les circonstances le permirent, et la Roumanie gagna son indépendance.

L'empire turc, malgré tous les efforts de ses réformateurs et tous les appuis qu'il recevait d'Occident, tombait en ruines. Les nations que les sultans avaient conquises au temps de leur puissance devaient fatalement redevenir libres ; et les Roumains étaient parmi les premiers destinés à le devenir. Le pays se préparait à exiger sa délivrance par la force : il organisait son armée, il mettait ses finances en ordre, il essayait de se faire des alliances. Pourtant, lorsque l'occasion se présenta, il n'était pas complètement prêt. Le prince Charles aurait voulu que les événements fussent retardés au moins de deux années. Quand, après des négociations interminables, dans lesquelles les Turcs bernèrent, comme toujours, les diplomates européens, la Russie

déclara la guerre au sultan, le 24 avril 1877, le désarroi était à son comble à Bucarest. On devait décider définitivement sur l'attitude à prendre dans le conflit maintenant inévitable. Les vieux partis renaissaient, avec leurs vieilles querelles : fallait-il résister aux armées du tsar, pour plaire au sultan, fallait-il s'unir aux Russes en stipulant certains avantages, ou devait-on écouter ceux qui demandaient la retraite dans les montagnes jusqu'après l'orage ? L'hésitation était compréhensible, car le danger était grand ; un faux mouvement aurait fait perdre le résultat de tous les efforts antérieurs. Les Turcs vainqueurs n'auraient-ils pas tout d'abord rétabli le dur régime antérieur, pour ces provinces rebelles, alliées à leurs ennemis ? Et le tsar n'aurait-il pas, en cas de victoire, demandé comme rançon le petit pays qui a osé le combattre ? Comment éviter ces deux dangers, également probables, vu l'incertitude des résultats de la campagne qui commençait ? On ne doit donc pas s'étonner que les Roumains aient demandé aux puissances de leur garantir la neutralité. Un petit État ne peut pas commencer une guerre le cœur léger : il y risque toujours sa vie.

Le parti d'une attitude énergique triompha pourtant ; on décida de se mettre d'accord avec les Russes et de lutter à leurs côtés pour l'indépendance. C'était aussi le parti le plus sage : rester en dehors du conflit, c'était subir le mal sans espérer rien obtenir à la paix ; soutenir les Turcs, c'était transporter la guerre sur son propre territoire, au profit de l'oppresseur séculaire, c'était aider à une victoire qui l'aurait raffermi. Jean Bratiano alla en Russie pour négocier avec le tsar. En échange du libre passage de ses troupes, celui-ci garantissait l'intégrité du territoire de la Roumanie et son indépendance. Confiants dans ce traité, les Roumains mobilisèrent leur armée et ouvrirent les frontières aux Russes, inaugurant ainsi la première alliance des deux peuples.

Abondamment pourvue de provisions et de matériel, que les Roumains lui fournirent de leur mieux, l'armée du tsar passa le Danube le 27 juin, et arriva en trois semaines jusqu'aux Balkans, après avoir gagné toutes les batailles. L'Europe était stupéfiée par ces brillants succès. Il semblait que le sort de la Turquie allait se décider sans que les troupes roumaines aient à intervenir. Le tsar avait refusé leur concours,

offert dès le début par le prince Charles. Il n'avait pas besoin de ces novices dans l'art de la guerre. lui qui disposait d'une armée formidable. Il avait même exigé des Roumains qu'ils ne franchissent pas le Danube, se bornant seulement à le défendre contre une problématique diversion des Turcs sur les lignes de communication de l'armée russe. Dans la première phase de la campagne, le rôle des soldats, dont le sort se jouait dans les plaines de Bulgarie, dut se borner, à leur grand dépit. à une simple canonnade le long du fleuve.

Mais bientôt le sort des armes changea. Les Turcs avaient le nombre et la bravoure ; ils manquaient seulement d'un chef capable et résolu. Dès que celui-ci fut trouvé dans la personne du général Osman, la situation des armées russes se modifia Leurs victoires mêmes tournèrent contre eux. Ils s'étaient avancés trop vite à la faveur des premiers succès ; leurs forces, échelonnées sur plus de cent kilomètres. entre le Danube et les Balkans. offraient leur flanc à l'ennemi arrivant de l'ouest, où il avait, en Bosnie-Herzégovine, des réserves importantes. Osman se rendit immédiatement compte du parti qu'il pouvait tirer de ces circonstances. Il

fallait empêcher à tout prix l'avance des Russes vers Constantinople, en gagnant du temps jusqu'à ce que les armées du sultan puissent se concentrer. Il attaqua donc les forces russes à quelques dizaines de kilomètres du Danube, et se retrancha à Plevna, place forte improvisée, d'où il menaçait les communications de l'armée du tsar. Celle-ci, comprenant le danger, essaya de déloger les Turcs par plusieurs attaques, mais ne réussit qu'à se rendre compte combien puissante était la position de l'ennemi. L'hiver, qui approchait, rendait encore plus grave la situation ; la difficulté d'approvisionnement, l'éloignement de la base d'opération, allaient-ils obliger les Russes à repasser le Danube, et à perdre, dans la honte d'une retraite, les fruits brillants des premières semaines de guerre ? Et que diraient les autres puissances, qui n'attendaient que cela pour intervenir en faveur des Turcs ? L'inaction jusqu'au printemps ne leur permettrait-elle pas de proposer une médiation ?

Pour éviter pareil échec, qui pouvait entraîner la perte de toute la campagne, un seul moyen était à la disposition de l'état-major russe : amener à la hâte de nouvelles troupes, qui puissent prendre Plevna ou en chasser

Osman. Mais où trouver si vite des soldats ? On ne pouvait pas songer à les faire venir de Russie, avec les moyens de communication primitifs dont on disposait. Il fallait faire appel aux Roumains, dédaignés jusqu'alors, mais impatients de collaborer plus efficacement à la cause commune. Ce fut alors que le généralissime russe envoya au prince Charles ce fameux télégramme, l'invitant à passer d'urgence en Bulgarie à n'importe quelles conditions, car la chrétienté se trouvait en danger.

Quelques jours plus tard, des ponts étaient jetés sur le Danube, et 60000 soldats roumains accouraient à l'aide de leurs alliés. C'était, après de longs siècles, la première fois qu'une armée roumaine franchissait le fleuve, pour aller porter la guerre en territoire ennemi. On conçoit donc l'enthousiasme qui l'animait, lorsqu'elle comprenait surtout le rôle décisif qu'elle allait jouer. Sans elle, tout était perdu : avec son aide, tout pouvait être gagné. L'infanterie roumaine se lança à l'assaut des forts de Plevna avec l'ardeur des plus éprouvés guerriers, mais l'ennemi était trop résolu, Osman-Pacha trop énergique, pour céder du premier coup. On dut faire un siège en règle, en plein hiver, et affronter des

difficultés énormes, avant d'obtenir la reddition de la place, au mois de décembre 1877. Osman prisonnier, la campagne était virtuellement terminée. Rien n'empêchait plus les Russes d'avancer, au delà des Balkans, vers Constantinople. L'intervention des troupes roumaines avait aidé à écarter le seul obstacle sérieux.

Deux mois plus tard, la paix était signée à San-Stefano, aux portes de la cité des sultans. C'est ici que devaient commencer les déceptions des Roumains, qui éprouvèrent, en guise d'initiation politique, qu'un service une fois rendu n'est qu'un titre périmé devant le tapis vert. On savait depuis longtemps que la diplomatie russe voulait à tout prix reprendre la partie de la Bessarabie que le congrès de Paris avait rendue à la Roumanie en 1856 ; c'était, disait-elle, laver la dernière trace de la défaite de Sébastopol. Mais ce fut peut-être, on le verra bientôt, un assez mauvais calcul. Les Roumains avaient pourtant espéré jusqu'au dernier moment qu'ils pourraient ébranler cette fatale résolution : ils avaient pour eux l'argument politique : le traité d'alliance garantissant l'intégrité du territoire, et l'argument moral : les services rendus à la cause commune. Le traité de San-Stefano,

conclu entre la Russie et la Turquie, décida pourtant que toute la Bessarabie devait être attribuée au tsar, qui prenait aussi le delta du Danube. En échange, la Roumanie obtenait la Dobroudja, province turque entre le fleuve et la Mer Noire. Ces décisions soulevèrent une indignation générale dans la principauté, et on décida de porter la question devant l'Europe entière. Ce qui était une réparation pour les Russes, paraissait aux hommes d'État roumains un acte condamnable. Ils donnèrent libre cours à leurs sentiments, et ce ne fut certes pas pour le bien du pays. Les plus hardis parlèrent de prendre les armes contre les anciens alliés, d'autres voulurent se borner à des protestations diplomatiques, mais refuser toute compensation, pour ne pas laisser croire qu'on acceptait la solution. Le tsar était pourtant très bien disposé à l'égard de la Roumanie, qu'il voulait amplement dédommager en échange de la province qu'il lui prenait. Il offrait la Dobroudja, avec une frontière qu'il aurait permis à ses alliés de fixer le plus loin possible en territoire turc. Malheureusement, il n'y eut que quelques voix pour recommander la conciliation : « puisque nous ne pouvons pas nous opposer à l'inévitable, disaient-

elles, n'indisposons pas la Russie, et tâchons, au contraire, de profiter des avantages qu'elle nous offre ». On n'écouta pas ces réalistes, qui avaient vu juste. On préféra en appeler naïvement à l'équité des puissances, et se présenter au congrès de Berlin en adversaires du tsar victorieux. On espéra trouver des juges en des hommes rassemblés pour marchander.

La Russie avait profité à San-Stefano de la victoire de Plevna. Les conditions qu'elle imposa au sultan furent très lourdes : le démembrement de l'empire turc d'Europe et l'émancipation des nations balkaniques devenaient choses accomplies. L'Angleterre et l'Autriche protestèrent ; elles ne voulaient pas d'hégémonie russe dans la péninsule. On proposa la réunion d'une conférence européenne pour discuter à nouveau les conditions. Elle devait avoir pour mission de remplacer par un compromis boiteux les clauses les plus justes de l'accord russo-turc. Bismarck, se prétendant désintéressé, proposa Berlin comme siège du congrès, et offrit ses services « d'honnête courtier » ; — pour la besogne à faire, l'épithète était peut-être de trop.

Les puissances se réunirent donc, et réussirent à atténuer ce que le traité de San-Stefano avait

de trop radical à leur gré. Elles n'admirent donc pas l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine, ni l'émancipation de la Bulgarie ; mais consacrèrent, en dépit des protestations des Roumains, la cession de la Bessarabie aux Russes. Elles leur donnèrent en échange le moins possible de la Dobroudja, s'arrangeant de façon que la ligne frontière laissât en dehors les positions nécessaires à la défense de la nouvelle province, et Silistrie qui en forme la principale place forte. En ne tenant compte ni de la justice ni des besoins les mieux démontrés, les diplomates de 1878 signaient les préliminaires de nouvelles guerres. Excepté l'Autriche, qui empochait la Bosnie-Herzégovine sans avoir consenti aucun sacrifice, nul autre pays n'avait reçu satisfaction. Au fond, c'était peut-être ce que les auteurs du traité avaient voulu.

La Roumanie gagnait à Berlin son indépendance, mais en subissant une nouvelle et importante mutilation, qui réagira dorénavant sur toute sa politique extérieure, jusqu'à son entrée dans la guerre actuelle. La satisfaction était toute formelle : en fait, elle était indépendante depuis 1859, et les Turcs, même sans la décision du congrès, n'auraient pas pu garder longtemps

encore un lien qui avait perdu sa raison d'être. En revanche, la cession de la Bessarabie était un affaiblissement réel et important, qui eut un profond retentissement dans le peuple roumain. C'était une province très riche, une production agricole et un commerce important qui s'en allaient, au moment même où le pays avait besoin de toutes ses forces ; c'était aussi perdre la maîtrise des bouches du Danube, sans lesquelles la Roumanie étoufferait dans ses richesses. Le congrès, il est vrai, avait empêché le tsar de prendre aussi les iles du delta, que les Turcs lui avaient accordées à San-Stefano ; mais c'était un bien petit avantage, qu'on ne pouvait considérer comme une compensation. La Roumanie recevait en échange une partie de la Dobroudja, province à peine peuplée de quelques Turcs et de Tartares à demi sauvages ; pays sans eau, sans voies de communication, qu'on pouvait croire sans avenir. Il n'avait qu'un seul avantage : la mer; le travail roumain en tira une source de richesses qui ira en grandissant chaque année après la guerre : c'est par là que les blés, les pétroles, les bois de Roumanie sont accessibles pour les clients d'Occident.

La solution que la question de la Bessarabie

reçut au congrès de Berlin obligea les Roumains à changer complètement d'orientation politique. On peut même soupçonner que Bismarck ne vit pas d'un mauvais œil le tsar mettre un pareil obstacle aux relations entre la Roumanie et lui. En tout cas, les Autrichiens en furent extrêmement contents. C'était justement l'époque où François-Joseph, chassé d'Italie, éconduit d'Allemagne, voyait s'ouvrir devant lui la voie de Salonique, avec un magnifique avenir en Méditerranée et en Orient. Accrochée au flanc de cet empire, une Roumanie forte, appuyée par les Russes, pouvait être un continuel danger. Vienne, et Berlin à qui elle commençait déjà à emboiter le pas, avaient donc toutes les raisons de désirer une brouille russo-roumaine ; le tsar les avait servies à souhait.

Les possibilités de la politique extérieure roumaine sont régies par des nécessités géographiques inévitables. Placée entre deux puissants empires, la Russie d'un côté, l'Autriche-Hongrie de l'autre, la Roumanie doit être alliée à l'un d'eux ; seule, elle serait vite écrasée. Ces deux voisins sont des rivaux, qui n'ont jamais pu s'entendre dans une amitié sincère. Et la Roumanie fut longtemps un des motifs de leur riva-

lité. Cette circonstance sauva même maintes fois l'existence des principautés danubiennes : on ne les partagea pas comme la Pologne, parce que chacun les voulait en entier. Pour garder l'indépendance du pays, la diplomatie roumaine fut longtemps obligée à des tours de force d'équilibre entre ses voisins ; besogne ingrate et dangereuse, qu'on voulut éviter au début de ce siècle en proposant une confédération balkanique, pour leur faire contrepoids.

Ne pouvant pas rester isolée, ne pouvant non plus être l'amie de tous les deux, la Roumanie devait donc choisir entre Pétrograd et Vienne. Sans la Bessarabie, elle aurait certainement pris le premier parti. Les Russes, avec beaucoup de mal, avaient rendu aussi aux Roumains de grands services, que l'histoire n'apprécie peut-être pas assez. Au fond, par les coups incessants portés à la puissance turque, ils contribuèrent puissamment à l'émancipation des Roumains. Dans leur inimitié pour l'Autriche, ils pouvaient aider aussi ces derniers à émanciper leurs frères opprimés par les Habsbourgs. Ce qu'ils font aujourd'hui, les deux pays, liés par une amitié sincère, pouvaient le préparer depuis longtemps. C'est ainsi qu'aurait agi une

diplomatie éclairée ; malheureusement, ces deux mots ne vont presque jamais ensemble. Il faut voir loin pour conduire les peuples, et savoir renoncer à un profit immédiat pour un plus grand avantage à l'avenir.

En signant le traité de Berlin, l'Europe fit donc le jeu des Allemands, en paraissant donner satisfaction aux Russes. On leva le dernier obstacle à la poussée germanique vers l'Orient, et on laissa la Serbie seule esquisser une résistance. Ainsi 1878 préparait 1915 ; les fautes se paient, en politique aussi, mais non par ceux qui les commettent. L'amitié russe devenant moralement impossible, la Roumanie dut diriger ses regards vers l'Autriche. Mais cela exigeait un trop grand sacrifice : ne pas voir les frères qui souffraient en Transylvanie, en Bukovine, partout. Les Roumains ne pouvaient gagner les bonnes grâces de Vienne qu'en faisant amende honorable à Budapesth. Pour assurer leur existence, ils devaient abandonner ceux qui attendaient d'eux la délivrance. Devant une alternative si grave, ils hésitèrent longtemps.

Pourtant, la situation ne pouvait plus se prolonger ainsi. Le nouvel État n'avait aucun ami en Europe, et ses ennemis étaient bien puis-

sants. Au nom du panslavisme, les jeunes pays balkaniques trouvaient un protecteur puissant; aucun « panlatinisme » n'apportait une aide, morale tout au moins, aux pauvres Roumains. Au contraire, ils étaient suspects à tous, suspects de nationalisme, de libéralisme aussi. L'Europe, fatiguée des longues discussions, des menaces et des alertes que la question d'Orient provoquait continuellement, désirait une période de tranquillité. La Roumanie lui paraissait, on ne sait pas pourquoi, un élément de trouble au milieu de l'harmonie générale, que l'épuisement avait amenée. On lui attribuait des projets contre tous ses voisins ; on désignait Bucarest comme un nid de conspirateurs. C'est toujours les honnêtes gens que les chancelleries suspectent. Du ton que ces calomnies prenaient, on voyait bien où était leur source. Pour les supprimer, il fallait se lier d'amitié avec le calomniateur : — l'histoire a souvent des exigences bien cruelles.

Il n'y avait pas de temps à perdre. La Roumanie devait se « désorientaliser » au plus vite, pour consolider son indépendance et assurer son avenir. Elle avait besoin de capitaux pour les chemins de fer, l'exploitation de ses richesses naturelles, l'organisation de toutes ses institu-

tions. Elle avait besoin de techniciens étrangers pour diriger ses premiers pas dans tous les domaines. Elle devait trouver des débouchés pour ses produits agricoles. Autour d'elle, il n'y avait qu'un seul pays qui pouvait lui fournir tout cela : il fallut donc, faute de mieux, se résigner à subir l'amitié de l'Autriche. Les relations entre les deux pays furent d'abord seulement économiques, et n'allèrent pas sans heurts ; elles ne devinrent que plus tard politiques, et n'arrivèrent jamais à des liens intellectuels. Ce n'étaient pas les financiers de Vienne qui auraient pu gagner le cœur des Roumains.

Le rapprochement fut d'autant plus pénible qu'à cette époque même la question du Danube, passant à un état aigu, venait marquer un autre point du désaccord austro-roumain. Le grand fleuve de l'Europe centrale donne à la Roumanie 950 kilomètres de son cours, près du tiers de sa longueur totale, et constitue pour ce pays la principale voie de commerce avec les États occidentaux. Des 4 millions et demi de tonnes que la Roumanie exportait en 1910, près de 95 p. 100 l'étaient par la voie fluviale et maritime, ainsi que 60 p. 100 des importations. La navigation sur le Danube, et la libre sortie dans la mer

Noire des bateaux à destination d'Orient ou d'Occident, constituent donc pour la Roumanie une nécessité vitale. Ayant la plus grande longueur des rives qui, à partir de Tourtoukaïa sont même roumaines des deux côtés, ayant la possession de son embouchure et celle de ses ports les plus importants, la Roumanie revendique à bon droit une voix prépondérante dans tout ce qui concerne le régime du fleuve sur cette partie de son parcours. C'est à ce sujet que se montra une fois de plus l'antagonisme austro-roumain.

Se rendant compte du merveilleux instrument de domination politique que la navigation sur le Danube, et au delà vers l'Orient asiatique, pouvait offrir à ses ambitions, Metternich avait encouragé la fondation d'une compagnie autrichienne, qui devait par ses bateaux à vapeur, les premiers circulant sur le fleuve, mettre Vienne en communication avec Constantinople et Trébizonde. Depuis lors, l'Autriche a poursuivi une politique de domination exclusive sur tout le Danube, même après la fondation du nouvel État roumain, qu'elle essaya toujours d'évincer de ses droits souverains. Elle voulait ainsi se réserver le contrôle de la navigation, et

un moyen très efficace de pression sur la Roumanie, dont tout le commerce se serait trouvé alors à sa complète discrétion. Elle aurait pu aussi, — entravant la libre circulation des marchandises, par des vexations que son administration sait si bien imaginer — aider au développement de ses ports adriatiques, objet continuel de sa sollicitude.

Le gouvernement de Vienne jugea, après le traité de Berlin, le moment favorable pour rendre définitive cette mainmise depuis si longtemps poursuivie. Cet accord avait prévu, dans son article 55, que les règlements de police et de navigation, — depuis les Portes-de-fer, où le fleuve entre en Roumanie, jusqu'à Galatz, où commence la juridiction de la Commission européenne, — seraient élaborés par une Commission mixte, dans laquelle siégeraient, à côté des membres de la Commission européenne, des délégués des États riverains. Mais il ne parlait pas de l'autorité chargée d'appliquer ces règlements. Et ce fut cette absence de précision que la diplomatie autrichienne essaya d'utiliser pour arriver à ses fins. Elle proposa l'institution d'une commission formée par des délégués des trois États riverains, Roumanie, Serbie et Bulgarie, et dont l'Autriche,

État non riverain (puisque sa frontière s'arrête aux Portes-de-fer, où devait justement commencer la juridiction de la Commission proposée), avait la présidence, avec voix prépondérante. Comme elle était toujours sûre d'avoir à ses côtés la Serbie ou la Bulgarie, pays qu'elle dominait à cette époque, elle se créait en fait le monopole absolu du fleuve, au détriment de la Roumanie et de toutes les autres puissances, intéressées à la liberté de cette importante voie commerciale. On ne pouvait pas tolérer que l'Autriche, qui n'acceptait aucun contrôle international sur la partie du fleuve traversant ses provinces, s'arrogeât des droits souverains sur le Danube roumain. A ses prétentions d'obtenir, par le moyen de cette Commission, le droit de contrôler les travaux, de commander dans les ports roumains et de juger les contestations soulevées par la navigation sur le territoire roumain, une indignation unanime souleva la Roumanie. Celle-ci entendait, en se défendant, protéger les intérêts de toutes les puissances et faire triompher les principes mêmes du droit international. En n'indiquant pas l'autorité compétente pour appliquer les règlements de police, disaient les jurisconsultes roumains, le traité de Berlin avait laissé

libre jeu aux principes généraux en la matière, qui prévoient le droit exclusif pour la puissance riveraine de maintenir l'ordre public dans ses ports et dans ses eaux. Malgré cette opposition résolue, les puissances crurent devoir céder aux exigences de l'Autriche, que l'Allemagne appuyait ; mais leur décision ne put être appliquée, parce que la Roumanie ne l'accepta jamais.

L'Autriche réussit pourtant à s'assurer un moyen de créer des difficultés aux navigateurs, en se faisant accorder le monopole des travaux destinés à faciliter le passage des Portes-de-fer, rapides qui empêchent les communications entre le haut et le bas-Danube. Insuffisantes au point de vue technique, les améliorations exécutées servirent à la Hongrie de prétexte pour percevoir des droits exorbitants sur les marchandises roumaines, tout en favorisant les siennes. De cette façon le fleuve, qui aurait pu être utilisé pour les transports jusqu'au centre de l'Europe, se trouvait coupé en deux tronçons par la volonté austro-hongroise. Une des portes de la Roumanie était aux mains de ses ennemis, qui exploitaient sans scrupule cette situation.

Le moment n'était pas favorable en 1882 pour engager sur ces questions avec l'Autriche-Hon-

grie une lutte, où seulement l'Angleterre aurait été du côté roumain. Il fallait se résigner à supporter les vexations de ce puissant voisin, et l'amener à de meilleurs procédés en le gênant le moins possible. Ce fut un motif de plus pour céder à son injonction de conclure une alliance.

Peut-être n'y serait-on pourtant jamais arrivé, tellement monstrueuse elle apparaît, quand on pense que cet empire est l'ennemi naturel des Roumains, sans l'intervention de l'Allemagne, qui semblait aux hommes d'État d'alors apporter une garantie morale, et rester un arbitre dans la nouvelle alliance. En effet, disait-on, Berlin n'a aucun intérêt en Orient, il n'a aucune raison de préférer les Hongrois aux Roumains. Tout au contraire, ceux qui ont fait l'unité de l'Allemagne ne pourraient pas s'opposer à celle d'autres peuples. Les naïfs commencèrent ainsi à rêver un avenir doré, sous l'aile protectrice du kaiser.

Bismarck, qui s'était bien gardé de soutenir, mais aussi de combattre, les réclamations des Roumains devant le Congrès de Berlin, faisait beaucoup d'efforts pour attirer la Roumanie aux côtés de l'Allemagne. Les autres puissances, vers lesquelles ses sympathies seraient allées de

préférence, ne s'occupaient presque plus de l'Orient. La France, que les Roumains chérissaient toujours, se « recueillait » de son malheur ; ce n'est pas elle, isolée en ce moment en Europe, et si loin du Danube, qui aurait pu sauver la Roumanie du danger. Les hommes politiques anglais n'avaient pas encore compris quel élément précieux de paix pour l'Orient une Roumanie puissante pouvait être. Quant à l'Italie, elle n'était qu'à sa période de première organisation. Ainsi, aucun des alliés naturels de la Roumanie ne pouvait s'offrir comme un soutien éventuel. Seule, l'Allemagne, par le désintéressement qu'on lui supposait dans la question d'Orient, — ce qui alors pouvait sembler la vérité, — était en mesure d'appuyer la politique du prince Charles. La politique extérieure de la Roumanie fut donc naturellement dirigée vers un rapprochement avec l'Allemagne ; celle ci, qui s'était éloignée de la Russie à la suite de la revision du traité de San-Stefano, désirait ne pas voir les Roumains à côté du tsar dans une prochaine guerre : on avait pu voir à Plevna qu'ils sont capables de mettre la victoire dans leur camp. Des deux côtés on désirait s'entendre ; seulement, depuis 1879, l'Autriche était l'alliée

du kaiser, qui commençait déjà à s'en servir pour ses projets d'expansion.

Il fallait donc rapprocher la Roumanie de l'Autriche, et les obliger de se lier d'amitié, au profit du roi de Prusse. Problème insoluble tant que la Transylvanie existait entre les deux pays. L'habileté de Bismarck n'y pouvait rien : il dut mettre en œuvre sa brutalité, arme qu'il préférait contre un plus faible que lui.

Après 1878, l'Autriche reçut donc carte blanche pour exaspérer les Roumains ; elle n'avait rien à craindre, du moment que ceux-ci étaient brouillés avec la Russie. Elle tâcha donc de les pousser au désespoir par des persécutions contre leurs compatriotes sujets de la monarchie, par des interventions humiliantes dans les affaires intérieures de la principauté, par toutes sortes de vexations à la frontière, par une froideur affectée et hautaine dans les relations diplomatiques. En même temps elle guettait un cri de révolte, provoqué intentionnellement pour qu'on pût l'exploiter contre la Roumanie. Ce fut, en un mot, la répétition générale du drame que Vienne joua contre les Serbes. Seul le dénouement fut différent, parce que la situation en Europe était autre.

Le conflit éclata en 1882. A l'inauguration d'une statue d'Étienne-le-Grand, un orateur fit allusion « aux deux perles qui manquaient à la couronne du voïvode »; — l'une d'elles, c'était la Bukovine. Les serviteurs de François-Joseph virent là l'occasion tant désirée pour provoquer un conflit. Le représentant autrichien exigea des excuses et, on devait s'y attendre, des « garanties ». La Roumanie était un foyer de conspirateurs nationalistes, qu'il fallait écraser pour assurer la tranquillité de l'empire. Ne reconnaît-on pas là les arguments de juillet 1914? Si les choses n'arrivèrent pas jusqu'à un ultimatum et à une agression militaire, c'est que l'Allemagne n'y voyait aucun avantage, et que la Roumanie se savait isolée.

Jean Bratiano alla à Berlin, demander aide et conseil à Bismarck. Avait-il eu l'intuition que c'était celui-ci qui faisait mouvoir les fils de l'intrigue ? Le chancelier le reçut froidement : l'Autriche était l'amie de l'empire allemand, elle avait raison de demander des garanties. La meilleure, d'après son avis, était la conclusion d'une alliance entre les deux États ; de cette façon, aucun d'eux ne soupçonnerait l'autre. On négocia ; Bismarck refusa au début d'y participer

pour offrir aux Roumains l'appui qu'ils demandaient. Le roi dut aller lui-même à Vienne pour proposer l'alliance. Enfin, le traité austro-roumain fut signé à Gastein, en 1883, et l'Allemagne y adhéra. La petite principauté, qui allait devenir bientôt royaume, sortait ainsi de son isolement, mais c'était pour conclure, sous le poids de la nécessité, une alliance contre nature, dont elle supporte encore les malheureuses conséquences.

Quand, peu de temps après, l'Italie, inquiète des progrès français dans l'Afrique du Nord, entra aussi dans l'alliance, sacrifiant ses aspirations nationales et son ressentiment contre les Habsbourgs, pour y chercher, croyait-elle, sa sécurité, le joug parut moins lourd à la Roumanie. Elle vit à ses côtés un pays latin, ayant aussi des terres à délivrer, un pays qui avait longtemps souffert comme elle, et dans lequel elle pouvait chercher un appui. Un traité italo-roumain fut donc joint à l'ancien pacte, et la présence de l'Italie dans la Triplice fut sans doute un des plus puissants motifs du renouvellement de l'adhésion roumaine. On raconte même qu'il fut stipulé, à la demande de Bratiano, que 40000 soldats italiens prissent part à la guerre sur le front roumain, la collaboration

avec les Hongrois étant reconnue moralement impossible.

Le caractère de cette alliance fut toujours clair, pour les Roumains comme pour les Italiens. La Triplice avait pour but le maintien de la paix en Europe, et la garantie d'un libre développement pour les contractants. Ils y étaient entrés comme mesure de précaution contre une attaque éventuelle, et pas du tout dans un dessein agressif. D'ailleurs, si jamais les uns ou les autres avaient le projet de provoquer un conflit, c'est contre l'Autriche-Hongrie, persécutrice de leurs frères, qu'ils auraient marché. Il faut se souvenir de cette idée, pour comprendre ce qui se passa au début de la guerre actuelle.

On a cru longtemps en France, et on le soupçonne peut-être encore, que la Roumanie a été pendant près de 40 ans l'alliée des deux Empires, seulement parce qu'elle avait un prince d'origine allemande. C'est, certainement, une grosse erreur d'expliquer si simplement les choses, et une grande injustice envers le patriotisme du défunt roi. D'autres souverains, restés étrangers sur le trône de leur pays, ont pu fouler aux pieds les sentiments du peuple ; Charles Ier ne l'a jamais fait. Quand il a mis sa

signature au bas du traité, il a accompli tout simplement un acte que sa sagesse politique reconnaissait inévitable. Mais, on l'a bien vu, il ne l'a pas recherché ; il n'a pas montré d'enthousiasme pour cet arrangement, imposé d'une façon si brutale par ceux auxquels il devait profiter.

Car les avantages, on le voyait bien, étaient tous du côté des empires centraux. La Roumanie ne pouvait pas trouver des protecteurs sincères dans ses deux premiers alliés ; elle n'avait qu'un profit négatif : celui de ne plus se sentir isolée en Europe, et d'échapper en une certaine mesure aux vexations de l'Autriche. Mais Vienne, et Budapesth surtout, n'eurent même pas la délicatesse d'éviter, dans leurs relations avec les Roumains assujettis, ce qui pouvait froisser les sentiments de leurs alliés. Au contraire, elles tirèrent tout le parti possible du fait que l'alliance leur laissait les mains libres ; jamais la magyarisation ne fut plus acharnée, jamais la fraude électorale n'empêcha d'une façon plus absolue l'expression de la volonté des populations roumaines. C'était un perpétuel défi à la dignité du royaume ami ; mais le moment n'était pas venu pour celui-ci de reviser sa politique extérieure. Car à chaque instant on lui montrait

vers l'Orient le péril tsariste, et les hommes qui venaient de perdre la Bessarabie y croyaient volontiers.

Cette politique, qui assurait à la Roumanie la tranquillité extérieure, l'empêcha donc de préparer l'accomplissement de son idéal national. On apprenait bien aux enfants, à l'école, qu'ils avaient des frères sous le joug de l'étranger, mais on présentait leur délivrance comme un espoir à très longue échéance, réservé aux générations futures, et qu'on ne devait envisager qu'à la façon d'un rêve actuellement irréalisable. Le monde officiel, de son côté, évitait soigneusement de prononcer le nom d'une province « irrédente » ; l'exemple de 1882 avait profité aux dirigeants roumains ; leur mot d'ordre paraissait être : pas d'ennuis avec l'Autriche. Vous pouvez chercher dans les actes, dans les discours, dans toutes les manifestations solennelles d'un pays où l'on parle beaucoup : vous ne trouverez presque pas d'allusion aux Roumains d'outre-monts. Il n'y avait que l'opposition qui soulevait de temps en temps la question nationale, quand les autres moyens d'ennuyer le gouvernement avaient fait long feu. Mais, une fois installés dans les fauteuils ministériels, les mêmes hommes

n'en soufflaient plus un mot. Si l'on comprend bien la situation, on ne les accusera pas de pusillanimité ; ils ne faisaient que tirer les conséquences d'une situation malheureuse.

Moralement, la Roumanie ne pouvait donc pas préparer son unité nationale. Toute propagande aurait attiré les remontrances de Vienne, provoquées par Budapest et appuyées par Berlin. Les liens intellectuels même étaient empêchés entre les provinces autrichiennes et le royaume. Les journaux de Bucarest ne passaient pas jusqu'à Brashov, et la plupart des livres roumains étaient interdits sur tout le territoire de la Hongrie. Tous les efforts pour faire lever la prohibition avaient échoué devant l'entêtement des ministres hongrois. Car rien ne devait appuyer la résistance si ferme que les Transylvains opposaient à la magyarisation ; il fallait que, de guerre lasse, ils finissent par succomber.

Matériellement aussi, l'État roumain ne pouvait rien faire en vue d'une guerre dans les Carpathes. L'accord militaire annexé à l'alliance avait prévu le cas de conflit avec la Russie ; il était défendu d'en envisager un autre. On pouvait tout au plus penser à une guerre avec les Bulgares, qui devenaient de plus en plus agressifs.

Mais, contre l'Autriche, aurait-on osé? L'état-major de Bucarest ne put donc pas étudier les plans d'une campagne en Transylvanie ; le ministre de la Guerre n'eut jamais le droit de se procurer le matériel nécessaire à une guerre dans les montagnes : les passes des Carpathes ne furent jamais pourvues de défenses, quoique les maîtres de la Transylvanie dominassent la plaine valaque presque indéfendable. Le « chiffon de papier » empêchait tout, sous prétexte de rendre tout inutile. La Roumanie ne devait même pas installer chez elle des fabriques de matériel de guerre, puisque Krupp pouvait lui en fournir tant qu'elle en voulait ; c'est pour cela qu'elle se trouva, en 1916, isolée de ses alliés, avec un pauvre arsenal comme tout outillage. Ce fut dans le domaine militaire, plus encore que dans le domaine politique, que le traité se montra avantageux à l'Austro-Allemagne. Il lui donnait la perspective d'une aide puissante contre la Russie — car les Allemands ont toujours apprécié l'armée roumaine à sa juste valeur, — et, dans le cas le moins favorable, il laissait la Roumanie passer dans l'autre camp, sans aucun moyen de défense, sans aucune possibilité d'attaquer.

Pour compenser tout cela, les Roumains

n'eurent rien d'autre qu'une importante aide financière. Encore, on ne leur prêta de l'argent que parce que c'était l'intérêt bien compris de l'Allemagne. Les banquiers de Berlin donnèrent leurs capitaux pour des fournitures militaires ; mais les fournitures devaient être faites par les fabriques de leur pays et devaient servir contre les ennemis du kaiser. Ils prêtèrent aussi leur appui aux constructeurs de voies ferrées, si importantes pour les opérations de guerre, aux exploitations pétrolifères, dont l'abondante production devait avoir tant d'utilité pour les Allemands. D'ailleurs, avoir l'État roumain comme débiteur, n'était-ce pas un moyen de plus pour contrôler son attitude et s'assurer un moyen efficace de pression? Ils ne commirent jamais la faute d'exiger des avantages politiques, ou des concessions incompatibles avec la dignité de leur client; ils réduisirent même le plus possible le taux de l'intérêt. La Roumanie trouvait auprès d'eux les capitaux les plus abondants, dans les conditions les plus avantageuses. Ailleurs, elle ne rencontrait que méfiance et chicanes ; pouvait-elle hésiter ? Ce fut donc avec l'argent allemand qu'elle sortit de son orientalisme, et prit rang de pays civilisé. C'est là le profit le plus

clair qu'elle tira de son adhésion à la Triple Alliance.

Pour l'éloigner encore plus des désirs d'émanciper tous ses fils, la diplomatie de François-Joseph, soutenue comme toujours par celle de Guillaume, trouva que toutes ces précautions n'étaient pas suffisantes. Alors, de même que l'Autriche était poussée vers l'Orient pour ne pas gêner la Prusse en Allemagne, la Roumanie fut conduite à des entreprises balkaniques pour ne pas trop regarder par-dessus les Carpathes. Il existe en Macédoine, — parmi les Grecs, les Bulgares, les Serbes, les Albanais et toutes les autres races qui rendent ce pays si malheureux par leurs querelles, — un nombre assez important de Roumains. Ce sont les Coutzo-Valaques, restes de la population latine qui avait habité la péninsule avant l'arrivée des Slaves. Elle formait alors un seul corps avec les Roumains de la rive gauche du Danube, et en fut séparée par l'arrivée des barbares. Depuis lors, elle vécut dans les montagnes de la Macédoine, comme pâtres, et dans les villes, comme négociants. Sa langue est un dialecte roumain ; ses liens de parenté avec les habitants du royaume sont incontestables.

On ne les découvrit pourtant qu'assez tard, quand on étudia de près les habitants de la région. On les trouva persécutés par les Grecs, assassinés par les Bulgares, subissant sans protection les plus cruels traitements. Sous l'œil placide des Turcs, les pays revendiquant la Macédoine essayaient d'exterminer leurs adversaires, pour prouver leur bon droit. Les bandes, fameuses par la sauvagerie de leurs procédés, parcouraient la province, tuant tout ce qui n'était pas de leur race. Les Coutzo-Valaques étaient exterminés sans pitié. L'opinion publique s'émut en Roumanie. Le gouvernement, stimulé par les représentants de l'Allemagne, entra en plein dans la voie des revendications macédoniennes. Pour de longues années, ce devait être la principale préoccupation de la diplomatie de Bucarest.

La configuration géographique elle-même, et le bon sens aussi, empêchaient la Roumanie de formuler des prétentions territoriales en Macédoine. Elle n'entendait pas se présenter comme un compétiteur de plus, parmi tant d'autres qui invoquaient leurs titres. Les Coutzo-Valaques, d'ailleurs, n'habitaient pas une région déterminée, et ne formaient pas des masses compactes comme les Roumains du nord du Danube.

C'était simplement un intérêt moral que la diplomatie de Bucarest poursuivait, en voulant empêcher la destruction de cette population, qui avait, comme toute autre, son droit à l'existence. On ne peut lui reprocher que le fait d'être entrée trop avant dans cette voie, en négligeant des questions beaucoup plus importantes, et perdant complètement de vue, au grand profit des ennemis, que sa principale mission était ailleurs.

Le gouvernement de Sofia, qui équipait les bandes chargées de bulgariser la Macédoine, et celui d'Athènes, qui ne voulait pas reconnaitre la nationalité des Coutzo-Valaques, ne donnèrent aucune suite aux protestations de Bucarest. Au contraire, les persécutions et les massacres parurent redoubler d'horreur. Le conflit diplomatique devint aigu à certains moments, et on arriva même à une rupture de relations diplomatiques avec la Grèce et à des représailles économiques. Si les pays avaient été voisins, la guerre aurait éclaté inévitablement, tant l'indignation était grande en Roumanie.

A qui profita toute cette agitation ? A ceux qui voulaient faire oublier aux Roumains leur véritable but, et les voir s'épuiser dans des démarches stériles. Plus la situation aurait été trouble dans

les Balkans, plus l'Autriche aurait pu être rassurée sur son sort, menacé en premier lieu par les Roumains et les Serbes. En tout cas, ce ne furent pas les Coutzo-Valaques qui se trouvèrent mieux après ces longs débats. Leurs malheurs continuèrent tant que la Macédoine fut turque, et on ne réussit à leur assurer l'existence nationale et leur libre développement qu'en 1913, par un accord consécutif à la paix de Bucarest.

Il était utile de rappeler cette question, parce qu'elle comporte deux enseignements. Elle montre d'abord que, malgré l'alliance qu'elle avait imposée, l'Autriche se sentait tellement menacée par l'irrédentisme roumain, qu'elle cherchait une assurance de plus en dirigeant l'énergie nationale vers les voies les plus éloignées de sa vraie mission. Elle comporte ensuite une leçon pour l'avenir, que les Roumains et leurs alliés actuels doivent bien méditer. La Roumanie n'a rien à faire dans les Balkans. Géographiquement, ethnographiquement et historiquement, elle est étrangère à la péninsule : politiquement aussi. Les publicistes français, qui la mettent sous la même rubrique que les pays balkaniques, se trompent à ce quadruple point de vue. Le Danube sépare profondément

la péninsule du reste de l'Europe, comme on peut l'apercevoir au premier regard jeté sur une carte. La riche terre qui donne de si belles moissons à la Valachie n'a aucune ressemblance avec les contrées que les Bulgares habitent. Les peuples se ressemblent encore moins. Il n'y a donc rien qui puisse faire croire à un lien quelconque entre les deux régions. Depuis la retraite des Romains, elles restèrent séparées politiquement, excepté à l'époque lointaine de la quatrième croisade, quand un Roumain audacieux avait fondé un éphémère empire roumano-bulgare. Même par la Dobroudja la Roumanie n'est pas balkanique, parce que la frontière méridionale de cette province ne fait que continuer en ligne droite la direction principale du Danube, et complète ainsi la frontière normale de la péninsule.

Même abstraction faite de ces considérations, on ne pourrait pas trouver à la Roumanie un intérêt direct dans les Balkans. Ses aspirations nationales sont ailleurs. Une fois celles-ci intégralement satisfaites, sa politique extérieure n'aura plus qu'un but : conserver le droit qu'elle a payé de son sang. Un impérialisme roumain ne se conçoit pas, aujourd'hui ni demain. Ceux qui pousseraient leur pays dans cette voie seraient

des politiciens grotesques ou criminels. Une diplomatie roumaine éclairée ne peut poursuivre que deux seuls buts au sud du Danube : le maintien de la paix, sans que les plus turbulents obtiennent l'hégémonie, et le libre passage dans la Méditerranée pour les bateaux portant les richesses du pays. C'est à peu près la voie qu'elle a suivie dans les dernières années, quand elle a commencé à montrer plus d'indépendance vis-à-vis de ses puissants voisins du Nord.

Cette émancipation, qui eut comme conséquence un relâchement de l'alliance, se produisit assez tard. Depuis 1883 l'accord vint plusieurs fois à expiration, et le roi décida de le renouveler toujours. On l'a accusé d'avoir pris cette décision sans consulter le pays, sans même demander l'avis des chefs des partis, alors que la Constitution exigeait même la ratification du Parlement. Au point de vue de la forme, les critiques avaient raison. Le devoir des dirigeants était d'éclairer le pays, et de le laisser décider lui-même. Mais pouvait-on sortir de la Triplice, et est-ce une faute de n'en être pas sorti? Voilà un débat qui préoccupera longtemps encore l'opinion roumaine. On a vu comment la plus dure nécessité imposa ce pacte, qui eut, à son heure, le mérite

d'avoir assuré la tranquillité du pays contre une agression autrichienne. Plus tard, les conditions changèrent, et vis-à-vis de la Triple Alliance se leva, de plus en plus puissante, la Double Entente, vers laquelle il était visible que l'Angleterre évoluait. La politique roumaine, disent les adversaires de l'attitude officielle, avait depuis lors le choix entre les deux groupes. Elle pouvait trouver auprès de la Russie, contre laquelle ses revendications étaient minimes, auprès de la France, vers laquelle une immense sympathie la poussait, un appui efficace contre tout danger. Et elle aurait pu librement alors préparer la voie de l'union nationale.

L'argumentation est assez forte, surtout en ce moment, quand on voit que les événements ont imposé cette solution. Seulement, il faut écouter la réplique. Pour s'allier à la Russie et à la France, il fallait avoir le consentement de celles-ci, et il ne paraît pas précisément qu'elles eussent cherché, avant 1913, un rapprochement avec la Roumanie. Ensuite, on devait être sûr que ces puissances étaient prêtes à entrer en guerre pour défendre la Roumanie : car certainement l'Autriche aurait envahi le royaume peu de temps après la rupture de l'alliance. La Serbie n'était

pas si dangereuse, et on a vu pourtant que Vienne avait juré sa perte. Les circonstances étaient telles que la Roumanie ne pouvait sortir de l'alliance que les armes à la main, comme elle l'a fait en 1916.

Jusqu'à l'arrivée de cet instant, que tous les patriotes désiraient ardemment, il fallait composer avec l'adversaire. Le renouvellement du traité s'imposa donc comme une mesure de précaution. Mais il devenait de plus en plus visible que la séparation morale s'accentuait entre les deux groupes d'alliés, Allemagne-Autriche d'un côté, Italie-Roumanie de l'autre. Les diplomates avaient donné leur signature, mais le cœur des peuples était ailleurs. Les aspirations populaires ne prennent pas le mot d'ordre des chancelleries. La forme leur importe peu, elles ne se nourrissent que de réalités. Quand les masses qu'elles travaillent montrent leur volonté, ce n'est pas un contrat entre souverains qui pourrait les arrêter. Les actes diplomatiques n'ont de valeur qu'en ce qu'ils s'inspirent de cette vérité fondamentale. C'est pour cela que le traité austro-roumain portait en lui son germe de mort. Dès qu'on essaya de l'appliquer, on se heurta à un obstacle insurmontable : la haine entre opprimés et oppresseurs.

V

PRÉLUDES DE LA GRANDE GUERRE

Événements de 1913. — Ils surprirent la Roumanie. — L'abstention de la Roumanie sauva la paix européenne. — Négociations roumano-bulgares pour une compensation territoriale — Conférence de Petrograd. — Silistrie. — Guerre serbo-gréco-bulgare. — Manœuvres austro-allemandes à Bucarest. — Intervention roumaine. — Difficultés de la marche sur Sofia. — Paix de Bucarest. — La Roumanie se rapproche de l'Entente. — Négociation d'un emprunt en France. — Visite du tsar à Constantza.

Le public roumain n'était pas, avant la crise de 1914, préparé à aborder les grands problèmes de politique extérieure. Trop longtemps absorbé par la discussion des questions personnelles, qui formaient malheureusement le thème de la lutte entre les partis, il n'avait pas acquis l'habitude d'examiner les grandes idées desquelles son avenir dépendait. Personne n'avait essayé de faire l'éducation de son esprit politique, et il était fatal que la première difficulté le trouvât complètement désemparé. On s'était trop habi-

tué à penser que les relations extérieures du pays ne concernaient que le roi et quelques-uns de ses conseillers. La longue période de calme qui s'achevait vers 1910 avait beaucoup favorisé cette apathie. C'était une grosse erreur de la part des dirigeants que d'avoir laissé subsister cette ignorance ; car, aux moments difficiles, ils ne trouvaient pas dans les masses cet appui conscient et résolu qui fait la force des gouvernements d'Occident.

Quand, en 1913, la guerre éclata aux portes du pays, elle le trouva désorienté et hésitant. Ce ne fut que grâce à sa sagesse, qui compensa son ignorance, qu'il ne se lança pas dans une aventure, où beaucoup avaient intérêt à le pousser. On savait depuis quelque temps, et on aurait pu le prévoir dès le commencement du siècle, que les pays balkaniques feraient tôt ou tard un grand effort contre les Turcs, pour délivrer l'Europe du fléau de ce régime barbare. Les armements de la Bulgarie, eux seuls, auraient pu donner l'éveil. Aucun des ennemis du sultan ne cachait d'ailleurs son jeu. Pourtant, il n'apparaît pas que la diplomatie roumaine eût préparé ses plans pour une pareille éventualité, qu'elle en eût compris les conséquences et pris ses précautions. Le

décousu de son action d'alors montre que tout a été surprise et improvisation.

Quand, en l'automne de 1912, les mobilisations commencèrent dans les Balkans, on ne crut pas à un conflit; quand, le 8 octobre, le Monténégro déclara la guerre à la Turquie, on sourit ; lorsque les Serbes, les Bulgares et les Grecs intervinrent, on pensa à Bucarest que c'était pour assurer une facile victoire aux Jeunes-Turcs. Les victoires de Kirk-Kilissé et de Koumanovo changèrent les idées. Tout de même, quelque chose d'important se passait près de la Roumanie. Quelle attitude prendre ? L'équilibre sur lequel on comptait au sud du Danube était renversé ; des forces nouvelles, qu'on avait ignorées, entraient en scène par un triomphe inattendu. Les Bulgares, voisins incommodes et ambitieux, qu'on s'était habitué à mépriser par une étrange aberration, étaient en marche sur Constantinople. Et, juste à ce moment, les dirigeants de la politique roumaine esquissaient un rapprochement avec... Enver-bey, croyant réaliser un coup extrêmement habile en attachant le jeune royaume à un empire complètement pourri.

Il se trouva alors des gens qui pensèrent que

l'armée roumaine devait accourir pour sauver le sultan. La presse discuta sérieusement cette question, et essaya d'en montrer les avantages. Elle ne voulait pas voir, même si tous les profits matériels imaginables devaient dériver de cette action, qu'elle rencontrait un obstacle moral insurmontable : les Roumains qui aspiraient à délivrer leurs frères, ne pouvaient pas empêcher une autre nation à réaliser son unité. Marcher avec les Turcs, c'était renoncer à jamais aux droits sur la Transylvanie. Conçoit-on les Français, tout en revendiquant l'Alsace-Lorraine, soutenant les Austro-Hongrois contre les Italiens et les Roumains ? Il y a une logique dans les actions humaines, et certains principes s'imposent même aux opportunistes les plus enragés. Qui pouvait éprouver la moindre sympathie pour les Turcs, bourreaux de l'Orient chrétien ? Et comment l'Europe civilisée aurait-elle vu pareille intervention ?

Pourtant, la perspective d'un agrandissement de la Bulgarie, et de son installation, peut-être, à Constantinople, pour commander les détroits, inquiétait à juste titre l'opinion roumaine. Toujours accessible aux idées généreuses, la Roumanie aurait envisagé avec sympathie les efforts

de sa voisine pour délivrer ses frères. En étendant ses frontières jusqu'à la mer Egée, celle-ci ne heurtait aucun intérêt roumain. Du moment que l'équilibre s'établissait sur de nouvelles bases et que la tranquillité revenait, elle n'avait plus à s'inquiéter des Balkans, et pouvait regarder de toute son attention les Carpathes. Seulement, les Bulgares n'étaient pas des amis. Quoique devant une grande reconnaissanse à la Roumanie, qui avait offert l'hospitalité aux patriotes persécutés et avait versé le sang de ses fils pour la délivrer du joug étranger, la Bulgarie nourrissait à son endroit une haine féroce, dont la Dobroudja était le prétexte, mais la bassesse du caractère la vraie cause. On a vu dans quelles circonstances la Roumanie avait acquis, comme compensation pour la Bessarabie, cette région trans-danubienne, appartenant alors à la Turquie, comme presque tout le reste de la péninsule. La Bulgarie, qui n'existait pas encore, n'avait aucun droit sur elle ; des Turcs et des Tartares l'habitaient à peu près exclusivement. Beaucoup plus tard, après que le travail roumain eut fait de ce désert une province prospère, des Bulgares, chassés de leur pays par la misère, vinrent s'y établir et chercher fortune. Ce fut là, paraît-il,

le début des prétentions bulgares, qui s'ancrèrent dans les cervelles têtues de ces gens avec une force inébranlable. Pourtant, ils pouvaient bien voir, et les plus sages d'entre eux l'avouaient, que rien n'attirait vers le Nord leur désir d'expansion. Qu'auraient-ils fait d'un rivage plus étendu sur la mer Noire, quand ils pouvaient obtenir une sortie sur la Méditerranée ? Et comment se figurait-on à Sofia que la Roumanie n'aurait pas tout mis en œuvre pour garder sa seule voie de communication qui ne passât pas par l'Autriche? Pour l'une, c'était une nécessité vitale, pour l'autre une fantaisie de mégalomanes. Entre gens qui comprenaient leur intérêt, la question ne devait même pas se poser. Au contraire, les deux pays, ayant des aspirations nationales du même genre, auraient pu conclure un pacte de tolérance réciproque. Ce ne fut pas la faute des Roumains si les choses tournèrent autrement.

Ceux-ci avaient compris qu'une Bulgarie puissante signifiait une menace pour l'intégrité de leur territoire national. D'autre part, une intervention en faveur des Turcs aurait été odieuse. Le dilemme était grave, le danger menaçant également, d'un côté comme de l'autre.

Il est étonnant qu'on n'ait commis aucune imprudence. Le mérite de l'abstention est d'autant plus grand que les conseils ne manquaient pas à Bucarest pour une action contre les balkaniques. La coalition des Serbes, des Bulgares et des Grecs avait beaucoup contrarié les ambitions autrichiennes. Elle représentait une force qui pouvait s'opposer aux plans de Vienne. En lançant la Roumanie contre elle, les diplomates Austro-Hongrois atteignaient un double but : ils brisaient la force qui menaçait l'expansion allemande vers l'Orient, et provoquaient un ressentiment éternel entre les peuples riverains du Danube, qui auraient eu besoin désormais de toutes leurs forces pour se surveiller réciproquement. C'était le meilleur moyen d'immobiliser à jamais la Roumanie. Il semble qu'à Bucarest on fut bien près d'écouter ces désirs, sans se rendre complètement compte de leur perfidie. Mais on hésita, et la situation fut sauvée. Le tsar voyait avec sympathie les efforts des Bulgares ; dans sa naïveté, Nicolas II croyait à la reconnaissance de ce peuple, et voulait le protéger malgré ses ingratitudes passées. Il laissa entendre que la mobilisation roumaine, à ce moment de la guerre, provoquerait une intervention russe. Il

dépendait donc du roi Charles de donner le signal du conflit européen, qu'en secret les empires centraux désiraient probablement déjà. Il prit le parti d'attendre, n'osant pas se charger d'une pareille responsabilité. Acte plein de sagesse, sans lequel les magnifiques espoirs d'aujourd'hui ne seraient pas permis.

L'opinion publique, si elle ne désirait pas une action militaire immédiate, attendait au moins que les diplomates rétablissent la situation, que leur imprévoyance d'avant la guerre avait en grande partie compromise. Le gouvernement de Bucarest se décida alors à faire comprendre aux Bulgares que, s'ils voulaient doubler le territoire de leur pays, ils devaient consentir à la Roumanie une importante compensation territoriale. L'idée n'était peut-être pas très heureuse de demander au vainqueur une rançon pour sa victoire. Et il n'y avait que les empires centraux qui pussent être satisfaits en voyant la Roumanie se lancer dans une pareille aventure. Quel intérêt pouvait-elle avoir là où ses frères ne l'appelaient pas ? Allait-elle s'annexer des territoires étrangers, et se jeter ainsi dans le guêpier balkanique ? D'ailleurs, pour garder l'équilibre de forces qui existait avant 1912, il fallait

que la Roumanie pût agrandir sa population et son territoire dans la même proportion que les Bulgares. Ce n'était pas au sud du Danube qu'elle aurait pu trouver ces avantages. La compensation pour la Macédoine devait être la Transylvanie.

La Roumanie, une fois entrée dans cette voie, formula ses revendications : elle voulait une importante rectification de frontière au sud de la Dobroudja, avec une plus grande étendue de côtes pour défendre les approches de Constantza, et une plus grande partie de la rive droite du Danube pour défendre le pont de Cernavoda. En 1877, les Roumains avaient indisposé Alexandre II avec leurs protestations, au lieu d'exiger, voyant que la prise de la Bessarabie était inévitable, une compensation complète, qu'au début on leur aurait facilement accordée. Le Congrès de Berlin fut plus sévère : il ne donna à la Roumanie que le moins possible de la Dobroudja, et laissa en dehors de la nouvelle frontière les meilleures défenses de la province. Constantza, seul port maritime de la Roumanie, était à quelques dizaines de kilomètres de la frontière, qui restait ouverte de tous côtés, à la merci de la première agression. La place de Silistrie, sur le Danube,

qu'on considéra toujours comme la clef de la région, était donnée aux Bulgares. Et ceux-ci trouvaient dans la ligne Roustchouk-Choumla-Varna une forte position de défense, comme aussi une puissante base d'attaque. Tant que la Bulgarie était restée une petite principauté, dont toute l'attention était attirée par ses revendications en Macédoine, la Roumanie n'avait pas beaucoup à craindre. Mais à présent que sa voisine à l'appétit jamais assouvi devenait grande et forte, les inquiétudes étaient justifiées. Ce fut sur cette base qu'on entama des pourparlers, soi-disant amicaux.

Quand ils reçurent les propositions roumaines, les Bulgares commencèrent à discuter. Les Bulgares discutent toujours et avec tout le monde ; c'est une tactique de leur diplomatie, qui n'est plus à compter ses dupes. Les marchandages durèrent, depuis lors, agaçants, interminables. L'opinion publique roumaine s'impatientait ; elle voyait que les Bulgares cherchaient à liquider la question turque, pour avoir ensuite les mains libres vis-à-vis des Roumains. Et les plus clairvoyants comprenaient qu'on allait fatalement vers un conflit armé, car il était inadmissible qu'on obtînt de bon gré des concessions ter-

ritoriales de cette importance. Toutefois, les négociations continuèrent ; de Sofia, elles furent transportées à Londres, où des plénipotentiaires avaient été envoyés. Les Bulgares étaient à ce moment très embarrassés : ils avaient voulu entrer à Constantinople, et la résistance des Turcs, ainsi que l'intervention de l'Europe, les en empêchaient ; ils désiraient Salonique, et les Grecs, entrés dans la ville en même temps qu'eux, ne voulaient plus en sortir, invoquant des titres plus forts ; ils élevaient enfin des prétentions sur une grande partie de la Macédoine, que les Serbes occupaient et voulaient garder, avec d'autant plus de raison que l'Autriche leur défendait l'accès de l'Adriatique. Devant faire face de tous côtés, le gouvernement pouvait donc être sincère dans son désir d'arranger à l'amiable le litige avec les Roumains, jusqu'à une meilleure occasion pour le reprendre. Mais ces désillusions, arrivant de partout, rendaient l'opinion publique à Sofia plus intransigeante que jamais. Ce fut sans doute l'argument principal que les négociateurs bulgares employèrent pour céder le moins possible, et fatiguer l'adversaire pour lui faire réduire ses prétentions. En Orient, le marchandage est un art.

A force de patience, on arriva pourtant à avancer d'un pas : les deux parties tombèrent d'accord pour la réunion d'une Conférence à Pétrograd, qui devait décider de l'étendue des concessions à faire, le principe paraissant admis. Sous quelles influences cette conférence se réunissait-elle, et quelles assurances les Bulgares avaient-ils obtenues pour y consentir? On ne peut pas élucider complètement cette question ; mais, quand on envisage la suite des événements, et la solution que cette conférence adopta, il est permis de formuler une hypothèse qui apparaît extrêmement plausible. La Russie n'avait pas encore cessé de soutenir les Bulgares, qui entretenaient habilement un parti russophile et se faisaient passer pour Slaves aux yeux d'un tsar trop crédule. La Roumanie n'avait donc presque rien à attendre de ce côté, l'arbitre étant déjà gagné à la cause de l'adversaire. En même temps, la diplomatie de Ferdinand de Cobourg se rapprochait des puissances centrales ; les intrigues, qui devaient conduire à la deuxième guerre balkanique et, un peu plus tard, à l'agression contre la Serbie, commençaient déjà à produire leurs effets. Il n'est pas hasardé de supposer que, avant d'aller à Pétrograd, les Bulgares avaient reçu

certaines assurances de Berlin et de Vienne. Ce n'est pas le traité d'alliance avec la Roumanie qui aurait donné des scrupules aux deux kaisers ; pour le moment, ils n'avaient pas besoin de celle-ci.

La Roumanie se présenta donc devant des juges prévenus, avec une question extrêmement délicate. Car si l'intérêt stratégique appuyait ses prétentions, le principe des nationalités s'y opposait. A vrai dire, elle demandait des territoires bulgares, et c'était là le vice de toute son attitude. Depuis trente-cinq ans qu'elle n'était plus turque, cette région s'était bulgarisée. Par ce fait, ce qui aurait été aisé pour le Congrès de Berlin devenait très difficile pour la conférence de Pétrograd. A la fin, elle accorda aux Roumains seulement Silistrie avec ses forts et, autour, le minimum de terrain indispensable pour sa défense. Une commission mixte devait procéder immédiatement à la délimitation sur terrain. Engagée dans une mauvaise voie, la politique roumaine échouait. Lui accorder, comme contrepoids à la Macédoine et à la Thrace, une pauvre ville frontière, qui, seule, ne pouvait avoir aucune utilité, c'était éconduire de la façon la moins polie le pays qui, par sa pa-

tience, avait sauvé la paix européenne. Nicolas Filipesco appela Silistrie « le tombeau de la dignité nationale ». Pourtant, malgré son succès, le gouvernement bulgare ne fut pas généreux. Ses représentants dans la commission qui devait tracer la nouvelle frontière discutèrent chaque pouce de terrain, présentèrent des réclamations interminables, et firent tout pour exaspérer les Roumains. Ils ne comprirent pas qu'ils devaient trancher au plus vite cette question, avant que l'orage éclate en Macédoine. Leurs tergiversations contribuèrent à ce que la situation, si favorable pour eux, changeât brusquement à leur désavantage.

On se rappelle comment les Bulgares étonnèrent l'Europe par leur manque de scrupules et leur cruauté sans bornes, en attaquant leurs alliés de la veille pour les priver du fruit de la victoire commune. Après que les Turcs, vaincus surtout par les Serbes, qui avaient gagné Koumanovo et conquis Andrinople, furent mis dans l'impossibilité de résister plus longuement, et eurent abandonné à leurs adversaires presque toutes leurs possessions d'Europe, ceux-ci commencèrent à discuter sur le partage. Le succès avait été imprévu, et les gains plus importants

qu'on ne l'avait supposé : le traité initial était insuffisant, et de nouvelles conditions restaient à débattre. La raison dictait aux peuples balkaniques de s'entendre, pour continuer pendant la paix l'association formée pour la guerre, et exclure à jamais toute ingérence des grandes puissances dans les affaires de ces pays. La Roumanie serait entrée de bon cœur dans une pareille communauté, lui prêtant sa force militaire et sa sagesse politique. Mais cette perspective, qui aurait fait naître une nouvelle puissance en Orient, en donnant au vieux continent le premier exemple d'une « société des nations », lésait les intérêts primordiaux de la politique allemande. Les Balkans, unis au lieu d'être démembrés, associés au lieu de s'entre-dévorer, c'était le coup de grâce pour le *Drang nach Osten*, et la renonciation définitive à *Hambourg-Bagdad*. Il ne fallait pas que la proie échappât. Et puisque la Turquie paraissait définitivement perdue, puisque la Roumanie avait refusé d'attaquer des peuples luttant pour leur libération, il était nécessaire de rechercher ailleurs un collaborateur. La diplomatie autrichienne, porte-voix de Berlin, s'aboucha donc avec les Bulgares. Ce peuple énergique, travailleur et très

patriote, manque d'une qualité essentielle pour rendre les autres fécondes : l'intelligence, qui donne, en politique, le sens de la mesure et de l'opportunité. Il fut facile de le convertir à la trahison en faisant jouer son ambition et la mégalomanie de son roi. On lui représenta la possibilité de garder pour lui toute la Macédoine, avec Monastir et Salonique, villes depuis longtemps convoitées. Il suffisait pour cela de laisser de côté scrupules et préjugés d'honneur, et de partir en guerre contre les frères d'armes de la veille. Le plan fut vite adopté et, pendant qu'il faisait semblant de vouloir accepter l'arbitrage du tsar, Ferdinand lançait, dans la nuit du 29 juin 1913, l'ordre d'attaquer les armées serbes. L'élève surpassait ses maîtres. On ne sait pas quelle aurait été l'issue de cette lutte si un événement, imprévu seulement des agresseurs, ne s'était pas produit immédiatement.

La Roumanie avait depuis longtemps signifié aux Bulgares qu'elle ne tolèrerait pas une semblable agression. Elle ne pouvait pas admettre dans les Balkans une hégémonie bulgare, fondée sur l'écrasement de la Serbie et de la Grèce. Toute la politique de Bucarest devait au contraire tendre, vis-à-vis de voisins aussi peu sûrs

que les Bulgares, à une entente très étroite avec les deux autres royaumes, destinés à former le contrepoids nécessaire pour assurer l'équilibre. Mais on crut à Sofia que les Roumains ne passeraient jamais de la menace aux actes, les puissances centrales s'y opposant. Berlin avait donné des assurances que l'armée du roi Charles ne bougerait pas. Pour la première fois, l'antagonisme entre la Roumanie et ses puissants alliés d'alors devenait aigu. Si la Bulgarie réalisait ses ambitions aux dépens des voisins, et s'unissait ensuite par un traité à l'Autriche et à l'Allemagne, l'existence de la Roumanie était à leur discrétion. La Russie avait, au contraire, un grand intérêt à faire échouer le plan allemand. Convaincue enfin du danger, elle décida de sauver la Serbie. Les deux alliés de 1877 se rapprochèrent donc de nouveau. Le tsar assura la Roumanie de son appui, si elle intervenait pour le rétablissement de la paix dans les Balkans.

Dix jours après l'agression bulgare, au milieu d'un enthousiasme inouï, l'armée roumaine passait le Danube. Vienne, — que le kaiser allemand avait prudemment laissée s'engager seule à fond dans cette action, — ressentit

vivement l'échec. Elle avait tout mis en œuvre à Bucarest pour empêcher l'aide à la Serbie, qu'elle voulait vaincue, humiliée et ne pouvant plus projeter l'émancipation de ses frères de l'Ouest. Se heurtant à la résistance des Roumains qui pour une fois ne voulaient plus sacrifier leurs intérêts, elle alla, paraît-il, jusqu'aux menaces. Et pendant toute la durée de la campagne, le public se demanda avec anxiété s'il n'allait pas voir, débouchant des Carpathes, les bataillons de François-Joseph accourant au secours des Bulgares. Qui les empêcha de provoquer une année plus tôt le conflit européen ? Il faudra attendre longtemps avant qu'on puisse répondre à cette question. Ils pensèrent peut-être que, même si les Serbes, avec l'aide des Roumains, étaient victorieux, le but essentiel de la politique allemande s'accomplissait : la coalition balkanique était dissoute, et aucune autre ne pouvait se former à l'avenir. Tant pis pour les Bulgares s'ils se faisaient battre : l'instrument avait accompli son œuvre, il pouvait être brisé.

Néanmoins, les empires centraux avaient raison d'être inquiets. Ils sentaient que le grand jour où se poserait la question de leur hégémonie

en Europe, approchait. La tension diplomatique devenait de plus en plus grande, et les préparatifs militaires plus fiévreux. Ce qui se passait en 1913 dans les Balkans était la représentation exacte, à une échelle réduite, de ce qui se passerait bientôt sur le continent entier ; la répétition n'était pas rassurante pour le succès du drame. Or, à cet instant même, où plus que jamais il fallait mettre tous les atouts dans son jeu, l'œuvre de Bismarck montrait des fissures profondes. Il avait mis toute son habileté à brouiller les Roumains avec les Russes, et les deux peuples se rapprochaient l'un de l'autre; il avait voulu paralyser les aspirations nationales de la Roumaine, et celles-ci devenaient plus vives que jamais. On comprend donc avec quel sens profond un diplomate autrichien put déclarer à M. Take Jonesco : « Votre victoire est une défaite pour nous. » Ces paroles montraient bien la situation, et définissaient les rapports entre les deux alliés. Évidemment, la Roumanie tendait à se rapprocher de l'Entente ; au feu des Balkans la glace entre Bucarest et Pétrograd avait commencé à fondre. On pouvait apercevoir à l'œuvre une nouvelle politique, que les intérêts primordiaux de la nation roumaine

avaient toujours conseillée, mais que les événements n'avaient pas permis de réaliser jusqu'alors.

Le succès de la campagne de 1913 ne faisait qu'accentuer les tendances des Roumains vers l'émancipation. Prenant dès le premier jour l'offensive, l'armée passa le Danube et marcha sur Sofia. Son but était d'imposer la paix avant que les Serbes ou les Grecs pussent être écrasés par les Bulgares, qui, ayant ménagé leurs forces pendant la première guerre, pouvaient avoir le dessus dans celle-ci. Il fallait donc agir vite, pour arriver à temps sur le théâtre de bataille, éloigné de plus de 100 kilomètres de la frontière roumaine. C'était là justement la difficulté de la campagne. Elle ne provenait pas de la résistance de l'armée bulgare, qui n'avait laissé que quelques postes dans les places du Danube, mais de la longueur et de la difficulté des communications, dans un pays pauvre et hostile, où la guerre avait sévi, laissant ses misères habituelles, la famine et les épidémies. Le débit des chemins de fer n'était pas suffisant pour les besoins de l'armée roumaine, et les routes étaient si mauvaises qu'elles pouvaient difficilement servir. De plus, on ne trouvait rien sur

place, dans une région renommée pour sa pauvreté ; c'est à peine s'il y avait de l'eau en quantité suffisante. Le reste, il fallait le faire venir de Roumanie, dans des conditions extrêmement difficiles, car les troupes avançaient sans arrêt. Souvent, les convois d'approvisionnement n'arrivaient pas à temps, ou les aliments, après un si long voyage dans la poussière et la chaleur, ne pouvaient plus être mangés même par des gens affamés. Aux fatigues et aux privations, la maladie ajouta bientôt ses dangers. Les armées turques avaient laissé dans le pays les germes du choléra, qui devint pour les Bulgares un allié inattendu. Des milliers de soldats périrent, et une catastrophe menaçait. Mais les armées marchaient toujours, et la Bulgarie commençait à s'apercevoir qu'elle perdait la partie. Contre deux pays épuisés par la précédente guerre, elle ne courait pas de grands risques : elle avait beaucoup de chances de vaincre, et très peu d'être vaincue. La guerre aurait tout au plus traîné en longueur et, dans le cas le plus défavorable, un compromis l'aurait sauvée de la punition méritée. Celle-ci, c'était l'armée roumaine qui l'apportait.

Un nouvel adversaire surgissait sur ces

entrefaites. Les Turcs pressentaient une revanche possible, et voulaient profiter des embarras de leurs futurs amis pour reprendre Andrinople. La politique du roi des Bulgares avait donc soulevé tous ses voisins contre lui ; ce fut une leçon qu'il laissa perdre. Devant l'imminence du malheur, au moment où seul le désir de ne pas trop humilier les vaincus empêcha l'armée roumaine d'entrer à Sofia, la Bulgarie capitula. Les plénipotentiaires des trois alliés, Roumains, Grecs et Serbes, se réunirent à Bucarest pour discuter avec ceux de Ferdinand. Les conditions à imposer ne dépendaient que d'eux. La victoire avait été si complète qu'ils tenaient l'ennemi à leur discrétion. Ils pouvaient écraser la Bulgarie sous le poids de leurs exigences, et l'empêcher pour longtemps de relever la tête. Ils pouvaient, au contraire, essayer par une paix de conciliation de rétablir l'harmonie dans la péninsule des Balkans. Fallait-il mettre la force au service du ressentiment, ou la consacrer à assurer la justice ? Fallait-il chercher la sûreté dans l'affaiblissement de l'adversaire, ou dans la satisfaction de ses prétentions légitimes ? Ayant affaire à la fourberie bulgare, on pouvait longtemps hésiter devant les deux voies. Veni-

zelos et Pachitch, si je ne me trompe, inclinaient vers la première : pas de générosité devant ces agresseurs sans scrupules. Ce furent les Roumains, d'accord avec la Russie, qui décidèrent la conférence à adopter l'autre attitude, vers laquelle allaient visiblement les préférences de l'opinion publique. On avait moins souffert à Bucarest du voisinage des Bulgares, et on les connaissait moins.

La diplomatie roumaine joua le rôle d'arbitre dans les débats qui conduisirent au traité de Bucarest. Avec une admirable générosité, elle fit tous les efforts pour tempérer la fureur des deux autres alliés, et leur faire diminuer leurs prétentions. La Roumanie ne poursuivait pas de conquêtes territoriales ; c'était un intérêt moral qui l'avait déterminée à intervenir, avec l'assentiment de toute l'Europe civilisée. La rectification de frontière qu'elle demandait au sud de la Dobroudja était une question accessoire ; ce qu'elle voulait principalement, c'était un équilibre fondé sur la justice et assurant une longue paix dans les Balkans. Elle se montra donc peu exigeante pour elle-même, et ne demanda que la ligne Tourtoucaïa-Baltchik, quand elle aurait pu prétendre à Roustchouk et même

à Vidine, où habite une nombreuse population roumaine. C'était la nécessité stratégique seule qui lui dictait ses revendications : il fallait pouvoir défendre Constantza et ses communications avec le reste du pays. Ce qui prouve sa bonne foi, c'est qu'elle ne prétendit pas, étant victorieuse, à un pouce de terrain de plus qu'elle n'avait demandé pendant la guerre bulgaro-turque, à la conférence de Pétrograd. Malheureusement, elle contrevenait ainsi, même en ces limites modestes, au principe des nationalités, et, de plus, elle aidait les Bulgares à créer devant le public européen une dangereuse équivoque entre la nouvelle Dobroudja, prise en 1913 aux Bulgares, et la Dobroudja roumaine, celle qu'en 1878 les Turcs avaient cédée à leurs vainqueurs. Quand on criait à Sofia que la Dobroudja est bulgare, l'Europe pouvait croire qu'il s'agissait de cette partie litigieuse prise en 1913, et elle pouvait estimer cette prétention discutable ; mais les Bulgares entendaient par là toute la province, avec le port de Constantza et les bouches du Danube, prétention extravagante que personne ne pouvait approuver. A ce point de vue, ce que le public roumain saluait, dans son enthousiasme, comme un succès, pouvait

déjà apparaître aux plus clairvoyants comme un acte plein de graves menaces pour l'avenir. Trois ans après, ces menaces se réalisèrent, et ce fut par là que commença l'envahissement de la Roumanie. Comme gain matériel, le traité de Bucarest n'apporta donc qu'un gros procès entre voisins.

Réussit-il au moins à réaliser l'autre objet de la diplomatie roumaine, l'accord entre les habitants des Balkans ? La Macédoine avait été, pendant des siècles, le cauchemar des hommes d'État européens, et le paradis des pêcheurs en eau trouble. L'enchevêtrement des races y est inouï, et leur intolérance réciproque sans bornes. C'est que chacune d'elles veut tout avoir pour soi et n'hésite devant aucun crime pour évincer les autres. En cet instant même, ceux qui pensent l'avoir conquise à jamais y commettent les pires abominations. Il fallait un incorrigible optimisme pour penser qu'on arriverait à un compromis, qui demandait sagesse et pondération. Tant que les Turcs avaient régné sur la Macédoine, on disait qu'eux seuls empêchaient cette province d'être heureuse. A présent on les avait chassés, et il s'agissait de prouver qu'on était meilleur qu'eux. La tâche du congrès était

donc double : tracer autant que possible les frontières suivant les indications du principe des nationalités, et assurer par des accords et des garanties sérieuses une existence prospère aux minorités laissées en dehors. C'était, en petit, la mission qui incombera aux négociateurs de la prochaine paix. Ceux de 1913 s'inspirèrent-ils suffisamment de ces principes, ou fut-ce leur faute si l'essai de conciliation échoua ? Il est difficile de le décider dès à présent. La guerre qui survint l'année suivante ne permit pas à une opinion impartiale de se former.

Il est certain seulement que, à peine le traité de Bucarest signé, les protestations des Bulgares commencèrent contre le règlement territorial qu'il avait établi. A les en croire, ils avaient été dévalisés, et leur patrimoine national, fruit de leurs victoires, restait en des mains étrangères. Ils se tournèrent d'abord vers ceux qui avaient inspiré le coup du 29 juin, et demandèrent aide et conseil à Vienne. Celle-ci jugea qu'il fallait ménager Ferdinand, homme à tout faire dans les Balkans, précieux par son manque de scrupules. On assista alors, pendant quelque temps, à une curieuse campagne en faveur de la... revision du traité de Bucarest. Tous les

moyens furent mis en œuvre pour discréditer l'œuvre des diplomates qui l'avaient négocié ; les puissances centrales voulaient le ruiner, parce qu'il était fait en dehors d'elles. Elles proposaient la réunion d'un congrès européen, devant lequel la question aurait été reprise, espérant triompher sans peine de la résistance des autres pays, qui avaient toujours la faiblesse de céder dans les questions orientales. Mais Bucarest résista de toutes ses forces. Le roi Charles était fier de cette œuvre qui couronnait sa vieillesse : il voulait faire du respect du traité de Bucarest une des bases de sa politique. Il éconduisit donc ses étranges alliés, qui commençaient trop visiblement à se montrer en adversaires. Devant sa fermeté, les autres semblèrent s'incliner ; — ils méditaient tout simplement un nouveau coup.

La Roumanie restait donc, au moins en apparence, l'arbitre des Balkans. Elle avait essayé de faire triompher la politique la plus sage, celle de la collaboration des chrétiens de la péninsule au sein d'une confédération, qui aurait assuré d'un coup la tranquillité intérieure, et aurait pu donner son concours à l'affranchissement des Serbes et des Roumains soumis aux Habsbourgs.

C'était une politique à larges vues, qui dépassait l'entendement des Bulgares. Au moins, Bucarest pouvait se consoler de tenir ces derniers en respect, aidée par les Grecs et les Serbes, avec lesquels, la question des Coutzo-Valaques vidée, l'amitié devenait de plus en plus étroite. Ainsi assurées contre une agression venant du sud — ne pouvant pas soupçonner que la trahison d'un roi envers son peuple allait tout changer, — la Serbie et la Roumanie pouvaient regarder plus librement vers leurs frères opprimés. Les deux peuples, stimulés par la victoire commune, voyaient approcher le grand jour de l'union nationale. Désormais, c'est dans ce sens qu'il fallait travailler.

On pouvait apercevoir quelle politique la Roumanie devait suivre. Ayant acquis un grand prestige, en montrant au monde à la fois sa sagesse et sa modération, elle pouvait sans crainte s'éloigner de la Triplice qui avait continuellement entravé son action. Un rapprochement avec la Serbie était tellement indiqué que le public européen supposa même qu'un traité était conclu entre les deux pays. D'un autre côté, la Russie avait montré sa bonne volonté, et comprenait enfin l'importance de sa petite voi-

sine, qu'un long passé de défiance avait éloignée d'elle. Enfin, des sympathies, devenues plus que séculaires, poussaient les Roumains vers une politique à côté de la France. La logique imposait tellement un changement de direction qu'il serait survenu fatalement, même sans la crise de 1914. Mais celle-ci arriva trop vite, et la diplomatie roumaine avait marché trop lentement.

Immédiatement après la signature du traité de Bucarest, le roi Charles renouvelait l'alliance avec les empires centraux. Comment put-il consentir à oublier toute l'amertume que ces derniers venaient de lui causer ? Comment ne comprit-il pas, lui si perspicace, que ceux-ci avaient déjà partie liée avec les Bulgares, et que la Roumanie n'avait rien à chercher dans cette association de proie? La fureur pangermaniste était assez grande en 1913 pour faire prévoir qu'elle éclaterait à brève échéance. Ce fut peut-être en discernant cette perspective qu'il se décida à prolonger le pacte. Un revirement radical de la politique roumaine ne pouvait pas être brusque. Il fallait le préparer avec patience, et s'assurer des dispositions de ceux dont on voulait se faire des amis. Assez ignorants des choses d'Orient, ceux-ci étaient naturellement défiants. Ils com-

prirent difficilement la situation après 1914, quand la neutralité roumaine leur fournissait la meilleure preuve des sentiments du pays ; ils n'auraient rien compris en 1913. La Roumanie pouvait donc se voir isolée pendant quelques années, et il ne fallait pas que le conflit en perspective pût la trouver ainsi. D'ailleurs, le roi se disait sans doute que l'issue d'une guerre européenne ne pouvait être qu'une victoire allemande, personne ne prévoyant alors l'immense sursaut d'indignation qui allait coaliser le monde contre le kaiser. Il avait appris à connaître de près le militarisme prussien, et il redoutait, pour son peuple, cette impitoyable force de destruction. Son acte ne s'explique que par là : il reculait devant une rupture au moment le plus critique de la situation internationale.

Il était visible pourtant que la politique roumaine commençait déjà à incliner du côté de l'Entente. Elle n'était plus celle qui obéissait à chaque mot d'ordre venu de Berlin, et qui craignait à chaque geste de fâcher Vienne. Ses velléités d'indépendance devenaient plus marquées. On put le constater par deux événements significatifs, dans la courte période de répit entre la guerre balkanique et la conflagration européenne.

Quand la Roumanie avait besoin d'argent, elle en demandait toujours aux banquiers de Berlin, qui servaient leur cliente avec le plus grand empressement. En 1913, elle voulut rompre avec cette tradition, et s'adresser au pays qui prêtait volontiers ses économies aux États dont le crédit était le moins solide. Le ministre qui prit cette initiative hardie de venir négocier un emprunt en France, n'était autre qu'Alexandre Marghiloman, le germanophile d'aujourd'hui. Il montrait à cette époque pour la France une vive sympathie, qu'on trouvait toute naturelle et qui était certainement sincère Son geste, d'ailleurs, le prouvait : il ne venait pas emprunter en France parce qu'il ne trouvait pas ailleurs, — le crédit de la Roumanie était assez solide pour inspirer confiance partout, — mais parce qu'il voulait établir entre les deux pays des liens solides d'intérêt, prélude d'une amitié politique. L'émoi de Berlin prouvait que la voie était heureuse. Pourtant, l'essai ne réussit pas. Le ministre roumain fut froidement reçu. La presse parisienne se montra indifférente, sinon hostile, à cette intéressante tentative. Le gouvernement français d'alors exigea, parait-il, des conditions politiques blessant la dignité des Roumains,

qui ne venaient pas implorer secours comme un gouvernement turc quelconque, mais voulaient traiter une affaire d'égal à égal. On ressentit quelque irritation à Bucarest, et on conclut que le moment n'était pas encore venu pour un rapprochement politique avec la France. Marghiloman partit, tout mortifié, pour Berlin, où on le reçut avec enthousiasme, et on satisfit toutes ses demandes de la façon la plus empressée : la proie avait failli échapper. Le lecteur tirera facilement une leçon de cet incident. Il se dira peut-être que les desseins de Berlin avaient été pour une fois trop bien servis. Quant à moi, je me demande s'il ne faut pas voir dans l'issue de ce débat une des causes de la germanophilie subite de M. Marghiloman. Dignité froissée d'un côté, succès et estime de l'autre, n'est-ce pas assez pour changer les sentiments d'un homme? Et, en repoussant une affaire excellente, la France ne se créa-t-elle pas aussi un adversaire dangereux?

La seconde manifestation d'un changement de la politique officielle fut la visite que le tsar russe rendit à la famille royale de Roumanie. On avait choisi à dessein Constantza comme lieu de la rencontre, parce que cette ville symbolisait

mieux que toute autre l'effort civilisateur des Roumains en Dobroudja. L'empereur voulait par sa présence montrer à l'ambition bulgare que toute aspiration de ce côté rencontrerait un obstacle dans la volonté russe, qui entendait garantir de nouveau à la Roumanie la possession de cette province, acquise avec son concours en 1878, et devenue indispensable à la prospérité du royaume. Les toasts que les deux souverains prononcèrent à cette occasion firent ressortir l'amitié dont étaient empreintes les relations russo-roumaines, et le tsar proclama qu'il ne tolèrerait jamais une attaque de la Dobroudja, qui devait rester, comme elle était, roumaine à jamais. Deux ans après, le moment venait pour l'empereur de se souvenir de ces paroles, et d'envoyer ses forces exécuter la promesse faite à Constantza.

VI

PRÉPARATION DE L'INTERVENTION ROUMAINE

La guerre européenne surprend la Roumanie dans une phase de transition. — Le roi Charles et le Kaiser. — L'opinion publique : elle sent impossible une guerre contre la France. — Take Jonesco et Filipesco. — Pourquoi la neutralité s'imposait. — Le traité d'alliance était hors de cause. — Le conseil de la couronne. — « L'expectative armée ». — Importance de cette décision. — Utilité pour l'Entente, désavantages pour l'Allemagne. — La marche des Allemands sur Paris. — L'angoisse à Bucarest. — La Marne. — Début de l'action interventioniste. — Propagande allemande ; ses arguments, ses moyens. — Question des Détroits. — Pierre Carp, seul vrai germanophile. — L'attitude de Marghiloman. — Difficultés morales et matérielles du gouvernement. — Comment la question se posait au point de vue purement roumain. — Bessarabie ou Transylvanie ? — Répercussion des événements militaires sur l'opinion publique. — Vicissitudes de la neutralité jusqu'en l'automne 1915. — L'offensive bulgaro allemande en Serbie. — Pourquoi la Roumanie ne pouvait pas intervenir encore.

Quand éclata la grande guerre, en 1914, la Roumanie se trouvait, diplomatiquement, dans une situation assez délicate. Moralement, elle

était plus que jamais séparée de la Triplice, de laquelle d'ailleurs l'Italie s'éloignait aussi peu à peu. Les événements balkaniques tout récents avaient prouvé que ces alliés avaient partout des intérêts contraires, et que les empires centraux n'entendaient pas sacrifier leurs ambitions à l'intérêt de la Roumanie. Leur politique les rapprochait de plus en plus de la Bulgarie, qui ne cachait pas ses revendications contre chacun de ses quatre voisins. Et, motif plus important de désaccord, la question nationale commençait à préoccuper le public roumain avec une intensité nouvelle. C'était là le vice caché de l'alliance austro-roumaine ; tôt ou tard, il devait la ruiner. Les Hongrois, poussés probablement par ceux qui avaient intérêt au maintien de la Roumanie dans ses anciens liens, firent semblant, après 1913, de vouloir améliorer la condition des Roumains de Transylvanie. Le comte Tisza convoqua leurs représentants à Budapesth, et proposa quelques concessions absolument insignifiantes, parce qu'elles n'assuraient pas le libre développement de la nationalité roumaine, ni ne mettaient obstacle à l'odieuse politique de magyarisation. Ce n'était pas avec quelques sièges de plus au parlement et des petits avantages d'ordre

administratif, que les revendications roumaines pouvaient être satisfaites. Ces propositions étaient un leurre, destiné à calmer l'opinion publique du royaume et à empêcher son évolution trop rapide vers la Russie et l'Entente. Personne ne s'y trompa à Bucarest ; on connaissait trop le caractère du chef du gouvernement hongrois, pour douter de ses sentiments. Le comte Tisza incarnait cette brutalité magyare qui depuis des siècles martyrisait les nationalités ; ce n'est pas lui qui aurait pu présider à un compromis sincère avec elles. D'ailleurs, les naïfs seuls pouvaient estimer possible un accord sur la question transylvaine. Jamais les Hongrois n'auraient accordé aux Roumains la prépondérance à laquelle ils avaient droit, parce que cela aurait signifié sacrifier leur égoïsme à l'amour de la justice. Ils ne sont pas venus du fond de l'Asie pour faire un acte si magnanime. Les compatriotes du comte Tisza ne sortiront des pays roumains que chassés par les baïonnettes.

On comprend donc quel grand trouble l'agression contre la Serbie, suivie bien vite par la conflagration européenne, provoqua dans le public roumain. Il sentit tout de suite que les

événements le trouvaient mal préparé, juste à un tournant de son action diplomatique. A la lueur de l'incendie de Belgrade, il comprit que sa place n'était pas du côté des agresseurs. Et les regards se tournèrent vers le roi, de qui tout dépendait en ce moment. Allait-il imposer au pays l'exécution du traité que personne n'avait ratifié et le lancer à côté des Hongrois dans la lutte contre le droit des nations? Son origine allait-elle troubler son jugement et l'empêcher d'entendre la voix de son peuple? Charles Ier était un tempérament réfléchi et sage. Il n'aimait pas ceux qui conduisaient l'Allemagne et engageaient son pays d'origine dans une folle aventure. Guillaume II lui rendait son antipathie, et ce n'était pas par esprit de famille que le roi de Roumanie aurait lié son sort à celui du kaiser. Trop de différences séparaient le maître de Berlin du sage de Sinaïa. L'un était capable de lancer le malheur sur le monde dans un mouvement impulsif, tandis que l'autre ne prenait pas la moindre résolution politique sans une mûre réflexion. Il ne connaissait pas le caprice, que l'autre élevait au rang de règle d'État. Le roi Charles avait acquis son autorité par sa clairvoyance et sa pondération; le kaiser, en éloi-

gnant les gens indépendants et en gouvernant par des courtisans adulateurs. Bucarest était conduite par un pilote plein d'expérience, Berlin était dominée par un maître égoïste et présomptueux.

Quand l'alliance avec les empires centraux fut conclue, le monde politique connaissait l'Allemagne comme une puissance pacifique, destinée par sa présence au centre de l'Europe à faire équilibre aux tendances russes d'expansion. Il était tout naturel que la jeune Roumanie, qui ne désirait, elle aussi, que la paix et la tranquillité, recherchât son amitié. Ce fut certainement là le motif qui, par contre-coup, retint si longtemps la Roumanie à côté de l'Autriche. Par l'attaque contre la Serbie et l'invasion de la Belgique, la légende de l'Allemagne bien intentionnée s'était évanouie. Tout était remis en question.

Et d'abord, une impression dominait toutes les autres dans l'esprit du public roumain. Il ne pensait pas, dans les premiers instants de trouble, à ses frères que les Austro-Hongrois mobilisaient, aux violations du droit des peuples que les armées des deux empires commettaient, ni même au danger que la Roumanie courait

elle-même au milieu de la tourmente. Une seule idée avait immédiatement jailli de tous les cerveaux : les Roumains ne devaient pas se battre contre la France. Quand celle ci était menacée par un envahisseur brutal, qui en voulait à son existence même, l'armée de ses frères d'Orient ne pouvait pas contribuer à sa perte. Contre cette voix du cœur, forte comme l'appel de l'instinct, aucun acte écrit, aucune signature ne pouvaient prévaloir. Tant pis pour ceux qui s'étaient engagés à la légère au nom du peuple. Ils auraient dû savoir que son sang ne pouvait couler que pour une seule cause.

A la réflexion, cette idée devint plus forte. Les conseillers de François-Joseph avaient montré que la vie d'un petit peuple ne comptait pas devant leurs ambitions. Le kaiser allemand avait fait preuve d'un manque de scrupules encore plus grand. Ce qui arrivait aujourd'hui à la Serbie et à la Belgique pouvait être réservé demain à la Roumanie. Il fallait donc empêcher le triomphe des empires centraux, et non pas collaborer à leur entreprise. Ceux-ci couraient peut-être à leur perte : devant la formidable coalition qui se levait contre eux, leur force sera-t-elle suffisante pour vaincre ? Si la victoire

allait dans l'autre camp, une possibilité magnifique s'ouvrait pour la Roumanie : la libération de quatre millions de frères. L'idéal, que la veille on estimait si éloigné, apparaissait à présent promptement réalisable.

Deux hommes politiques eurent le grand mérite de discerner d'emblée la situation. L'un depuis longtemps au courant de tous les secrets de la diplomatie européenne, l'autre trouvant dans son ardent patriotisme l'intuition de la voie à suivre, ils se trouvèrent d'accord dans leurs conclusions, dès le premier jour. Take Jonesco et Nicolas Filipesco étaient des adversaires politiques acharnés, presque des ennemis. En Roumanie plus qu'ailleurs la lutte pour le pouvoir prend les formes les plus vives, et, laissant de côté la discussion des idées, revêt la forme plus facile des attaques personnelles. On y met de l'aigreur, voire de la méchanceté, et le diapason de la presse se hausse facilement jusqu'à l'insulte. Mais cela procède plutôt d'une vivacité de tempérament que d'un mauvais caractère : une saine éducation politique des masses y porterait facilement remède. Ce qui le prouve, c'est que jamais, depuis que la Roumanie indépendante existe, les partis ne se sont divisés sur

une grande question nationale. L'intérêt supérieur du pays a toujours trouvé tous les Roumains unis pour le soutenir. Quand les deux chefs des partis conservateurs, alors dans l'opposition, virent le grand danger que leur pays pouvait courir par une action précipitée, qui compromettrait ses intérêts primordiaux, ils n'hésitèrent pas un instant à s'unir dans une action nationale commune. Pourtant, rien dans le tempérament de ces deux hommes n'était fait pour les rapprocher. Take Jonesco, d'origine bourgeoise, avait réussi par son seul talent à s'élever aux plus hauts rangs du parti conservateur, longtemps « parti des boyards ». Et ce fut peut-être là un des motifs de son ancienne rivalité avec Filipesco, membre de ce parti par droit de naissance, comme descendant d'une des plus vieilles familles du pays. Ces deux hommes, également sincères dans leurs convictions, pareillement passionnés dans la lutte pour les faire triompher, personnifiaient les deux courants qui travaillaient leur parti : la tendance conservatrice intransigeante, opposée à la tendance qui voulait démocratiser le programme, tout en lui gardant son caractère essentiel. La veille même de la grande guerre, une bataille acharnée se livrait

entre les deux chefs, sur le terrain des réformes du système électoral et de la propriété foncière. Quand le canon de Belgrade rassembla auprès du roi tous ses conseillers, Jonesco et Filipesco allèrent l'un vers l'autre et, sans discussion, sans hésitation, comprenant combien l'heure était grave, ils se mirent d'accord pour sauver la patrie. Ce fut le début de cette collaboration qui joua un si grand rôle dans l'attitude de la Roumanie.

Dans les premiers jours de la guerre, une volte-face subite ne pouvait pas se produire dans la politique roumaine. Il y avait impossibilité morale de collaborer avec les agresseurs, mais rien n'était préparé pour passer du côté de l'Entente. Pour le moment, une seule solution s'imposait : attendre. Ce fut le but des premiers efforts de Take Jonesco ; peut-être, pour faire contrepoids aux tendances germanophiles, dépassa-t-il même son idée ; un de ses premiers articles était intitulé « neutralité perpétuelle et définitive ». Mais sa pensée était claire ; dans un moment où personne ne parlait encore sérieusement d'intervenir à côté des armées alliées, cela signifiait qu'on ne prendrait jamais parti pour les empires centraux. C'est tout ce que la Rou-

manie pouvait faire dans les circonstances d'alors.

C'était d'ailleurs la tendance qui se manifestait dans la grande majorité de l'opinion publique. Celle-ci, non soumise encore à la force directrice qui se manifestera plus tard, et mal préparée à trouver d'elle-même sa voie, éprouvait une hésitation facilement compréhensible. Pour la première fois depuis que la Roumanie moderne existait, un problème de politique extérieure, duquel dépendait l'avenir même de la nation, se posait devant elle avec une pareille acuité. Presque tous, quoique condamnant l'Allemagne, croyaient à sa victoire. Ils savaient l'immense préparation à laquelle les Prussiens avaient travaillé pendant quarante ans ; ils connaissaient aussi combien l'organisation française de la guerre avait souffert des aspirations pacifistes habilement entretenues. Pourtant, aucune voix ne s'éleva pour demander la mobilisation et l'entrée en action à côté de ceux qui étaient encore des alliés. Dans ces premiers jours, avant l'intervention de l'Angleterre, — les seuls où la victoire du kaiser parut certaine, — la Roumanie ne pensa pas un seul instant à passer du côté du vainqueur. Combien injuste fut l'opinion publique

en Occident, qui attribua à un calcul intéressé le geste le plus chevaleresque qui fût!

Mais au-dessus de la Roumanie populaire qui avait épousé tout de suite la cause de la Serbie, de la Belgique, et de la France, il y avait la Roumanie officielle ; c'était elle qui allait prendre une décision. Que penserait le roi, que ferait le gouvernement? Comment celui qui avait le lourd honneur de conduire le pays en cette heure grave, envisageait-il la situation? Un geste précipité, mettant le pays devant un fait accompli, pouvait tout compromettre. On comprend l'anxiété générale.

Mais, peu à peu, la lumière se faisait dans tous les esprits. Les sentiments généreux qui agitaient le peuple, dominaient aussi les cercles dirigeants. Les hommes politiques roumains n'aimaient pas moins la France, ne haïssaient pas moins l'Autriche-Hongrie, que les masses populaires. Formés tous dans les grandes écoles de Paris, leurs idées ne pouvaient être différentes de celles qui agitaient alors, dans ces tragiques journées d'août, la grande capitale. C'était leur patrie intellectuelle que les armées de von Kluck foulaient dans leur brusque offensive; et l'angoisse était sans bornes de sentir Paris menacé.

La douleur de voir leurs frères enrégimentés pour anéantir la Serbie ou pour empêcher les Russes de lui venir en aide, contribuait à déterminer leur décision. Pour faire marcher de bon cœur les Roumains de Transylvanie, les meilleurs soldats des Habsbourgs, les Hongrois avaient eu recours à la ruse : ils les avaient assurés que l'armée du royaume était déjà en Russie, et leur avaient donné des drapeaux tricolores. Avant de les envoyer à la mort, on faisait luire devant eux l'image de la patrie libre. Et ces malheureux crurent qu'ils se battaient pour leur propre cause.

Et à ces motifs, que le cœur indiquait, la raison en ajoutait d'autres. Le traité d'alliance, en vertu duquel les empires centraux avaient eu l'audace de demander le concours roumain, était illégal ; il était inapplicable ; il était dissous.

L'article 93 de la Constitution roumaine, accordant au roi le droit de « conclure avec les États étrangers les conventions nécessaires pour le commerce, la navigation et d'autres semblables », ajoute immédiatement : « pour que ces actes aient force obligatoire, ils doivent être d'abord soumis au pouvoir législatif et approu-

vés par lui ». On l'avait toujours fait pour les traités de commerce, mais on n'avait jamais consulté les chambres pour le traité d'alliance. La constitution n'accordait pas au roi le pouvoir d'engager seul les intérêts économiques du pays ; pouvait-on soutenir qu'elle lui permettait de promettre son sang? Charles Ier avait donné sa parole, mais non celle du pays. La Roumanie n'était pas obligée d'exécuter un pacte qu'elle n'avait jamais approuvé, ni même connu. Ceux qui parlaient de « chiffon de papier », pouvaient-ils demander sans honte le respect d'un acte radicalement nul?

On prouva facilement d'ailleurs qu'on n'était pas dans le cas prévu par l'alliance. On se rappelle dans quel esprit cet acte avait été conclu. C'était pour assurer le royaume contre une agression de la Russie, et non pour s'en servir dans un but de conquête pleinement avoué. Une alliance défensive, comme la Triplice l'était par définition, ne pouvait pas jouer en 1914, quand on voyait bien qui avait provoqué la guerre. Toute l'action diplomatique, aujourd'hui encore mystérieuse, qui avait préparé le conflit européen, avait été conduite à l'insu de la Roumanie. L'ultimatum à la Serbie n'était annoncé

à Bucarest que la veille de sa remise, comme à toutes les autres puissances. Les Magyaro-Allemands avaient eux-même faussé le jeu de l'alliance ; ils étaient mal venus à en invoquer le bénéfice. Ce fut ce que l'Italie répondit du premier jour ; ce fut aussi ce que la Roumanie reconnut être la vérité.

L'attitude de l'autre pays latin égaré dans l'alliance avec les Allemands avait contribué à fortifier ces idées, et avait même fourni un argument de plus. On a vu dans quelles circonstances, lors de la formation de la Triplice, la Roumanie s'était rapprochée de l'Italie, avec les intérêts de laquelle tous les siens concordaient. La présence des Italiens fut certainement un des principaux motifs qui décida le renouvellement du pacte ; c'était avec les trois pays à la fois que le traité était conclu. Si l'un des alliés se dégageait des liens que la convention établissait, l'association ne pouvait plus subsister entre les autres, car les conditions en étaient changées. Lorsque Rome se déclarait neutre, la Roumanie était autorisée par ce fait même à en faire autant ; lorsque Rome dénonçait le traité d'alliance, la Roumanie n'était plus, par le fait même, l'alliée de Vienne et de Berlin.

La situation était d'ailleurs tellement claire pour les empires centraux qu'ils eurent recours, dans les derniers jours qui précédèrent la guerre, à une étrange démonstration, dont leurs amis, les Bulgares, se firent l'instrument. Les postes-frontières roumains du côté de la Dobroudja commencèrent à être systématiquement attaqués par des soldats bulgares. Les coups de fusil isolés devinrent peu à peu plus nourris, des unités sur pied de guerre furent envoyées à la frontière, et une vraie bataille se livra pendant quelques jours. Le gouvernement de Sofia fit ensuite cesser le feu, pour les mêmes mystérieuses raisons qui l'avaient déterminé à le faire commencer. Le tout finit par des excuses et des protestations d'amitié. Quel avait été le mobile, et quel devait être le but de cette démonstration? Voulait-on à Berlin intimider la Roumanie, en lui montrant combien peu sûre était sa frontière méridionale? Voulait-on lui laisser entendre que, pour vivre en paix avec les Bulgares, elle devait rester soumise aux injonctions des empires centraux? Ou tout simplement pensait-on obliger la Roumanie à concentrer des troupes à la frontière bulgare, pour laisser les mains libres aux agresseurs plus au Nord?

Le mystère n'est pas encore éclairci ; mais ces événements de la dernière heure sont importants à connaître, pour bien comprendre l'état de l'esprit public. De tous côtés les dangers menaçaient le pays, qui se voyait seul au milieu de la tourmente, obligé de prendre une décision de laquelle allait dépendre son existence.

Le roi réunit ses conseillers au palais de Sinaïa, dans les premiers jours d'août 1914, pour examiner la situation et établir une ligne de conduite. Take Jonesco et Filipesco y étaient, avec Carp et Marghiloman, ainsi que tous les membres du cabinet Bratiano. Le roi présenta dès le début, paraît-il, le texte du traité d'alliance, et déclara que, selon lui, le pays était obligé de l'exécuter. Il pensait qu'on ne pouvait pas, en ces circonstances, refuser de faire honneur à sa signature. De tous les hommes politiques siégeant au conseil, Pierre Carp seul se rangea à l'avis du roi. C'était pour lui une conviction profonde que le danger pour la Roumanie venait toujours de l'Est. Il ne voulait pas voir que cette fois le tsar était l'allié de la France et de l'Angleterre, et que la vraie menace était du côté des agresseurs de la Serbie. Il avait d'ailleurs été le négociateur du traité qu'on invoquait aujour-

d'hui ; pouvait-il en reconnaître la nullité juridique et l'esprit anti-national ? Les autres invoquèrent avec éloquence ces motifs d'écarter le traité; ils montrèrent le danger de s'aventurer dans la bataille des grands peuples, où. vainqueur ou vaincu, on serait fatalement écrasé ; ils formulèrent contre l'Allemagne l'acte d'accusation que le monde a depuis ratifié; ils exprimèrent l'espoir que, si les circonstances permettaient à la Roumanie d'intervenir, c'était vers les Carpathes qu'elle devait diriger ses fils en armes. Le gouvernement, formé par le parti qui faisait de son nationalisme un de ses plus beaux titres, et qui héritait des grands libéraux, fondateurs du royaume, se rangea complètement à cet avis. Une conclusion se dégageait donc, ralliant la majorité du conseil : on ne pouvait pas verser le sang roumain pour la cause de François-Joseph et de Guillaume. Tant mieux si une catastrophe les menaçait ; les forces de la Roumanie devaient recevoir un meilleur emploi. Le roi dut reconnaître la force de ces arguments. Il se vit obligé de constater la faillite de sa politique et renonça à imposer ses vues. La guerre provoquée par les empires centraux ne lui était pas sympathique. Il discernait avec sa clair-

voyance habituelle le conflit aigu qui se faisait jour, entre son pays d'adoption et son pays d'origine; il en ressentit une profonde douleur.

Pendant que le Conseil délibérait à Sinaïa, une grande agitation régnait à Bucarest. Une foule énorme était accourue aux nouvelles, et attendait encore vers minuit le résultat de cette journée historique. Chacun pensait que ce moment décidait peut-être de ses intérêts, de ses affections, de sa vie; le lendemain, le pays serait peut-être envahi, et il faudrait partir en guerre pour une cause que l'on haïssait; les dépèches Wolff annonçaient les premiers succès allemands, ainsi que les malheurs qui frappaient la France : la révolution maitresse de Paris, le Président assassiné, la grève générale paralysant la défense du pays. Au milieu du bruit de la foule, de la confusion des hommes et des idées, chacun apercevait deux images qui semblaient lui dicter un ordre : d'abord, ses frères; — un peu plus loin, la France. Les accords de la Marseillaise dominaient de temps en temps les bruits de la rue. Était-ce le triomphe de la justice que cette lourde nuit d'angoisse allait apporter?

On peut difficilement concevoir le désarroi du public en cette journée. La France, qui fut attaquée, n'eut pas à délibérer : il fallait courir à la frontière et arrêter l'envahisseur. Mais la Roumanie n'était pas dans ce cas ; c'est d'elle seule que dépendait la paix ménageant l'avenir, ou la guerre à côté de ses ennemis. Chacun, en soi, avait choisi le premier parti ; mais il sentait bien que la décision ne dépendait pas de lui. L'opinion publique avait peu de prise sur le monde officiel ; tous les moyens de s'imposer lui manquaient. Elle était à la discrétion d'une résolution qui pouvait ne pas s'inspirer d'elle. En ce moment même, l'état de siège pouvait être proclamé ; demain, la frontière pouvait être ouverte aux troupes impériales, et la Roumanie devenir le théâtre d'une gigantesque bataille. Les hommes politiques assemblés à Sinaïa trouveraient-ils dans leur patriotisme le pouvoir d'éviter ce malheur ?

Un immense cri de joie et de soulagement salua donc la décision du Conseil de la Couronne. A part Pierre Carp, il n'y eut sans doute aucun Roumain pour la désapprouver. On comprit partout que l'avenir de la race roumaine venait d'être sauvé. Une courte note officielle annon-

çait que la Roumanie ne se croyait pas obligée à participer à la guerre, et que par conséquent la mobilisation générale ne serait pas ordonnée. Quelques troupes furent seulement envoyées pour renforcer la garde du côté de l'Autriche. Mais aucune déclaration officielle de neutralité ne fut faite. On baptisa cette attitude : « l'expectative armée. » Pour ceux qui ne voulaient pas fermer les yeux, ces deux mesures avaient un sens plus profond : elles constituaient le premier acte de la préparation à une guerre contre l'Autriche-Hongrie.

C'était un acte de courage, si on se rappelle la situation militaire des premiers jours de la guerre : c'était un acte téméraire, lorsqu'on pense aux prévisions que tout le monde faisait à cette époque. Quand la formidable machine de guerre allemande fonctionnait à plein rendement, quand les canons allemands détruisaient les meilleures forteresses, y eut-il beaucoup de gens pour mettre en doute la victoire du kaiser ? Rien de ce qui se passait, sauf le magnifique élan de la mobilisation française, ne présageait la Marne et l'arrêt de l'invasion. Ce furent donc d'autres motifs que le calcul de la peur qui dictèrent l'attitude de la Roumanie ; si

elle avait voulu écouter la prudence seule, elle aurait passé alors dans le camp de l'Allemagne. Mais elle sentait l'heure venue de prendre ses responsabilités ; elle risquait beaucoup, pour réserver l'avenir. Si les empires centraux avaient vaincu, dans cette guerre courte que tout le monde voyait alors, croit-on qu'ils ne se seraient pas vengés de la neutralité roumaine ? A leur point de vue, c'était une action condamnable que de briser un lien qui étouffait l'avenir du pays ; l'attitude de la Roumanie bouleversait trop leurs plans pour qu'ils la laissassent sans punition. Une fois maîtres de l'Europe, quand rien ne leur aurait résisté, ce ne sont pas leurs scrupules qui les auraient empêchés de détruire encore un petit État. Celui-ci était toléré jusque-là parce qu'il pouvait être utile aux projets allemands ; une fois le contraire prouvé, son sort était tout indiqué : il devait perdre pour toujours sa liberté.

La neutralité roumaine profitait trop à l'Entente pour ne pas attirer sur le pays la vengance allemande. Elle soulageait, dès le début, les armées russes. Celles-ci n'avaient plus à craindre cette dangereuse attaque par la Bessarabie, qui devait livrer à l'ennemi le point le plus vulné-

rable du grand empire. La Roumanie ne lançait plus ses 500 000 hommes, mobilisés en trois jours, contre les armées du tsar ; elle n'ouvrait plus ses frontières aux troupes autrichiennes, qui auraient dû concourir à une attaque sur le Prouth ; les forces russes restaient libres de se porter à l'attaque de la Galicie, où elles devaient bientôt obtenir d'importants succès. En revanche, les plans de l'état-major austro-allemand étaient bouleversés, des effectifs sur lesquels ils avaient compté manquaient, des chemins d'invasion extrêmement favorables devenaient impraticables. L'Allemagne devait faire un plus grand appoint de forces sur le front oriental, et ces régiments allaient lui manquer pour submerger la France. Tout s'enchaîne à la guerre ; combien de petites causes contribuent au gain d'une grande bataille, et qui pourrait dire laquelle d'entre elles a été décisive ? La Roumanie, préservée de l'invasion et systématiquement organisée, aurait pu fournir un million de soldats ; c'était donc une grande force militaire qu'elle retirait, par sa neutralité, aux ennemis de la France.

Elle les privait en même temps d'un grand avantage économique, dont plus tard les Alle-

mands devaient ressentir tout le poids, et les auteurs du blocus tous les bénéfices. Personne n'ignore plus à présent les grandes richesses de la Roumanie, et notamment les deux principales, si importantes pour la guerre : le blé et le pétrole. Les empires centraux n'en avaient pas assez; sans certaines négligences et certaines fautes assez connues, cette pénurie aurait peut-être déjà entraîné leur perte, et à cette perte, la Roumanie contribuait par sa neutralité. Son attitude, par contre-coup, ouvrait aux Alliés le marché de céréales et de naphte roumains ; il ne dépendait que d'eux, en profitant de la bonne volonté du gouvernement, de l'utiliser pour le mieux. On verra dans la suite de ces pages qu'on ne s'efforça guère de le faire.

En plus de ces avantages immédiats, l'attitude réservée de la Roumanie laissait à l'Entente un grand espoir : celui d'attirer vers elle, par une politique habile, un État qui ne lui cachait pas ses sympathies. La possibilité de cette action fut visible dès le premier jour, et même les non-initiés comprirent que, si la Roumanie ne se trouvait pas auprès de l'Allemagne dès le début, elle se trouverait fatalement contre elle dans

quelque temps. Ce moment serait plus ou moins proche, ce concours serait plus ou moins efficace, suivant la direction que les diplomates alliés sauraient imprimer aux événements. Il fallait s'attendre que Berlin ne laisserait pas facilement lui échapper l'enjeu, et que la lutte serait acharnée pour l'obtenir. Mais le résultat n'était pas douteux, pour ceux qui connaissaient la situation, telle qu'elle vient d'être esquissée dans les précédents chapitres.

Le monde officiel d'Occident, se rendant compte de la situation difficile dans laquelle la Roumanie se trouvait, se montra très satisfait de son attitude, qui apportait un puissant appui à la cause des alliés. Mais cette attitude inspira au public un certain désappointement, et plus tard même quelque impatience. Une question se pose donc, qu'il faut complètement élucider pour bien comprendre la suite des événements : en août 1914, et les mois suivants, la situation permettait-elle aux Roumains de faire plus pour une cause qui devait être la leur ? Au point de vue politique, il ne sera pas difficile de répondre négativement. On a vu que la guerre européenne avait surpris la Roumanie dans une période de transition assez critique, mais se trouvant en

fait toujours l'alliée des empires centraux. Rien n'était donc préparé pour une action à côté de l'Entente ; celle-ci, pour le moment, ne demandait pas le concours de la Roumanie, et n'avait pas affirmé son intention de libérer les nations opprimées. Il fallait préparer d'abord le terrain pour le changement d'attitude, négocier un accord sur la question nationale et établir les détails d'une action commune. Quand on connaît la lourdeur de l'appareil diplomatique, on comprend quel temps ces discussions demandent. Il est même étonnant que les difficultés aient été assez vite aplanies.

L'aspect militaire de la question était encore moins favorable à une intervention immédiate. A la rigueur, on pouvait conclure une alliance en quelques mois ; mais il était impossible d'organiser une guerre aussi vite. On a vu que rien n'était préparé en Roumanie pour une campagne dans les Carpathes, et on a compris pourquoi. Les problèmes que la lutte contre les empires centraux posait, n'avaient jamais été envisagés. La question de l'armement et de l'équipement, par exemple, pouvait paraître presque insoluble. Guerre de matériel, avait dit tout le monde, quand les Allemands avaient sorti leurs engins

les plus perfectionnés ; guerre d'usure, avait-on répété quelque temps après, quand les troupes du kaiser s'étaient cachées sous terre. Comment la Roumanie aurait-elle pu entrer dans la bataille, sans matériel de réserve, et sans un fonds de résistance que seuls les grands pays possèdent ? C'est l'Allemagne qui lui avait fourni ses canons, ses fusils, ses munitions ; c'est elle qui devait alimenter ses dépôts en cas de guerre. Quel pays aurait-on trouvé pour la remplacer ? Les Alliés subvenaient alors à peine à leurs besoins, et les communications avec eux étaient presque impossibles, depuis la fermeture des Dardanelles. Attaquer sans cartouches le pays de Krupp aurait été une criminelle folie.

D'ailleurs, on peut penser qu'à cette époque le concours militaire roumain aurait été très peu efficace. L'armée roumaine représentait une force importante, mais limitée. Elle n'avait pas derrière elle des réserves comme celles des grands pays. Par conséquent il ne fallait la lancer que lorsqu'elle aurait pu amener une rupture d'équilibre, et non lorsque l'Allemagne avait encore toutes ses disponibilités. En 1914, les troupes du kaiser auraient bien plus facilement envahi la Roumanie, et on peut être cer-

tain que le Sireth ne les auraient pas arrêtées. Pour l'Entente, bénéfice nul, pour l'Allemagne, l'occasion d'un succès facile, voilà le bilan d'une intervention roumaine à cette époque. Il n'y avait que la neutralité qui offrait, pour le moment, le maximum d'avantages pour les amis, et les plus grands inconvénients pour l'adversaire.

La neutralité n'a pourtant jamais signifié pour les Roumains l'indifférence. Si la première était une nécessité politique, la seconde était une impossibilité morale. L'opinion publique avait discerné, dès le premier jour de la guerre, de quel côté était l'agresseur. Elle avait pris avec passion le parti des victimes, et dans nul pays neutre l'invasion de la Belgique, les horreurs de Louvain et le martyre de toute cette admirable population, qui n'avait pas voulu sacrifier son honneur à sa sûreté, ne rencontraient une plus unanime sympathie. Quant aux malheurs de la France, c'est au plus profond de son cœur que la Roumanie les ressentait. On voulait espérer un miracle qui pût empêcher la marche de l'envahisseur, dont on suivait avec angoisse les progrès. Et c'était, contre le kaiser et son chancelier, une haine sans bornes, constamment

renouvelée par leurs bulletins de victoire. Les rares dépêches de Paris, qui venaient de temps en temps détruire quelques-uns des faux bruits lancés par l'agence Wolff, apportaient un peu de réconfort à la douleur générale. Un moment on crut que Charleroi était une victoire, et la joie fut grande de penser la France sauvée. Mais bientôt vinrent les tristes jours de la défaite, avec la marche foudroyante de von Kluck vers Paris, que le gouvernement avait déjà quitté. Ce fut par un beau soir d'automne qu'un journal annonça l'arrivée des Allemands à 60 kilomètres de Paris. Les bruits les plus sinistres couraient de bouche en bouche. On tremblait à l'idée que tant de beautés, tant de richesses, allaient se trouver à la discrétion de gens ne respectant rien au monde. Des souvenirs de jeunesse, des images de la vie d'étudiant, des impressions pleines de cette atmosphère de grâce que Paris seul possède, flottaient en ce moment dans le cœur de chacun. J'ai vu beaucoup de gens pleurer ce soir-là. Un être cher n'était-il pas menacé de mort ? Le monde n'allait-il pas perdre un de ses plus purs joyaux ?

Pendant quelques jours, longs de toute l'impatience d'un peuple, on ne connut plus rien

de la situation militaire. On s'attendait chaque fois, en ouvrant un journal, à trouver la fatale dépêche annonçant que le kronprinz était à Paris. On ne soupçonnait rien de l'immense effort que les Français faisaient pour sauver leur capitale. Et seuls quelques optimistes enragés pensaient encore que tout n'était peut-être pas perdu...

On reçut enfin le bulletin de victoire. Mais il n'émanait pas de Berlin. Ce que les dépêches annonçaient, c'était une victoire française, une victoire de la civilisation. Sur la Marne, les troupes du kaiser avaient trouvé leur première défaite, et Paris était sauvé. La joie fut d'autant plus grande que la nouvelle était inattendue. On en saisit tout de suite l'importance. Elle ne signifiait pas seulement qu'une bataille avait été favorable, mais que la guerre elle-même était gagnée. La formidable machine allemande se voyait obligée à la retraite; la force morale l'avait vaincue. Ceux qui avaient cru qu'une préparation de quarante années rend invincible, s'étaient lourdement trompés. La justice d'une cause pouvait faire des miracles.

La question de l'attitude roumaine se posa alors, dès la fin de 1914, de tout autre façon. Si l'Allemagne ne devait pas être victorieuse du

premier coup, elle ne le serait jamais. Mais, en revanche, la guerre durerait longtemps. Il ne s'agissait donc plus d'un orage de quelques mois, qu'il était prudent de laisser passer. La victoire de l'Entente devait avoir une autre signification. La coalition anti-allemande commençait à donner à son action cette ampleur de vues, cette puissance d'idéal, qui allaient grouper autour d'elle le monde entier, désireux d'affranchissement et de liberté. Elle posait la question d'un remaniement en Europe, où le fort ne devait plus dominer le faible, où la justice, et non les empereurs, devait régner. Une ère nouvelle commençait à la Marne.

La Roumanie avait sa place marquée dans cette entreprise pour le triomphe de la civilisation. Et, à présent, elle trouvait devant elle le temps nécessaire pour préparer son action. Personne ne pouvait plus parler d'une neutralité « définitive ». L'attitude actuelle devenait, par la force même des événements, un état transitoire, d'où on devait sortir, le moment voulu, pour prendre sa part des risques de la lutte et de ses bénéfices.

Le gouvernement, pourtant, se taisait et semblait ne pas prendre part à cette évolution des

esprits. Il avait l'air de vouloir s'en tenir à la décision du Conseil de la Couronne et garder, devant l'un des belligérants comme devant l'autre, la même stricte impartialité. Dans cette immense tempête qui menaçait de tous côtés le pays, il avait un seul devoir : observer, s'informer, être prêt. Il n'avait pas de commentaires à faire, ni d'avis à donner sur ses intentions. Sa tâche était assez lourde pour qu'il ne la compliquât pas lui-même.

Ce fut l'opposition nationaliste, conduite par Take Jonesco et Filipesco, qui commença l'agitation en faveur d'une intervention roumaine. Elle ouvrit la campagne dès l'hiver de 1914, et son action alla en grandissant jusqu'au moment où l'armée passa les Carpathes. Ce fut elle qui s'efforça de faire la préparation morale pour le grand acte qu'elle voyait nécessaire, et son mérite fut remarquable, car elle eut à vaincre un ennemi dangereux. Les Allemands ne s'émurent pas beaucoup, au début, du mouvement interventionniste. Ils n'estimèrent jamais à sa valeur, ces psychologues de cabinet, la puissance des masses qu'un idéal met en mouvement. Ils pensèrent toujours que le gouvernement seul conduisait les peuples, comme chez

eux, et méprisèrent d'abord le mouvement de l'opinion, qui devenait de plus en plus puissant en Roumanie. Mais bientôt ils se rendirent compte que le courant devenait dangereux pour leurs intérêts, et qu'il fallait réagir. Ils envoyèrent donc à Bucarest un ministre *à poigne*, une nuée d'agents louches et beaucoup de millions. C'étaient les seuls arguments qu'ils trouvaient pour soutenir leur cause.

La lutte commença, acharnée, entre nationalistes et agents de l'Allemagne. Les Alliés ne firent rien pour y participer, se fiant à l'énergie de leurs amis et à la justice de leur cause. En Roumanie, la France n'avait besoin de rien dire pour que ses ennemis fussent haïs.

Le mouvement dont les deux partis conservateurs prirent la direction, trouva une approbation unanime dans le public roumain. Il n'était que l'aboutissement logique de toute l'histoire du pays, que le lecteur vient de parcourir brièvement dans les pages précédentes. L'aspiration à l'unité nationale, qui donnait son sens profond à l'existence de l'État roumain, avait toujours été vive, malgré toute l'adversité des temps. Faire appel à elle, c'était avoir cause gagnée d'avance. Quel peuple n'aurait pas res-

senti le même enthousiasme, en pensant que ses frères pouvaient être sauvés par lui ? L'argument des nationalistes fut donc bref et facile à comprendre : cette guerre était l'occasion unique pour entreprendre le grand acte. On voyait bien que l'Autriche-Hongrie ne pourrait pas résister à l'assaut des nationalités revendiquant leur droit de vivre. Si les Roumains ne voulaient pas soutenir par les armes leurs revendications nationales, ils perdaient pour toujours l'espoir de réaliser leur unité. Une nouvelle guerre était peu probable avant longtemps, et certainement les mêmes conditions de succès ne se retrouveraient plus. Les Hongrois auraient le temps, à présent que l'irrédentisme des provinces roumaines ne faisait plus de doute, de les magyariser totalement. Et ils auraient certainement attaqué, bientôt après la paix générale, le petit pays qui les avait menacés sans oser se mesurer avec eux. Entrer en guerre à côté de la France, de la Russie et de l'Angleterre, concluaient les interventionnistes, c'était donc un acte de prudence ; il fallait saisir ce moment pour vaincre un ennemi implacable.

Les intellectuels roumains comprirent immédiatement ce que la situation demandait. Les

étudiants furent les premiers à se ranger du côté des interventionnistes, eux qui avaient toujours fait preuve d'un nationalisme convaincu. Dirigés par quelques-uns de leurs professeurs, ils formèrent les bataillons les plus solides des partisans de l'Entente. Les autres suivirent, et bientôt une conviction profonde se fit dans le public roumain : la question de l'intervention ne fut plus discutée, comme étant hors de doute, tant la volonté nationale s'était prononcée en sa faveur; on ne débattait plus que le choix du moment où il fallait commencer les hostilités. Ce fut alors que l'opposition lança son mot d'ordre : intervention immédiate à côté des alliés : chaque moment de retard est une occasion perdue. La campagne que Take Jonesco et Filipesco conduisaient porta sur ce seul point, et ce fut là-dessus que l'opinion se partagea. Il pouvait sembler que les partisans de l'action immédiate exagéraient quelque peu. Pour le succès même de la cause commune on devait éviter les mouvements précipités. Il fallait d'abord tout préparer, et ensuite saisir le moment favorable. Une fausse entrée pouvait tout perdre, comme on l'a malheureusement vu plus tard. Le chemin une fois indiqué, le sentiment devait se

taire, et laisser la raison apprécier froidement les circonstances dans lesquelles l'action pouvait se déclencher. L'histoire reprochera peut-être aux dirigeants du mouvement nationaliste de n'avoir pas su écarter l'impatience et tempérer l'enthousiasme soulevé par une guerre contre l'Autriche. Ils prirent tous exemple sur Nicolas Filipesco, dont l'ardent patriotisme ne voulait pas connaître d'obstacle et qui, tout en ayant les qualités d'un entraîneur de foules, n'a jamais possédé celles d'un habile diplomate. Dans leurs réunions publiques, qu'aucune salle de Bucarest ne suffisait à contenir, les interventionnistes réclamaient la mobilisation immédiate, et leurs manifestations imposantes cherchaient à obtenir du gouvernement une entrée en guerre sans délai. Chaque avance des Russes leur servait de prétexte pour exiger la participation de la Roumanie à l'action commune ; à les entendre, le gouvernement perdait toutes les occasions, et laisserait les Russes arriver seuls à Budapesth. Dans l'imagination de ces impatients, la paix pouvait se faire d'un instant à l'autre, et la Transylvanie resterait sous le joug hongrois, ou passerait sous un autre. Ces exagérations ne pouvaient pas rendre service à la politique prudente

de Jean Bratiano ; aussi, la rupture ne tarda-t-elle pas à se faire entre le parti au pouvoir et les groupements d'opposition. L'action nationaliste passa ainsi à une autre phase, celle des attaques contre la politique du cabinet libéral. Ce fut toujours Filipesco qui donna le signal de l'offensive, en contestant le patriotisme et la conscience des hommes alors au pouvoir. Un journal, qui menait la campagne nationaliste de front avec une autre visant personnellement le premier ministre, soutint de toutes ses forces cette nouvelle politique. Il y eut là un grand danger pour la cause nationale : dans cette fissure entre les deux grands partis, qui auraient dû former un bloc inébranlable, la propagande allemande pouvait se glisser pour détruire l'unanimité du pays.

Il y avait pour le parti interventionniste une autre mission bien plus importante que celle d'attaquer le gouvernement : c'était de faire pénétrer le plus profondément possible, dans les masses populaires, l'idée de l'union nationale ; c'était de compléter l'éducation politique de ces masses, à la ville comme à la campagne, et de maintenir leur moral à la hauteur qu'une tâche si difficile allait exiger. Toutes les forces du parti devaient être consacrées à cette œuvre

de préparation, pour rendre pleinement consciente pour tous l'idée qu'il soutenait. Les conditions de l'intervention, aussi bien que les résultats à poursuivre, devaient être étudiés en détail. Pour mériter vraiment son rôle de directeur d'une nation, ce parti devait montrer plus de sagesse que d'impatience. C'était là l'idée que beaucoup de Roumains exprimaient, dans le courant de l'année 1915, quand ils se rendaient compte que la fin de la neutralité était exigée avec trop de légèreté.

L'impétuosité même de l'action interventionniste rendait plus facile la propagande allemande, que le gouvernement de Berlin, sentant la Roumanie lui échapper, avait commencé à organiser à grand renfort d'argent. Car elle n'avait pas de difficulté à démontrer que le moment n'était pas favorable à une intervention roumaine et à obscurcir quelque peu le prestige des grands chefs nationalistes. Et ensuite elle passait habilement à ce qui lui tenait le plus à cœur : elle essayait de prouver que jamais une attaque contre les empires centraux ne serait profitable à la Roumanie. Les agents allemands avaient pour cela un argument tout trouvé, qui, à force d'être répété

depuis quarante ans, était devenu presque un axiome. Le tsarisme russe, à les entendre, était le seul ennemi dangereux pour les Roumains, qu'il devait tôt ou tard conquérir et absorber dans sa marche vers Constantinople, où la voix de Pierre-le-Grand appelait ses successeurs. Il n'y avait de secours possible que du côté de l'Allemagne et de l'Autriche ; n'était-il pas criminel de vouloir attaquer ses protecteurs naturels ? Pris dans une masse de Slaves, Russes d'un côté, Serbes et Bulgares d'un autre, les Roumains ne pouvaient résister aux assauts du panslavisme qu'en se pliant aux exigences du pangermanisme. Pour échapper à un hypothétique danger, ils devaient s'allier à leurs bourreaux.

C'était bien peu pour combattre l'idée nationaliste. Aussi, les agents allemands s'empressèrent-ils d'agiter d'autres arguments plus frappants, pour agrandir la défiance contre les Russes. Ils commencèrent alors à discuter la question des Détroits, qui à un moment donné impressionna vivement le public roumain. Des trois voies qui s'ouvrent à la Roumanie pour exporter ses richesses, deux seulement étaient praticables avant la guerre : celle conduisant vers

l'Occident par l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, voie de terre, et celle par le Danube, la mer Noire et les Dardanelles, voie de mer. La troisième, qui, en traversant la Serbie, aurait abouti à l'Adriatique, était encore à l'état de projet assez vague. A supposer donc que, pour un motif ou un autre, les Détroits vinssent à être fermés à la navigation commerciale, toute l'exportation de la Roumanie, tous ses moyens d'approvisionnement, restaient à la discrétion des Hongrois. Ceux-ci pouvaient ruiner le pays, comme ils l'avaient déjà fait de la Serbie. Sa sécurité économique exigeait donc la possession des bouches du Danube et le passage des Dardanelles pour les bateaux de toutes les puissances. A l'instant où les Allemands posaient la question, on ressentait plus vivement que jamais le besoin absolu de cette liberté : le pays regorgeait de blé, et il devait le vendre aux Allemands en subissant leurs conditions, parce qu'ils étaient les seuls clients possibles, depuis que leurs amis les Jeunes-Turcs gardaient le passage de la Méditerranée. La statistique montrait que, même avant l'entrée en guerre de la Turquie, la navigation avait subi le contre-coup des troubles balkaniques, puisque le nombre

des bateaux sortis du Danube était de 1 532, d'un tonnage total de 2 710 680, en 1911, et avait graduellement diminué jusqu'à 681 bateaux, d'un tonnage de 1 356 090, en 1914. Or, disaient les Allemands, l'installation de la Russie à Constantinople signifierait pour elle la possibilité d'empêcher à n'importe quel moment le passage des navires pour la Roumanie, qui se trouverait ainsi complètement à sa discrétion. Il fallait parer à ce danger et, pour cela, collaborer à la victoire des empires centraux.

Il n'était pas possible de tirer de prémisses plus justes une conclusion plus tendancieuse. Personne ne pouvait contester le grand intérêt que la Roumanie avait à voir assurée pour toujours la liberté de passage par les Détroits. Mais était-ce la Russie qui s'y opposait, et les empires centraux qui la facilitaient ? A cette époque, comme aujourd'hui, c'étaient les Turcs, travaillant pour le roi de Prusse, qui empêchaient la navigation. Et il était évident que l'établissement des Austro-Allemands à Constantinople constituait le grand danger pour la Roumanie, car alors ses deux grandes voies de communication auraient un seul maître, et elle se trouverait à sa merci. Si l'Autriche-Hongrie,

pouvant fermer ses frontières quand elle voulait, disposait aussi de la clef de la mer Noire, par l'intermédiaire de ses compères turcs ou allemands, elle aurait à sa discrétion toute la vie économique du pays danubien.

Dans ces circonstances, l'intérêt roumain demandait l'expulsion des Turcs de Constantinople : mieux valait qu'elle devînt russe, si elle ne pouvait pas être internationalisée, que de rester au Sultan, représentant de Guillaume. L'antagonisme austro-russe étant presque fatal, dans l'avenir comme dans le passé, et la Roumanie, on l'a vu, devant se trouver nécessairement avec l'un ou avec l'autre, il était avantageux pour elle que ses deux issues sur l'Occident appartinssent à deux maîtres différents. Elle était toujours sûre, de cette façon, de pouvoir se réserver, par une politique habile, au moins une de ces issues. Quel profit aurait d'ailleurs eu la Russie, en temps de paix, d'empêcher les communications avec le Danube ? Elle aurait provoqué des conflits inutiles avec toutes les puissances ayant des navires trafiquant dans ces régions. Et il fallait remarquer aussi que, maîtresse incontestable de la mer Noire, elle pouvait à chaque instant bloquer

les bouches du fleuve roumain, et empêcher toute communication maritime, sans avoir besoin de s'installer à Constantinople.

Cet argument de la propagande allemande tomba donc devant les objections qu'on lui opposa, surtout depuis que l'on soupçonna les arrangements conclus entre Bucarest et Pétrograd pour trancher ces difficultés. Mais les agents du kaiser avaient encore un autre motif de discorde à agiter, et ils ne s'en privèrent pas. C'était la question de la Bessarabie, perdue en 1878 dans les circonstances connues, qu'on invoquait comme preuve des ambitions tsaristes en Orient. On montrait d'un côté combien peu sûr était un allié qui usait d'un pareil procédé envers ses compagnons d'armes, et de l'autre on essayait de faire croire le moment venu de reprendre ce qui avait été roumain. Les Allemands voulaient faire ainsi de la Bessarabie un bouclier pour les grands territoires revendiqués outre-Carpathes. Mais ils ne réussirent pas à fausser l'instinct national, qui sentait sa véritable voie. Pas un instant, la Roumanie ne songea à attaquer les Russes ; d'ailleurs, à côté du tsar, n'y avait-il pas la France et la civilisation ?

Voyant qu'intrigues et insinuations ne produisaient pas le résultat voulu, les gens à la solde de von dem Bussche firent jouer la grosse caisse. Toute discussion était inutile. La question de l'intervention roumaine n'allait pas être décidée par les diplomates, mais par les militaires. L'Allemagne était déjà partout victorieuse, elle le serait jusqu'à la fin. Et, lors du règlement des comptes, ceux qui l'auraient inquiétée par leur attitude, ou gênée par une neutralité par trop loyale, sentiraient lourdement le poids de sa vengeance. On passait ainsi de la ruse aux menaces ; voyant l'impuissance du sophisme, on voulait le remplacer par la peur. Et, dans l'emploi de l'un comme de l'autre, les Allemands se montraient les mauvais psychologues que l'on connaît. Voyant la fin de la neutralité approcher, leur action glissa de plus en plus sur la pente du terrorisme. S'inspirant des procédés de leurs compères bulgares, ils essayèrent de jouer du revolver et de la bombe ; un attentat à la dynamite contre les principaux chefs nationalistes fut bien près de réussir. Et les barbares attaques aériennes contre les villes roumaines sans défense, immédiatement après l'entrée en guerre de la Roumanie, ne furent

que les derniers essais d'une propagande qui n'avait pas réussi à démoraliser un peuple.

Cet échec lamentable ne fut certainement pas dû à une insuffisance de moyens. Le ministre allemand payait royalement tous ceux qui voulaient se vendre. Il récolta ainsi un état-major de politiciens de bas étage, de journalistes faméliques, d'écrivains sans conscience prêts à tout renier et à tout salir, pour un pourboire de quelques louis. Et les patriotes écœurés assistèrent alors à des conversions scandaleuses, à des changements subits et inexplicables, à des apparitions et disparitions de journaux dont les directeurs dépensaient une fortune, à toutes les manifestations d'une corruption inouïe. Des virtuoses de l'attaque personnelle furent enrôlés pour couvrir d'injures les chefs du mouvement national, que la source même et la forme de cette campagne élevaient encore plus haut sur leur piédestal. On essaya de provoquer des rixes et des troubles dans les rues, que le gouvernement réprima avec une fermeté inflexible. Rien ne fut épargné pour réussir, et les fausses nouvelles inondèrent chaque jour plus abondamment les colonnes des journaux.

Mais ces manœuvres irritèrent le public au lieu

de le convaincre. Les rédactions des journaux allemands furent souvent attaquées, et la police dut les garder contre la colère populaire. Leurs exemplaires furent brûlés dans la rue, et une fois un camion entier, chargé de numéros pour les Roumains de Transylvanie, disparut sans laisser de traces. Les manifestations contre l'Allemagne devinrent encore plus violentes. Quelques entrepreneurs de cinéma essayèrent de montrer les succès des armées du kaiser, mais le film dut être retiré sous les huées des spectateurs, qui acclamaient avec enthousiasme les soldats français.

L'action sur les masses ne réussissait pas aux Allemands. Allaient-ils être plus heureux dans celle qu'ils exerçaient, parallèlement, sur le gouvernement? Ici, les moyens étaient autres, mais les arguments semblables. C'est le palais surtout qu'on voulait gagner, même au risque d'une rupture entre celui-ci et le peuple. Les informations tendancieuses, les intrigues, les pressions de toute nature furent employées pour tromper les dirigeants roumains. Et l'espionnage battait son plein. L'Allemagne alla, paraît-il, jusqu'à essayer une manœuvre semblable à celle tentée en Italie. Elle laissa entendre que l'Autriche

serait disposée à céder à la Roumanie, si celle-ci gardait une neutralité « bienveillante », une partie de la Bukovine, et à accorder certains avantages aux Roumains de Transylvanie : de plus, si la Roumanie intervenait à ses côtés, elle pourrait obtenir les Portes-de-Fer et toute la Bessarabie. On ne peut pas contrôler en ce moment si ces propositions furent réellement faites, mais un pareil moyen est trop habituel à la diplomatie prussienne pour que nous ne le considérions pas comme plausible. C'était pourtant une naïveté de croire que, par l'abandon d'un morceau de la Bukovine, l'Autriche pourrait acheter toutes les autres terres roumaines. Le problème roumain, comme le problème italien, ne pouvait se résoudre que les armes à la main.

Il n'y avait qu'un seul Roumain qui ne partageait pas ces vues. Pierre Carp formait, à lui seul, tout le parti germanophile, dont la composition, on le voit, n'a pas été très dangereuse pour les nationalistes. Le vieil homme d'État n'avait jamais été populaire : il méprisait les masses, qui lui rendaient indifférence pour mépris. Issu d'une ancienne famille de boyards, élevé en Allemagne dans les idées des hobereaux prus-

siens, il n'avait jamais pu s'entendre avec les Roumains ses compatriotes. Poussant jusqu'à l'excentricité la franchise et l'honnêteté, il se trouvait dépaysé dans les milieux politiques de Bucarest, plutôt opportunistes, en tout cas peu habitués à une discipline trop rigide. Ayant toujours ce courage de ses opinions qu'on appelle entêtement quand il dépasse certaines limites. Carp avait essayé de jouer un rôle à la Bismarck qui ne lui a jamais réussi. Il a dû chaque fois quitter le pouvoir sous la menace d'une révolution. Et il avait fini par amuser un public qui écoutait ses boutades, respectait son caractère, mais le trouvait trop arriéré dans son réactionnarisme pour la Roumanie du xx[e] siècle. Son parti avait fini par l'abandonner complètement.

Tel est l'homme qui se fit, dès les premiers jours de la guerre, le champion des puissances centrales contre l'irrédentisme roumain. Il réclama dans le Conseil de la Couronne l'intervention immédiate à côté de l'Allemagne, et n'abandonna jamais cette idée, même après août 1916. C'était pour lui une conviction profonde que, dans cette direction seulement la Roumanie pouvait trouver la victoire, avec sa gloire et ses bénéfices. Un réactionnaire comme lui ne pouvait pas croire

à une guerre gagnée par la démocratie; un homme élevé en Allemagne, et imbu de ses idées, ne pouvait pas admettre une défaite du militarisme prussien. La force allemande était pour lui l'argument suprême. « Si vous croyez pouvoir conquérir la Transylvanie et la Bukovine, disait-il, eh bien, conquérez-les ». D'après lui, c'était une folie que d'y penser seulement. En revanche, du côté de l'Est, tout espoir était permis. La Russie voulait annexer la Roumanie entière, pour s'approcher de Constantinople, racontait-il à tous les journalistes qui le faisaient causer; il fallait reprendre la Bessarabie, pour que le morceau devienne plus gros à avaler pour le tsar. On s'arrangerait ensuite plus facilement avec les Hongrois. Il alla, dans sa haine des Russes, jusqu'à dire aux membres du dernier Conseil de la Couronne : « Vous allez attaquer l'Allemagne, vous serez battus, et c'est à moi que vous ferez appel pour qu'au printemps je vienne, avec une armée allemande, vous délivrer des Russes ». La plus grande chance pour la Roumanie, à ses yeux, était une défaite totale, qui la ferait sortir pour toujours de la sphère d'influence moscovite. C'est un homme qui pousse ses convictions jusqu'au fanatisme.

Ainsi posée avec franchise, la thèse germanophile n'était pas dangereuse. Ses lacunes, ses partis-pris se montraient en plein jour. Elle ne faisait que mieux éclairer la nation sur ses véritables intérêts. D'ailleurs, Carp ne chercha pas à récolter des partisans, et resta à l'écart de toutes les louches manœuvres des agents allemands. Il ne se souciait pas de la volonté du peuple ; si le roi l'appelait au gouvernement, il se faisait fort, avec l'état de siège et les cours martiales, de dominer le pays et de le mettre au service du kaiser. Heureusement, il était seul de son avis.

Les autres adversaires de l'Entente n'avaient pas l'envergure de Pierre Carp, mais étaient beaucoup plus dangereux. On ne peut pas dire qu'ils formaient un parti germanophile, dans le vrai sens du mot. Eux-mêmes n'avouaient pas l'être, et leurs paroles étaient trop obscures pour qu'on pût pénétrer leur pensée. Ils s'opposaient aux nationalistes de Filipesco en ce que, disaient-ils, eux seuls défendaient les vrais intérêts des Roumains. Observés impartialement, on ne leur trouvait qu'un programme, l'opportunisme, et qu'une tactique, l'équivoque. Jamais leur porte-parole, l'ancien chef des conservateurs, Marghiloman, ne soutint ouvertement l'alliance avec les

empires centraux. Jamais il ne proclama la nécessité d'une entrée immédiate en guerre contre la Russie. Mais après chaque victoire de Hindenburg, les insinuations contre l'Entente devenaient plus vives dans ses journaux, et plus visible l'essai de mettre la Bessarabie avant les provinces transylvaines. Cependant, quand on demandait aux dirigeants de ce parti s'ils croyaient le moment venu d'attaquer les Russes, ils se dérobaient et évitaient de s'engager. Ils n'excluaient même pas une intervention à côté de l'Entente, si par hasard le vent tournait de ce côté. Mais il était visible que le kaiser gardait leurs préférences, comme celui dont les armées avançaient continuellement.

Cette attitude d'opportunisme et d'ambiguïté était difficile à garder devant les attaques impétueuses des interventionnistes. Aussi subit-elle des oscillations bien curieuses. et sa vraie physionomie est très difficile à dégager. Ce fut d'abord une politique d'expectative, correspondant, en la forme, à celle que le Conseil de la Couronne avait décidée. La bataille de la Marne et la résistance sur l'Yser faisaient douter de la victoire allemande. D'un autre côté, Filipesco n'avait pas commencé sa propagande nationa-

liste, et Marghiloman n'était pas encore dans l'obligation de choisir entre les deux attitudes : le suivre ou le combattre. Mais, dès que les premiers revers russes s'accentuèrent, la neutralité devait être désormais, d'après les partisans de Marghiloman, plus bienveillante pour les vainqueurs, plus tolérante pour leurs intérêts, plus accommodante pour leurs besoins. L'opposition avec le parti Filipesco-Jonesco commençait ; la rivalité personnelle était pour beaucoup dans la nouvelle attitude.

Ce fut alors que commencèrent, plus fréquentes, les relations de Marghiloman avec les ministres allemand et autrichien à Bucarest. Ce fut alors que ses agents électoraux commencèrent à avoir des accointances suspectes avec les journaux allemands, et que la propagande germanophile multiplia ses tentatives de démoralisation. Les attaques contre les chefs nationalistes allèrent de pair avec les attaques contre l'Entente ; mais on ne demanda jamais ouvertement une action militaire à côté des Allemands. Un pareil aveu était jugé trop dangereux, et peut-être dépassait-il les idées du chef. Sa politique fut seulement une germanophilie négative, si on tient à tout prix à lui garder une qualification.

L'amour de l'Allemagne restait platonique ; peut-être même n'existait-il pas, et le tout se réduisait-il à une ambition personnelle, qui poussait Marghiloman à s'opposer aux interventionnistes, pour se distinguer d'eux. La vérité, quand on analyse les actions humaines, ne se trouve pas souvent sur les sommets de l'idéal, mais bien plus fréquemment dans les bas-fonds des passions égoïstes.

Dans ses conversations comme dans ses discours, Marghiloman ne cessait de soutenir que la Roumanie devait rester neutre, mais il n'excluait pas la possibilité d'une intervention, si l'occasion semblait favorable. Cela explique son attitude après la déclaration de guerre à l'Autriche. Il devint tout à coup, comme il l'a dit lui-même, « de partisan de la paix, partisan de la guerre... jusqu'au bout », et il n'exprima « qu'un désir : la victoire finale ». Ce qui l'empêcha d'entrer dans un gouvernement de coalition, ce fut probablement l'opposition des chefs nationalistes, qui, au plus fort de leurs discussions avec lui, l'avaient déclaré « traître », en prenant l'engagement de ne jamais accepter sa collaboration.

Mais, lorsqu'il vit le malheur s'abattre sur la Roumanie et l'envahisseur victorieux fouler le

sol de sa patrie, il changea, paraît-il, encore une fois. Il resta à Bucarest pour prendre la protection de la population. Depuis un an, quelle attitude a-t-il? Il peut jouer le rôle le plus odieux, de même qu'il peut jouer le plus noble. L'avenir nous apprendra quel a été son choix. Et c'est seulement alors que nous pourrons voir clair dans son attitude durant la neutralité.

Entre ces deux partis acharnés l'un contre l'autre, celui des interventionnistes intransigeants et celui des opportunistes teintés de germanophilie, la situation du gouvernement Bratiano était fort difficile. De tous ces gens qui discutaient, criaient, décidaient du sort de leur pays et de celui du monde, aucun n'avait de responsabilité. Et ceux qui avaient les responsabilités ne pouvaient pas donner la moindre indication sur leurs idées ou leurs projets. Ils ne pouvaient pas désapprouver les exagérations des nationalistes, sans que la presse allemande, en triomphant bruyamment, ne les rendît suspects aux puissances alliées. Ils ne pouvaient pas montrer leur sympathie pour les Roumains opprimés, sans que le comte Czernin demandât des explications. S'ils faisaient, en échange d'un grand avantage, quelque concession aux empires cen-

traux, les journaux nationalistes criaient à la trahison. Et s'ils accordaient quelque faveur à l'Entente, ils se voyaient vite accusés par l'autre parti. La défiance du public devenait toujours plus grande, et le gouvernement ne pouvait rien dire pour la dissiper.

La situation était grave, non seulement pour les hommes au pouvoir, mais pour le pays lui-même. La neutralité, avec la guerre aux frontières, a des dangers qu'on ne s'imagine pas, surtout quand l'un des belligérants est allemand, c'est-à-dire exigeant et sans aucune délicatesse. Le moment n'était pas venu pour une intervention roumaine ; diplomatiquement comme militairement, rien n'était encore prêt. Il fallait donc attendre, cacher ses intentions, et ne pas devenir trop suspect aux voisins de l'Ouest, qui auraient tout de suite saisi le prétexte pour attaquer. Avec leur système de tout trancher par la force, ces derniers auraient certainement pris les devants, s'ils avaient été certains de ne pas pouvoir maintenir la neutralité roumaine jusqu'à la fin. C'était donc, pour le gouvernement de Bucarest, une mesure de prudence élémentaire que de ne pas donner l'éveil sur ses véritables intentions. Un excès de circonspection valait

mieux qu'une parole imprudente. Certes, on aurait aimé que les membres du gouvernement, ou les représentants de marque du parti libéral, prissent en mains la conduite de l'opinion publique en montrant le but et les moyens de l'atteindre, en calmant les impatiences et en écartant des préventions injustifiées. Ils auraient préféré, eux aussi, cette action au silence, qui devait leur peser lourdement. Mais le danger était trop visible, et ils ont mieux fait de travailler en se taisant.

Plus les accusations de l'opposition étaient graves, plus le mérite était grand de ne pas répondre. Les nationalistes accusaient le chef du gouvernement d'indécision, de tergiversations sans fin, d'une incompréhension totale de la situation. A les entendre, il ne savait que faire et perdait un temps précieux en stériles discussions. La victoire des alliés pouvait venir d'un jour à l'autre, et elle trouverait la Roumanie dans une neutralité sans gloire ! Pourtant, pour qui voulait voir, beaucoup d'indices montraient le mal fondé de ces reproches.

Il est difficile de préciser en ce moment quelles furent, dès la première phase de la crise européenne, les idées de Jean Bratiano. Aperçut-il

tout de suite la marche des événements, ou son plan ne se forma-t-il que peu à peu, à mesure que les circonstances politiques se dégagèrent plus clairement? Mon impression fut, dès le début, qu'il se rendait compte des possibilités que la guerre ouvrait pour la Roumanie, et qu'il entendait se trouver prêt à saisir l'occasion favorable.

Autant qu'on peut prévoir les actions d'un homme d'après ce qu'on connait de son caractère et de son passé, on pouvait dire qu'un jour Bratiano dirigerait l'action contre l'Autriche pour l'unité nationale. Il était poussé dans cette voie par les traditions de sa famille et par celles de son parti. Jean Bratiano le père avait été l'un des principaux artisans de la Roumanie unie et indépendante ; jamais le danger n'avait fait fléchir son patriotisme, et les difficultés plier sa volonté. Il avait su faire du parti libéral un puissant organisme politique, le plus discipliné et le plus stable, celui qui avait toujours eu l'attitude la plus ferme dans les questions nationales Le fils pouvait-il avoir une plus noble ambition que de continuer l'œuvre du père, en lui donnant sa conclusion logique : la Roumanie complète? Le péril pouvait être, au con-

traire, que cette ambition le conduisît à une action précipitée et hasardeuse. Loin de critiquer sa circonspection, il fallait approuver sa prudence. Et on aurait eu besoin d'indices bien précis pour douter de sa volonté et de son patriotisme, comme l'opposition affectait de le faire.

Ces indices, au contraire, montraient un plan d'action très réfléchi, si on prenait la peine de les analyser attentivement. C'était d'abord cet étrange état de neutralité sans déclaration, qui avait suivi le Conseil de la Couronne, en septembre 1914. En ne prenant pas l'engagement de rester neutre, le gouvernement laissait supposer qu'il n'excluait pas définitivement son intervention. Contre qui pensait-il intervenir ? Peut-être me trompé-je, mais je suppose que Bratiano regardait de préférence vers les Carpathes. La suite des événements le prouve. Les concentrations de troupes à la frontière hongroise et bulgare, et leur absence du côté de la Russie, — ce qui soulevait les plaintes des Allemands — montraient bien les intentions du gouvernement. Et d'autres faits, que le lecteur trouvera exposés plus bas, car ils forment toute l'histoire de la neutralité roumaine, venaient de plus en plus écarter le doute sur la politique offi-

cielle. Les armements poussés toujours plus fièvreusement, l'instruction intensifiée des troupes, les fortifications construites dans les montagnes, la présence au ministère de la Guerre du général Iliesco, dont les sympathies pour la France étaient bien connues, permettaient de distinguer, au point de vue militaire, la voie qu'on voulait suivre. Les négociations avec l'Entente et, sur son inspiration, avec les Bulgares, la tolérance des transports militaires russes sur le Danube vers la Serbie, l'interdiction du passage du matériel de guerre allemand vers Constantinople, les propositions faites à la France et à l'Angleterre pour l'achat des céréales roumaines, confirmaient, au point de vue politique, les suppositions qu'on vient de faire. Et toutes ces indications aidaient à comprendre les paroles du chef, poignantes dans leur obscurité voulue : « J'ai l'espoir que je réussirai, disait-il, et que notre victoire sera le capital du parti libéral et du pays tout entier. » Il ne pouvait pas dire plus et, devant l'assaut impitoyable des interventionnistes, il était réduit à leur déclarer : « Je souffre profondément en constatant tout ce que vous dites et tout ce à quoi je n'ai pas le droit de vous répondre. » Ces paroles

révélaient une crise bien profonde, mais la satisfaction de confondre des adversaires politiques ne put pas prévaloir contre les exigences du patriotisme et du devoir.

Ce devoir était bien lourd, et jamais peut-être chef de gouvernement n'eut des responsabilités plus grandes. L'alliance avec les empires centraux était virtuellement rompue, du moment qu'on n'avait pas obéi à leurs injonctions en 1914. Il fallait donc trouver, au milieu de la tourmente, une orientation politique nouvelle, à un moment où chaque geste imprudent, chaque action hasardée pouvait entrainer la ruine du pays tout entier. Et la Roumanie devait faire face à des difficultés imprévues, avec des moyens insuffisants au point de vue militaire, avec des charges sans précédent au point de vue économique et financier. L'armée roumaine était, par le fait même de l'alliance avec l'Allemagne, destinée à opérer contre la Russie, en formant le flanc droit d'une offensive contre le sud de cet empire. Ses alliés devaient pourvoir à tous ses besoins en matériel et lui prêter tout l'argent nécessaire. Avant d'envisager un plan d'invasion contre l'Autriche-Hongrie, il fallait par conséquent trouver d'abord les moyens d'équiper

l'armée et de se procurer les ressources financières dont on avait besoin pour la guerre. Et c'est là que toutes les difficultés de la neutralité se montrèrent. On se trouvait réellement dans un cercle vicieux : pour sortir de la neutralité il fallait se procurer du matériel et de l'argent, mais, pour en trouver, il fallait d'abord abandonner cette neutralité. Car on comprend bien qu'aucun des deux groupes belligérants n'aurait consenti à aider la Roumanie, sans qu'elle eût d'abord prouvé sa résolution de se battre à ses côtés.

L'Allemagne, depuis la décision du Conseil de la Couronne, se méfiait de la Roumanie, quoiqu'elle affectât d'être sûre de ses intentions. Elle ne voulait plus lui envoyer des munitions et des armes sans avoir l'assurance qu'elles ne seraient pas employées au profit de ses ennemis. Elle demandait d'abord des garanties et des compensations. Et même après les avoir obtenues, elle craignait encore d'être dupe. Les communications avec l'Occident étant pratiquement impossibles, elle essayait, comme toujours, d'abuser de sa situation privilégiée. Elle faisait semblant, non seulement de ne pas vouloir accepter de nouvelles commandes, mais de

refuser même la livraison de commandes faites et exécutées avant la guerre. Ensuite, elle demandait des avantages incompatibles avec la neutralité, ou des compensations, en matières premières ou en aliments, hors de proportion avec les services rendus. Il fallait des marchandages sans fin pour chaque transport, presque pour chaque wagon. Et les conditions changeaient d'un moment à l'autre, suivant les événements politiques ou militaires. L'histoire de ces négociations, quand elle sera faite, montrera une étonnante patience de la part des ministres roumains, et une grande habileté. Il y avait toujours quelque difficulté qui surgissait au moment même où l'on pouvait croire l'accord conclu. Une fois, c'étaient des locomotives livrées dans un état qui les rendaient inutilisables, une autre fois des fusils auxquels il manquait une pièce essentielle, — toujours quelque chose de contraire à la bonne foi. Pour obtenir réparation de ces tromperies, on devait consentir de nouvelles compensations, après d'autres interminables pourparlers. Et souvent les menaces accompagnaient ces manœuvres. Le client récalcitrant était vite averti que les troupes de Mackensen se tenaient prêtes. La discussion ne se

faisait plus avec des arguments, mais le revolver à la main. Si on ne voulait pas lâcher sa bourse, il fallait se tenir prêt à risquer sa vie.

Bientôt, la sphère de cette discussion, qui n'avait de commercial que le nom, s'élargit sous la pression des besoins économiques de la Roumanie. La guerre durant beaucoup plus qu'on ne le prévoyait, les stocks de marchandises du pays commencèrent à s'épuiser. Les prix augmentèrent d'une façon inouïe, et beaucoup d'objets manufacturés devinrent extrêmement rares. Même avant la guerre, c'était l'Allemagne qui fournissait ces marchandises ; depuis le début des hostilités, les importations de France et d'Angleterre cessant complètement, les fabricants allemands acquirent un monopole de fait, que leur gouvernement ne se fit pas scrupule d'exploiter. Il demanda des compensations pour chaque wagon de médicaments, de chaussures ou de drap, de clous ou de sulfate pour les vignes, et il fallait consentir à toutes ses demandes, bien heureux encore si le convoi arrivait à temps. On n'achetait plus avec de l'argent ; la barbarie qui régnait en Europe avait ramené l'ère du troc. La Roumanie avait heureusement des matières fort précieuses pour cette sorte d'échanges : les

céréales, le pétrole, la viande. Détenant presque le monopole des deux premières, elle y trouvait une arme pour lutter contre les prétentions de Berlin. Elle pouvait poser, elle aussi, des conditions, exiger de ses adversaires de demain ce qu'il lui fallait pour délivrer ses frères : de l'or et des balles. C'est ainsi qu'elle fut amenée à demander, à part les munitions, le payement de droits importants en or, qui allait dans les caves de la Banque Nationale renforcer le crédit du pays. Solution élégante, contre laquelle aucune protestation ne pouvait être élevée.

Mais l'insuffisance des moyens de production allemands, ainsi que le mauvais vouloir des dirigeants de Berlin, ne permettaient pas de satisfaire à tous les besoins de l'armée roumaine. On fut obligé de s'adresser aux puissances qui, par un effort sans pareil dans l'Histoire, avaient réussi à fonder en pleine bataille une formidable industrie de guerre. Seulement, une autre difficulté se présenta immédiatement : à quel titre demander le concours des usines françaises ou anglaises? On ne fournit pas en temps de guerre des armes aux indifférents, dont on ne sait pas s'ils ne vont pas devenir un jour des ennemis. L'Entente ne voulait aider que des amis. Cer-

taines assurances furent données alors, et les gouvernements intéressés consentirent quelques fournitures à la Roumanie. Restait la grosse question des transports, qu'on était obligé de faire, les Dardanelles restant fermées, par une voie longue et détournée, extrêmement coûteuse et pas toujours sûre. Les retards furent grands, et la préparation de l'intervention roumaine en souffrit.

La France ne connaissait rien des difficultés dans lesquelles se débattait sa future alliée. Elle ne pouvait pas se rendre compte dans quelles conditions la guerre l'avait trouvée, ni de la quantité de travail nécessaire pour organiser l'intervention. Toujours méfiante quand il s'agissait des choses d'Orient, surtout depuis que la Bulgarie avait trompé les illusions des diplomates, elle ne voulait pas fonder une conclusion optimiste sur les indices que j'ai énumérés plus haut, et qui auraient suffi pour la rassurer. L'opinion publique, chez qui l'on entretenait bien imprudemment l'espoir d'une prompte intervention roumaine, s'impatientait de tous ces retards qu'elle croyait dus à l'irrésolution du pays. Personne ne lui parlait ouvertement, pour l'éclairer sur le véritable état des choses. Et son

désir de voir s'accomplir les promesses tant de fois répétées était parfaitement légitime. Il y eut beaucoup de Français qui doutèrent des sentiments de leurs frères ; puisse ce livre les convaincre que leurs soupçons furent injustes, et leur montrer la sympathie roumaine telle qu'elle est, constante depuis plus d'un siècle.

Pour se convaincre de l'attitude que la Roumanie devait prendre, on n'avait pas besoin de se lancer dans de subtiles considérations diplomatiques. Il suffisait de consulter la volonté populaire, ce que Take Jonesco a appelé, dans un de ses meilleurs discours, *l'instinct de la nation*. Celui-ci posait le problème national sur ses vraies bases, il ne perdait pas son temps à discuter le dilemme Transylvanie-Bessarabie, par lequel les Allemands voulaient perfidement le troubler. Le peuple roumain comprenait que la civilisation se trouverait en danger si la France et l'Angleterre ne gagnaient pas la guerre, et ses vœux allaient vers ces nobles pays, qui défendaient la Belgique et la Serbie, en se défendant eux-mêmes. Mais il se rendait compte en même temps que le sort de ses frères se jouait aussi sur les champs de bataille, et qu'il ne devait pas être tranché sans que la Roumanie ait dit son

mot. Il fallait donc intervenir ; mais, pour que l'intervention d'un petit pays pût être efficace, le choix du moment devait être fait avec le plus grand soin. Trop tôt, quand les armées belligérantes avaient encore leurs forces presque intactes, l'offensive roumaine aurait risqué de perdre toute son utilité. Que signifiait une masse de quelques centaines de mille d'hommes auprès des millions qui se battaient? Et comment un petit pays aurait-il pu résister aux charges écrasantes d'une longue guerre? Il était évident que cette délicate question d'opportunité, qui formait une des difficultés du problème, ne pouvait être résolue que par le seul gouvernement. Lui seul avait les informations, lui seul pouvait risquer des prévisions sur la marche de la guerre. Ne pas entrer trop tôt, ne pas entrer trop tard, voilà ce que l'opinion publique réfléchie demandait à ses dirigeants. Elle était prête à consentir tous les sacrifices utiles, mais elle ne voulait pas s'exposer à des souffrances profitables à ses seuls ennemis. Par toute son attitude, le chef du gouvernement montrait qu'il avait compris la volonté du peuple.

Mais ce n'était pas tout que de décider qu'il fallait prendre part à la guerre. On devait choisir

aussi de quel côté intervenir. Là-dessus, la clairvoyance de la nation roumaine se montra dans toute sa plénitude. Pas un instant elle ne songea au Prouth, mais ses regards allèrent dès le début vers les Carpathes. Pouvait-elle hésiter? Des Roumains habitaient, certes, aussi la Bessarabie, dont le tsar venait à peine de fêter le centenaire de l'annexion. Mais pouvaient-ils se comparer, par leur nombre et par l'importance de leur province, aux frères qui gémissaient sous le joug austro-hongrois? Au point de vue historique, ethnique et stratégique, la Transylvanie et les régions environnantes constituent la citadelle du roumanisme. Sans elles, pas de défense possible du royaume contre les ennemis venant de n'importe quelle direction. Avec elles, un abri solide et naturellement fortifié, où la résistance pourrait se prolonger indéfiniment. La Bessarabie pouvait-elle offrir une contre-partie de ces avantages? Pays extrêmement fertile pour la culture des céréales, il est presque plat, n'offrant ni aux armées un appui bien solide pour la défense, ni à l'esprit cette fraîcheur et cette élévation que la vue des montagnes produit. Entre le Prouth et le Dniester, il y a un grenier ; au delà des Carpathes, il y a un palais plein de merveil-

leuses richesses. Pour écarter toute hésitation, cette constatation suffisait. Mais elle n'était pas la seule qu'on pouvait faire.

La population transylvaine représente le meilleur de la race roumaine. Ses facultés se sont développées dans l'âpre lutte qu'elle a soutenue contre le hongrois, devant lequel, on l'a vu, elle n'avait pas reculé d'un seul pas. Consciente de ses devoirs envers elle-même et de ses droits imprescriptibles sur la terre qu'elle habite, elle peut former, une fois délivrée, le noyau d'une démocratie paisible et cultivée. C'est d'elle que la lumière vint toujours au peuple roumain; c'est elle qui donna le signal de la renaissance et tint toujours allumé le flambeau de la vie intellectuelle. Son courage civique, l'élévation de son caractère, apporteront dans la politique du royaume un air plus sain, un fondement plus solide aux grandes réformes sociales.

On ne pouvait malheureusement dire la même chose des Roumains de Bessarabie. Paysans presque incultes lors de l'annexion, ils sont restés tels sous la domination russe. La noblesse a émigré ou s'est russifiée, et le peuple a manqué de directeurs. La misère économique dans laquelle il se trouve est lamentable : le dénuement

moral ne l'est pas moins. Submergé par une bourgeoisie qui n'est ni de sa race, ni de sa religion, et qui n'éprouve pour lui aucune sympathie, il ne pouvait pas constituer un renfort pour la cause roumaine. C'est un malheureux enfant malade, qui, si jamais il retourne auprès de sa mère, aura besoin d'une longue cure avant de reprendre la plénitude de ses forces. Les Allemands disaient : ne voyez-vous pas que ces hommes périssent, et qu'il est juste temps de les sauver? Les Transylvains ont encore une grande vitalité, ils peuvent attendre ; courez au plus pressé. Sophisme étrange, qui préconisait de sauver l'infirme et de laisser périr le sain, qui voulait charger la Roumanie d'un malade avant de lui permettre de doubler ses forces avec la meilleure partie de ses enfants! Quel patriote pouvait écouter ce conseil de l'ennemi?

Les considérations politiques appuyaient les considérations nationales. Même en faisant abstraction de toutes les circonstances de la guerre actuelle, même en supposant la Russie seule et destinée à être fatalement vaincue, la Roumanie ne devait pas l'attaquer pour se faire restituer la Bessarabie. Conquérir est

souvent facile ; la difficulté est de conserver ce qu'on a conquis Les Roumains pouvaient-ils espérer que la Russie laisserait à jamais impunie cette agression ? Un petit pays de 8 millions d'habitants pouvait-il s'imaginer qu'il allait imposer sa volonté à 180 millions? La réunion de la Bessarabie aurait eu comme conséquence inévitable l'inimitié russe, donc « l'amitié » obligatoire des Austro-Allemands, c'est-à-dire une vassalité odieuse. Et si plus tard les intérêts des empires centraux avaient exigé un rapprochement avec la Russie, aucun scrupule ne les aurait empêchés d'abandonner les Roumains. L'expérience était déjà faite : la volonté de l'Europe entière, qui avait rendu en 1856 la Bessarabie aux principautés danubiennes, n'avait pu leur en assurer la conservation contre la volonté du tsar, en 1878. Le sort de cette malheureuse province ne peut se décider que par un accord entre les deux peuples voisins, qui, comprenant que leurs relations futures exigent une confiance absolue, décideraient de trancher à l'amiable cette question. La Roumanie, qui n'est plus à compter ses sacrifices pour la cause de la justice, attend un noble geste de la démocratie russe qui fait partout preuve de son

désir de rester conséquente avec ses principes.

Le raisonnement que je viens d'exposer comporte une contre-partie qu'il faut éclaircir. Est-ce que, dans le cas de la libération de la Transylvanie, la volonté de revanche de l'Autriche-Hongrie ne serait pas aussi dangereuse que celle de la Russie dans l'autre hypothèse? Et la Roumanie pourrait-elle mieux résister à une attaque venue de ce côté? Evidemment non, si l'Autriche-Hongrie reste telle qu'elle est, moins les provinces roumaines. En ce cas, les Roumains devraient se tenir toujours sur le qui-vive, et chercher des alliances peut-être difficiles à trouver. Aussi, l'accomplissement des revendications roumaines pose le problème d'une façon beaucoup plus large : il faut que la puissance des Habsbourgs disparaisse de l'Europe, et que toutes les nationalités qu'elle opprime reprennent leur indépendance. *Delenda est Austria !* Nos alliés de Rome l'ont bien compris ; leurs intérêts sont identiques à ceux des Slaves et des Roumains. Il faut que tous soient libres pour que chacun le soit. Les Allemands de Vienne seront alors aussi impuissants à tyranniser les peuples, que les Hongrois de Budapesth. Il n'y a que cette seule voie pour assurer la paix dans

l'Europe centrale. Les demi-mesures ne feraient qu'aggraver le mal. Partant à l'attaque pour réaliser leur droit, les soldats roumains entendaient se battre pour tous les malheureux.

La Roumanie ne mit donc jamais en doute qu'elle dût intervenir dans la guerre : elle n'hésita pas non plus quant à la direction de son attaque. Toute la question discutée entre le gouvernement, les nationalistes et même, dans une certaine mesure, les germanophiles nuance Marghiloman, fut celle du moment où cette intervention devait se produire. Les uns la voulaient immédiate et sans conditions, — ils n'avaient pas les responsabilités du pouvoir. Les autres, par calcul ou par sympathie pour les empires centraux, désiraient que le moment en fût reculé le plus possible, espérant que la victoire allemande se produirait auparavant. Bratiano enfin, ne voulant s'associer ni à l'impatience imprudente des premiers, ni à la tactique intéressée des autres, guettait en silence ce fameux « train », arrivé si à point en 1913.

Cependant, les événements de la guerre progressaient de la manière que l'on connaît. Refoulant les troupes autrichiennes, les armées du grand-duc Nicolas avançaient en Galicie,

occupaient Lemberg et se rendaient maîtresses de toute la Bukovine. Ces succès eurent un grand retentissement en Roumanie. On voyait déjà les Russes passer les Carpathes, et un journal de Bucarest, prétendu sérieux, annonçait que les Hongrois évacuaient Brashov de peur des cosaques. C'était le tsar qui conquérait la Transylvanie ! Allait-on laisser d'autres étrangers s'installer en terre roumaine, et la Roumanie voulait-elle se couvrir de ridicule en intervenant quand il n'y aurait plus rien à faire ? On imagine les sommations énergiques que l'opposition lançait au gouvernement et les accusations dont on chargeait son chef. Celui-ci eut la sagesse de ne pas s'en émouvoir ; il comprit que le moment n'était pas encore venu et se tut, laissant l'événement lui donner raison. Peu de temps après, la grande retraite russe, dont toutes les causes ne sont pas encore bien éclaircies, commençait devant les attaques de Mackensen. Le manque de munitions obligea les armées du tsar à abandonner les territoires conquis. Vers le mois de juin 1915, Lemberg était repris et toute la Bukovine retombée au pouvoir des Habsbourgs. Quelle aurait été la position de la Roumanie, si elle était sortie de sa neutralité,

d'après le conseil des impatients? Elle n'aurait pas conjuré la défaite des troupes du tsar, auxquelles elle n'aurait pas pu fournir ni les munitions ni le matériel qui leur manquaient. Et la diversion qu'elle aurait pu faire, et que l'Italie faisait en ce moment avec une plus grande abondance de moyens, n'aurait pu constituer qu'un bien maigre secours, au prix du plus grave danger. Car les réserves allemandes étaient encore importantes, puisque, six mois après, elles suffirent pour envahir la Serbie et, un an après, les deux tiers de la Roumanie.

Il est très difficile en Histoire de supposer quelles conséquences aurait pu avoir certain événement qui ne s'est pas produit, mais je crois qu'on ne risque pas beaucoup en affirmant que le maintien de la neutralité préserva alors la Roumanie du sort que la Serbie eut l'automne suivant. Les Allemands, qui avaient un pressant besoin de secourir leurs amis de Constantinople, arrivés à bout de souffle, auraient saisi cette occasion inespérée de s'ouvrir un passage pour leurs renforts et leurs munitions. On aurait certainement vu se produire déjà la double attaque de 1916, dans les Carpathes et sur le Danube, les Bulgares ayant déjà partie liée avec

Vienne et Berlin. La traversée de la Valachie était beaucoup plus facile pour l'ennemi que celle des montagnes serbes ; et l'armée roumaine, qui n'était pas encore à point, n'aurait pas pu empêcher la jonction. Devant la neutralité de la Roumanie, l'état-major allemand recourut à l'opération contre la Serbie, hésitant sans doute à attaquer un pays qu'il ne voulait pas voir augmenter le nombre de ses ennemis. La neutralité roumaine retarda donc de près de six mois — jusqu'à ce que les communications par Belgrade-Nisch-Sofia fussent rétablies — l'envoi de secours aux Turcs. Pendant cet intervalle les Dardanelles pouvaient être prises.

L'abstention du gouvernement roumain fut donc le meilleur service qu'il pouvait rendre, à cette époque, aux alliés. Ce qui le prouve, c'est que les Allemands n'en furent pas satisfaits, et redoublèrent de vexations et de chicanes, tandis qu'ils renforçaient leur propagande à l'intérieur du pays. L'opinion publique devenait de plus en plus fiévreuse et agitée. L'insécurité que cette période d'attente comportait forcément, était insupportable à tous. On annonçait la mobilisation pour tel jour, se disant informé de

meilleure source : et toujours déçu, l'espoir d'en finir ne devenait que plus tenace. La campagne des interventionnistes se faisait de jour en jour plus vive : à la fin de juin 1915, les deux partis conservateurs s'unissaient pour une action commune en faveur de l'Entente ; les réunions publiques étaient plus nombreuses et plus fréquentées, et on commençait à accuser le roi lui-même de ne pas vouloir une guerre contre les Hohenzollern.

Charles I[er] était mort, en octobre 1914, du chagrin que lui causait la guerre. Il voyait la nécessité historique pousser son pays à s'unir aux adversaires de l'Allemagne ; il comprenait que l'exécution du traité signé par lui était impossible et que le maintien d'une neutralité perpétuelle aurait constitué pour la Roumanie la plus honteuse abdication. Mais il ne pouvait pas supporter l'idée d'une guerre où l'armée roumaine, sous ses ordres, aurait combattu son pays d'origine. Ce tragique conflit entre deux devoirs, qui dans le cœur chevaleresque de ce roi prenait une ampleur cornélienne, ne pouvait être tranché que par un seul événement : la disparition de celui qui en souffrait. Et le peuple apprit un matin que son souverain avait rendu l'âme,

trop fière pour se plier à une transaction. Il abandonnait une vie qui ne pouvait plus être utile à son pays, et transmettait le trône à son neveu, avec la charge tacite d'achever l'œuvre qu'il avait préparée par cinquante ans de labeur.

Ferdinand prenait ainsi une succession pleine de graves difficultés, mais aussi d'une perspective merveilleuse. Il n'avait pas les obligations morales qui paralysaient son prédécesseur ; Hohenzollern, il ne l'était presque plus. Elevé en Roumanie, y ayant toute sa famille, par laquelle il pouvait fonder une dynastie complètement roumaine, aurait-il pu briser tout son avenir en épousant la cause perdue du kaiser ? En tirant son épée pour la cause du droit, il pouvait se tailler un magnifique royaume. Comment aurait-il pensé à refuser cet honneur et ce profit ? Ceux qui mettaient en doute ses sentiments, aggravaient leur manque de perspicacité par une injustice flagrante. Mais leurs affirmations troublaient le grand public.

Celui-ci sentait l'orage approcher. Durant l'été de 1915, il devint évident que l'Allemagne chercherait à résoudre à son profit la question balkanique, soigneusement entretenue par les

Bulgares à l'état aigu. A mesure que leurs liens avec Sofia devenaient plus étroits, les empires centraux se montraient plus agressifs envers la Roumanie. Les concentrations de troupes en Transylvanie devinrent inquiétantes : appuyée par elles, l'action des espions et des agents provocateurs ne connaissait plus aucune gène. L'État-major de Bucarest répondit par l'envoi de régiments dans les Carpathes, et par les derniers préparatifs de mobilisation générale. Des deux côtés de la frontière on se surveillait et on se fortifiait à la hâte. Était-ce le prélude du conflit ?

Une dernière fois, au mois de juillet 1915, l'Allemagne avait insisté à Bucarest pour qu'on permit le passage de munitions pour la Turquie aux abois. Le kaiser voulait éviter les risques d'une attaque de la Serbie, en cherchant à se créer un passage de vive force. Mais le gouvernement roumain ne discuta même pas une semblable proposition. Quelques semaines plus tard, on signalait des préparatifs étranges au delà des Carpathes. A la fin d'août, on crut que la guerre allait éclater d'un moment à l'autre. A peine vers le milieu de septembre une détente se produisait, et la frontière était ouverte à nouveau pour le

passage des voyageurs. Une semaine après, l'offensive contre les Serbes se déclenchait.

Que s'était-il passé pendant ce court intervalle ? Il est probable que Berlin avait réfléchi. Il avait vu la Roumanie prête à défendre sa neutralité, sur le terrain politique aussi bien que militaire, et en avait conclu qu'il ne fallait pas s'attirer un nouvel ennemi. Il espérait encore lui faire garder jusqu'à la fin une attitude d'expectative, surtout par l'impression que produiraient les succès qu'il escomptait dans les Balkans. L'Autriche pensait s'assurer ainsi la tranquillité de sa frontière carpathique, et garder des relations d'affaires avec un pays qui empêchait l'Allemagne de mourir de faim.

Car, parmi les contraintes qu'une situation malheureuse imposait à la Roumanie, une des plus cruelles était celle de nourrir de son blé les bourreaux de ses fils. Les céréales sont le principal article d'exportation de la Roumanie ; c'est avec celles-ci que sont payées les marchandises indispensables à sa vie, qu'elle fait venir de l'étranger. Quand les céréales se vendent, tout le monde est riche en Roumanie : État, grands propriétaires, paysans ; lorsqu'il n'y a pas de blé à exporter, c'est la misère pour

tous. En temps normal, cet important trafic se fait par mer pour la presque totalité.

La Belgique, la Hollande et l'Angleterre sont les principaux acheteurs. Depuis que les Dardanelles étaient fermées et la navigation impossible, qu'aurait pu faire la Roumanie de ses récoltes ? Les laisser pourrir en se condamnant à la pauvreté aurait été un véritable crime, car il fallait de l'argent pour préparer la guerre. Le gouvernement roumain attira, dès le mois d'août 1914, l'attention des alliés sur cette question. Des offres répétées, devenant de plus en plus pressantes, proposaient l'achat *total* des céréales roumaines par la France et l'Angleterre, qui les auraient laissées sur place jusqu'à ce que leur transport devînt possible. Le général en chef donna un avis favorable à cette mesure, ainsi qu'André Tardieu l'a révélé à la Chambre, mais on n'agit que très tard et partiellement. L'Allemagne avait profité du retard pour importer une grande quantité de blé et de maïs roumains, qui la sauva, de l'aveu de ses dirigeants, « d'une paix honteuse », au printemps de 1916. Il ne s'agit pas de discuter ici les responsabilités, mais le lecteur constatera que la Roumanie n'y est pour rien. Au contraire, dès les premiers

jours de la guerre, en proposant aux Alliés ses réserves alimentaires, elle montrait de quel côté allaient ses préférences et ses vœux.

A côté du grand désavantage que ce manque de décision causa aux intérêts généraux de la coalition anti-allemande, dans laquelle la Roumanie allait entrer, cela produisit aussi pour cette dernière un danger au point de vue moral. Ces relations économiques obligatoires justifiaient la présence d'une nuée d'agents, de courtiers, d'hommes d'affaires, qui souvent trafiquaient dans le domaine des consciences au lieu de celui des céréales. Ils comprenaient mal la limite entre le courtage et l'espionnage, entre le commerce et la corruption. Avant d'enlever la marchandise, ils essayaient aussi de convaincre le vendeur que la justice était du côté de l'invincible Allemagne. Et tout cet or qui coulait de mains si impures!... L'âme roumaine dut être bien haute, puisque cette promiscuité ne la souilla pas.

A toutes ces causes qui empêchaient la Roumanie de quitter sa neutralité aussi vite qu'elle aurait désiré, il faut en ajouter encore une, dont l'importance n'échappait pas au Président du Conseil : les voisins d'au delà du Danube, les

Bulgares, étaient moins sûrs que jamais. On savait à Bucarest — et on n'avait pas manqué d'avertir les dirigeants de l'Entente — que la Bulgarie était depuis longtemps gagnée aux puissances centrales, dont l'action, par le but et par le caractère, correspondait si bien à son idéal politique. Qui garantissait qu'une fois les soldats roumains engagés dans les Carpathes, le Danube ne serait pas franchi par les troupes de Ferdinand de Cobourg ? Devant la lutte sur deux fronts, dans de pareilles conditions, il était permis d'hésiter. Avant qu'une forte garantie ne fût établie dans les Balkans, quitter la neutralité aurait été pour la Roumanie une impardonnable imprudence. Le désastre de 1916 fut en grande partie dû à ce que cette garantie ne joua pas. Cette même cause provoqua la ruine de la Serbie.

On se rappelle la douloureuse histoire de ce brave petit royaume, qui, attaqué par des ennemis puissants sur trois frontières à la fois, lâché par son alliée la Grèce, loin de tout secours, ne succomba qu'après une résistance plus belle que toutes les victoires. Ce ne fut pas par manque de prévoyance qu'il attira sur lui le désastre. Belgrade, ainsi que Bucarest, avait lancé à temps

les avertissements utiles, en montrant combien fallacieux était l'espoir de voir les Bulgares désobéir au kaiser. Pour qui était au courant de la politique de Sofia, et de ses revendications, il était évident que Ferdinand de Cobourg ne pouvait marcher que dans une seule direction. Il ne consentait à discuter, comme en 1913, que pour attendre le moment favorable. Puissamment aidé par ses alliés, qui organisèrent son entrée en guerre et sa collaboration avec une merveilleuse précision, il réussit au delà de ses espérances.

La menace qui pesait sur la Serbie inquiétait le gouvernement roumain. Ce pays formait dans les Balkans un contre poids et un barrage. Il empêchait les communications entre les empires centraux et la Bulgarie ; ne pouvant pas recevoir munitions et matériel, cette dernière était moins dangereuse. En même temps, la Serbie retenait les forces autrichiennes sur le Danube, et son armée pouvait couvrir le flanc gauche d'une offensive roumaine en Transylvanie. Une fois la Serbie occupée, et la jonction germano-bulgaro-turque opérée, la Roumanie se trouverait entourée d'ennemis de tous côtés, sauf à l'Est : une attaque de sa part serait beaucoup plus risquée, une agression de ses voisins hostiles beau-

coup plus facile. La situation méritait un examen sérieux. L'opinion publique en Occident attendait même une intervention armée à ce moment.

L'identité d'intérêts était telle pour les deux pays, et leur amitié de si longue date, qu'on avait même cru à une alliance formelle entre Belgrade et Bucarest, de même qu'il en existait une entre Belgrade et Athènes. L'une et l'autre avaient à se garder des ambitions bulgares, et de leur rancune pour la leçon de 1913, administrée en commun. L'une et l'autre avaient des revendications nationales à formuler contre l'Autriche-Hongrie, et pouvaient craindre une guerre préventive. « La Monarchie doit défendre ses droits contre un voisin dont toute la politique vise à détacher d'elle les populations des frontières », disait le comte Berchtold au roi Charles. « Il faut en finir », ajoutait-il. Le même raisonnement aurait pu précéder une attaque contre la Roumanie.

En réalité, on le constata plus tard, il n'y eut pas de traité défensif roumano-serbe. Après la paix de Bucarest, on se contenta, comme précaution contre les Bulgares, de la garantie que donnait l'intérêt commun. Et contre l'Autriche

on ne pouvait rien faire encore, tant que la Roumanie restait son alliée. Je l'ai souvent répété au cours de ces pages, la guerre européenne trouvait la politique roumaine dans une phase de transition.

La Roumanie voyait avec inquiétude les préparatifs que les ennemis de la Serbie faisaient pour l'écraser, mais ne pouvait rien pour empêcher l'attaque, ni pour en changer le résultat. Les moyens mis en jeu étaient tellement puissants qu'une diversion roumaine n'aurait eu aucune efficacité. Les alliés, pris à l'improviste, ne pouvaient pas aider la Roumanie, comme ils n'ont pu sauver la Serbie : ils avaient contre eux le désavantage de la distance et du manque de coordination. Un geste imprudent de Bucarest n'aurait fait que changer un peu le plan de l'État-major allemand, qui, au lieu d'envoyer ses armées vers Nisch, les aurait d'abord dirigées sur la capitale roumaine. La jonction avec les Bulgares se serait faite dans les plaines de Valachie, pour pouvoir ensuite plus facilement entreprendre la conquête des montagnes serbes. Ils savaient bien, les empires centraux, que l'armée du roi Pierre était à ce moment incapable d'une offensive de concert avec les Roumains.

Ceux-ci se voyaient obligés, le cœur plein de regrets, de garder encore la neutralité, ajoutant seulement le martyre de la Serbie à la longue liste des crimes qu'ils essaieraient de venger un jour.

Le moment tant attendu de l'action n'était pas encore arrivé en 1915; aucune des conditions qu'il exigeait n'était encore accomplie à cette date.

VII

CONDITIONS IDÉALES ET CIRCONSTANCES RÉELLES DE L'INTERVENTION ROUMAINE

Erreurs de l'opinion en Occident. — L'intervention roumaine était certaine. — Conditions de son efficacité. — Besoin de préparation et de coordination. — Importance possible de cette intervention. — Comment elle se produisit en fait. — Situation de la guerre en 1916. — Derniers jours de neutralité. — Rôle de Stürmer. — Plan de campagne roumain. — L'attaque de la Transylvanie s'imposait. — Conditions de la bataille. — Causes militaires et politiques de la défaite roumaine. — Les trois grandes batailles de Roumanie. — Importance des sacrifices consentis à la cause commune. — Appréciation du rôle des Roumains. — La situation actuelle. — L'aide de la France.

L'abstention de la Roumanie, lors de l'invasion bulgaro-allemande dans le royaume voisin, fut jugée sévèrement en Occident, en France surtout. Le public est toujours enclin à apprécier les événements d'après son sentiment, et à décider sans un examen approfondi de la cause. Si ceux qui doivent l'informer et l'instruire ne

font pas fidèlement leur devoir, on ne peut pas lui reprocher de s'être trompé dans ses conclusions. Dans la question roumaine, le public à manqué de direction ; laissée à elle-même, l'opinion, qui avait trouvé par instinct la bonne voie, s'est complètement trompée sur les détails de l'entreprise. A l'impatience de Bucarest correspondait l'impatience de Paris ; on se figurait que le geste seul de passer les Carpathes devait apporter la ruine des empires centraux. « Ce problème a été traité, disait *le Temps*, dans l'ordre sentimental, et non dans l'ordre pratique. » Ce sont toujours les illusions qui mettent en danger les peuples idéalistes.

Le grand journal parisien avait raison : l'intervention roumaine aurait dû être envisagée comme une question d'ordre pratique. C'est à ce point de vue que les intéressés auraient dû tout préparer, sans impatience, sans précipitation, sans faux mouvements. Décider après réflexion, et agir avec décision ; — le désastre roumain n'aurait-il pas été évité, si l'on avait suivi cette méthode ?

Le problème roumain reposait sur deux données précises, desquelles il fallait partir pour le résoudre. D'abord, l'intervention à côté de l'Entente

était certaine, presque du premier jour. On a vu sur quoi cette certitude s'appuyait. Ensuite, elle ne pouvait se réaliser avec succès que dans certaines conditions de préparation et de coordination. C'est à réaliser le plus tôt possible ces conditions que les efforts de tous les gouvernements intéressés devaient s'appliquer.

Il fallait d'abord augmenter, équiper et instruire l'armée roumaine. C'était, pour la Roumanie, vu les circonstances, une tâche des plus lourdes dans laquelle l'aide de ses futurs alliés lui était indispensable. Les Roumains, par leur nombre, pouvaient fournir une armée d'environ un million d'hommes. La difficulté était de les encadrer et de leur donner le matériel nécessaire. Les circonstances économiques, et surtout politiques, n'avaient pas permis à la Roumanie d'organiser chez elle une industrie capable de subvenir aux besoins de ses soldats. Elle n'avait ni habits, ni chaussures, ni fusils à leur donner ; le plomb pour les balles, la poudre pour les canons, devaient être fournis par l'étranger. Qui dira quelles défiances, quelles difficultés, quels obstacles matériels les hommes chargés de cet approvisionnement rencontrèrent dans l'Europe bouleversée ? Dans les dernières

semaines précédant son intervention, la Roumanie en était encore à attendre les munitions et le matériel d'artillerie strictement indispensable pour son entrée en guerre, ainsi que le ministre autrichien à Bucarest le télégraphiait à son gouvernement. Et les mitrailleuses, dont l'emploi intensif était une révélation de cette guerre? Et l'artillerie lourde, dont il fallait trouver le matériel et improviser le personnel? Et les casques, les gaz, toutes ces inventions que la tuerie internationale avait mises en usage? Et l'aviation? Avec la lenteur des transports et l'éloignement du pays de destination, toute cette organisation ne pouvait pas être prête du jour au lendemain. « Mais enfin, avec quoi avez-vous commencé la guerre? » demandait un homme politique français au général Rudeanu. « Nous l'avons commencée avec la confiance que nous avions dans la France », répliqua celui-ci.

Il fallait donner ensuite à cette armée les moyens de s'instruire, de faire face aux difficultés d'une lutte avec la terrible machine de guerre prussienne. Le paysan roumain est intelligent et brave, mais il ne connaissait rien des nouvelles conquêtes de la science de tuer. On avait reconnu pour les Anglais, on reconnait à pré-

sent pour les Américains, la nécessité de s'instruire longuement dans l'art difficile de vaincre; les Roumains n'avaient-ils pas besoin de la même préparation ?

Une fois mises au point ces deux questions de technique militaire, on devait songer aux moyens de ravitailler continuellement cette armée, ce qui supposait une minutieuse organisation des transports, depuis les ports de l'Océan jusqu'au front des Carpathes. Il fallait la ravitailler en matériel, mais en hommes aussi. La Roumanie pouvait donner une excellente armée de choc, mais, comme tous les petits pays, n'était pas capable de faire une longue guerre contre deux puissants empires. Elle n'avait pas pour elle le nombre, et elle avait contre elle la disposition de sa frontière. Où aurait-elle trouvé les réserves nécessaires à une résistance prolongée? Comment aurait-elle pu penser à repousser, seule, une invasion allemande? Contre le nombre, l'héroïsme ne permet pas de vaincre ; il permet seulement de mourir sans reculer.

Ici se posait pour les Alliés le problème de coordination, dont le premier ministre roumain avait fait une des conditions essentielles de l'intervention. Les Alliés devaient empêcher les ré-

serves ennemies d'affluer sur le nouveau théâtre de la guerre, et pour cela être capables d'une offensive générale. Quand on pense aux difficultés de ce problème, imparfaitement résolu même aujourd'hui, peut-on s'étonner du retard de l'action roumaine ? Pendant l'été de 1916, on put croire cette condition réalisée, mais la suite des événements prouva malheureusement qu'il n'en était rien. Faute de moyens pour lui venir en aide, les alliés d'Occident durent assister impuissants au désastre de la Roumanie.

Il fallait d'autant moins précipiter les choses, et commencer l'action avec une préparation insuffisante, que l'intervention de la Roumanie pouvait vraiment apporter la solution définitive de cette interminable guerre. Les Roumains représentaient alors, quand on ne savait rien sur l'intervention américaine, une puissante réserve, la dernière, que l'Entente devait ménager pour ne l'envoyer au feu qu'au moment décisif. Bien employée, l'armée roumaine eût joué ce rôle. Et tout l'art d'un vrai chef de la coalition n'aurait-il pas été là, dans un judicieux emploi de ses réserves, qui, par comble de bonheur, se trouvaient déjà à pied d'œuvre ? L'Autriche aurait certainement reçu le coup de grâce d'une offen-

sive italo-roumano-russe, et l'équilibre des forces aurait été enfin rompu. Il ne fallait pas partir trop tôt, ni arriver trop tard ; à la guerre, le calcul doit remplacer l'impatience.

Et ce n'était pas seulement par sa force militaire que la Roumanie pouvait donner un concours précieux. Sa position géographique était aussi d'une importance capitale. Elle formait, par sa situation, le verrou qui empêchait les Russes d'aller vers les Balkans. En passant les Carpathes, les Roumains ouvraient en même temps à leurs alliés le chemin de Sofia. Tout ce plan magnifique, que la presse française exposa alors, ne se fondait pas sur des spéculations abstraites. L'offensive contre les Bulgares, l'interception des communications turco-allemandes, l'ouverture des Dardanelles et le sauvetage de la Serbie étaient des choses que seule l'intervention de la Roumanie rendait possibles. Que manqua-t-il pour les réaliser? Une volonté.

Ainsi, au Nord comme au Sud, la Roumanie pouvait, devait apporter la décision de la guerre. En réalité, elle n'apporta qu'à Hindenburg un succès de plus. Plus tard, on établira les responsabilités. Pour l'instant, il suffit de bien comprendre comment les choses se passèrent.

Au mois de mars 1916, pendant que l'armée française inébranlable défendait les avancées de Verdun, une conférence réunissait à Paris les puissances alliées. Le 4 juin, l'offensive de Broussiloff commençait en Galicie et en Bukovine, au voisinage immédiat de la frontière roumaine. Un mois après, les armées anglo-françaises ouvraient par une victoire la bataille de la Somme, et dégageaient Verdun. L'armée serbe, reconstituée avec l'aide des Alliés, entrait en ligne à Salonique contre ses ennemis héréditaires. Au début d'août, les Italiens occupaient Gorizia, L'armée de Macédoine, renforcée par les Serbes et les Italiens, paraissait devoir prendre une vigoureuse offensive. Cette fois, il semblait bien que l'unité d'action tant désirée par la France était réalisée. Un souffle d'énergie et de résolution passait dans toute la coalition. La victoire commune semblait approcher à grands pas. Le kaiser effrayé demandait secours à Hindenburg.

La situation était-elle à point pour une intervention roumaine? L'ascendant des Alliés devait-il être durable, et constituer ainsi le cadre que nous avons reconnu indispensable pour que la Roumanie abandonne sa neutralité? On aurait pu le croire, en voyant la succession de tant

d'heureux événements. Les Roumains, qui attendaient avec impatience l'instant où leur entrée en guerre serait possible, en furent vivement impressionnés. La résistance héroïque de Verdun avait montré que le front occidental était inébranlable ; et Broussiloff, en approchant de la frontière transylvaine, après avoir de nouveau occupé la Bukovine, rallumait dans tous les cœurs l'espoir de l'union nationale. L'opinion publique devenait de plus en plus agitée à Bucarest ; l'opposition interventionniste fêtait d'une façon solennelle la « délivrance de Czernowitz de l'oppression autrichienne ». La volonté populaire se montrait plus décidée que jamais. Vienne sentait approcher la crise suprême.

On ne peut pas préciser encore quelles furent, à cet instant, les idées du gouvernement. Subit-il l'illusion générale, qui voyait arrivée la phase décisive de la guerre ? Ou la situation politique ne lui permit-elle pas de garder encore la neutralité, en utilisant l'hiver de 1916 pour achever ses derniers préparatifs ? Ces événements sont trop récents et trop peu connus pour qu'on puisse résoudre la question. Mais l'impression de celui qui les a attentivement observés est plutôt favorable à la deuxième hypothèse : les sphères diri-

geantes de Bucarest paraissent avoir considéré que quelques mois d'attente s'imposaient encore.

Car le brillant tableau que le public voyait avait des ombres, perceptibles seulement pour ceux qui pouvaient regarder les détails. La coordination des mouvements sur « l'unité de front » restait encore à l'état d'ébauche. L'organisation de l'intervention roumaine était toujours à l'état rudimentaire, et le plan d'action commune dans le secteur sud-oriental n'était même pas esquissé. En Russie, la situation restait obscure, et il ne pouvait pas échapper à des gens informés que de graves événements s'y préparaient. Depuis le mois de février, Stürmer, un agent allemand, était devenu premier ministre du tsar, dont il avait complètement gagné la confiance. Au mois de juillet il remplaçait Sazonow, le ministre qui avait signé le pacte de Londres. Il acquérait ainsi le moyen de travailler librement en faveur des ennemis de l'Entente ; la victoire de celle-ci ne pouvait pas être désirée par les réactionnaires de Pétrograd. Stürmer s'était donc donné pour mission de conclure une paix séparée avec l'Allemagne, sans que le régime tsariste, en s'avouant vaincu, pût souffrir dans son prestige à l'intérieur. La preuve de ces intrigues et de ce projet

est acquise. Depuis la révolution, la lumière a été faite et, récemment encore, le sénateur américain Root, en revenant de sa mission en Russie, déclarait en avoir la certitude. La Roumanie devait jouer son rôle dans ce complot : le rôle de première victime. Si l'hypothèse émise sur les intentions de Stürmer est juste, le petit pays danubien était voué à un désastre, qui aurait servi ensuite à l'entourage germanophile du tsar pour tromper la bonne foi du peuple, en fournissant un prétexte plausible à la paix avec le kaiser.

La diplomatie du tsar fit donc pression sur la Roumanie, en se servant des victoires de Broussiloff comme appât. « Nous sommes aux portes de la Transylvanie, dit-elle à Bucarest; qu'attendez-vous encore? Si nous y entrons sans vous, vous n'y entrerez jamais. » C'était frapper au point sensible, car rien n'inquiétait plus les Roumains que la crainte d'arriver trop tard. Et pour qui ne connaissait pas les dessous, la prétention paraissait juste : les Russes ne devaient pas franchir seuls les Carpathes. Mais, si on avait pu lire dans la pensée de l'homme qui conduisait cette action, on aurait vu que les armées russes étaient destinées à rester sur place. Quand les soldats roumains partirent à l'attaque, l'offen-

sive de Broussiloff était arrêtée pour toujours.

Ainsi, celui qui devait apporter, par la nature même des choses, l'aide la plus efficace à l'action roumaine, trahissait la cause commune. Il allait arrêter les renforts en hommes qui pouvaient sauver sa malheureuse victime, il allait empêcher le transport du matériel indispensable à sa défense. Et lui-même avait dicté le plan de l'action. Il avait assuré la Roumanie que rien ne la menaçait du côté du Danube, où l'État-major voyait toujours un danger inquiétant. Et, au lieu d'ordonner une vigoureuse offensive dans les Balkans, Stürmer se contentait d'envoyer quelques troupes pour faire une démonstration en Dobroudja. Pendant ce temps, au Nord comme au Sud, se préparait l'orage qui allait submerger la malheureuse Roumanie.

Quand, le 27 août 1916, le baron Burian reçut à Vienne la déclaration de guerre, il n'en éprouva aucune surprise. Ses agents l'avaient depuis longtemps prévenu, et il connaissait même les conditions du pacte entre la Roumanie et ses nouveaux alliés. La diplomatie n'est secrète que pour les peuples aux dépens desquels on la fait. Le jeu de l'Autriche, tel qu'il ressort des documents publiés, consista à menacer la Roumanie

avec le sabre allemand, tout en laissant entendre, jusqu'au dernier moment, que l'ancienne « amitié » pouvait toujours renaître, si la Roumanie voulait bien renoncer à son idéal. En même temps, elle prenait ses mesures pour le cas d'une rupture, dont son ministre à Bucarest avait même prédit la date presque exacte. Elle poussa la prévoyance jusqu'aux moindres détails : un mois d'avance, Burian donnait des ordres pour qu'on envoyât à Vienne les archives, et cherchait près de la Hollande un protecteur pour les sujets de la Double Monarchie. Il faut tenir pour certain que Hindenburg aussi avait pris ses précautions. Pourtant, les premiers jours de la guerre montrèrent quelque désarroi dans le camp allemand. Avait-on jugé une offensive en Transylvanie peu probable ?

C'était, en effet, une idée répandue dans les pays alliés que l'attaque roumaine devait se produire vers le Sud, contre les Bulgares que l'armée de Salonique aurait pris à revers. Le problème balkanique pouvait ainsi être résolu en quelques mois ; « le chemin de la Transylvanie passe par Sofia », répétaient les amateurs de formules. Il y avait, en Roumanie, beaucoup de gens du même avis. Et l'Etat-major lui-même

voulait prendre des garanties au delà du Danube, pour avoir les derrières bien gardés avant de passer les Carpathes. Pourquoi ne l'essaya-t-il pas? On a vu que Stürmer avait garanti, à ce qu'on dit, l'inaction de la Bulgarie. Mais ce ne fut pas le seul motif qui décida de la direction de l'attaque roumaine.

Je crois que, dans tous les cas, celle-ci devait débuter comme elle l'a fait. Le plan était bon, politiquement aussi bien que stratégiquement. La Roumanie entrait en guerre pour réaliser par les armes ses revendications nationales. Mettre le pied en terre « irrédente », c'était pour elle le bonheur suprême. C'était aussi une sage décision. Si elle réussissait à chasser du pays de ses fils l'oppresseur séculaire, le problème de ses revendications se trouvait résolu. Pour avoir la Transylvanie il fallait la conquérir. Si les Français se trouvaient en ce moment à Strasbourg, on ne discuterait plus leurs droits sur l'Alsace-Lorraine. Si les Roumains se défendaient aujourd'hui sur la Tissa, et non sur le Sireth, la délivrance de leurs frères serait absolument certaine. Voilà pourquoi celui qui lança les armées contre la citadelle transylvaine obéit au bon sens politique.

Il obéit en même temps à une nécessité militaire. La Valachie, langue de terre large à peine de 200 kilomètres, qui s'avance entre les pays ennemis, ne peut pas être défendue contre deux attaques convergentes. Si l'armée se bat sur le Danube, il faut que rien ne la menace dans les Carpathes ; si elle lutte au Nord, elle ne doit pas être inquiétée du côté du fleuve. C'est la raison qui fit si longtemps hésiter la prudence de Bratiano. Il ne se décida à l'action que lorsqu'il reçut de ses alliés une assurance, — qu'il pouvait croire valable, — contre la Bulgarie. Pareille assurance ne pouvait pas être donnée pour le front des Carpathes ; c'était donc là qu'il fallait attaquer pour conquérir, dans la terre des ancêtres, une meilleure ligne de défense. Supposons qu les armées roumaines eussent avancé victorieusement jusqu'à Sofia, qui aurait en ce cas empêché les Allemands de faire une promenade à Bucarest? La question ainsi posée ne comportait qu'une seule solution : celle qu'on lui a donnée.

Ceci ne veut pas dire que les Balkans devaient être abandonnés aux Bulgares et au roi Constantin. Mais ce n'était pas, je crois, à la Roumanie seule que devait incomber la tâche de

résoudre ce problème européen. On a vu quels étaient les intérêts de ce pays au sud du Danube : celui du maintien d'un équilibre qui, en retenant les Bulgares, lui aurait permis une action militaire au Nord. En 1916, ce rôle de garder le Danube ne devait plus être à sa charge; ses alliés, pour le profit de la cause commune, étaient tenus à la dégager de ce fardeau. Dans un plan bien conçu, on aurait dû voir une offensive russe au delà du Danube se développer en même temps que les opérations roumaines en Transylvanie. La Roumanie ne pouvait pas entreprendre une action vers le Sud, sans renoncer à réaliser par les armes ses aspirations nationales; peut-on penser que son armée, après s'être battue contre les Bulgares, aurait eu encore la possibilité de conquérir la Transylvanie? Dans une coopération bien comprise, la tâche de chacun doit être proportionnée à ses forces.

La direction de l'offensive roumaine, loin de constituer une erreur, comme on s'est plu à le répéter, n'a été que la conclusion logique de la situation. Quand, dans la nuit du 27 août, les soldats du roi Ferdinand passèrent les cols des Carpathes, ils allaient où les appelait non seu-

lement leur rêve, mais aussi l'utilité la mieux établie. La frontière roumaine, telle qu'elle était avant la guerre, était indéfendable. Longue de plus de mille kilomètres, et n'ayant derrière elle qu'une étroite langue de terre insuffisante pour la manœuvre, elle aurait demandé une armée beaucoup plus nombreuse que celle dont la Roumanie disposait. Ses forces auraient à peine suffi à établir un cordon de troupes, avec environ 400 hommes par kilomètre. Pour sortir de cette impasse stratégique, il n'y avait qu'un seul moyen : l'offensive heureuse, qui aurait permis l'occupation d'une ligne plus courte, celle du Mouresh, rivière qui coupe obliquement la Transylvanie. La conception était hardie, mais c'était la seule praticable, si on ne voulait pas abandonner la Valachie et s'établir dès le début sur la ligne du Sireth inférieur, où on pouvait compter sur une résistance que l'enveloppement n'aurait pas menacée.

On put croire au début que l'entreprise allait réussir. Repoussant devant eux les troupes de couverture, les Roumains pénétrèrent profondément dans le pays de leurs frères. Si la riposte de l'ennemi tardait encore, si les Russes recommençaient l'action de leur côté, on pourrait

atteindre la ligne choisie. Et là, les attaques de Hindenburg se seraient brisées contre un mur inébranlable.

Mais la riposte vint immédiatement du Danube, là où les assurances de Stürmer devaient servir de garantie. Trois jours avant l'entrée en guerre de la Roumanie, Radoslavof, le premier ministre de Bulgarie, faisait des déclarations sur les rapports entre les deux pays. « Nos relations avec la Roumanie, disait-il, ne sont pas seulement correctes, loyales et bonnes, elles sont tranquilles et sûres. Nous désirons absolument que, de notre côté, la Roumanie ne soit jamais ni provoquée, ni irritée... Nous voulons demeurer en paix avec la Roumanie. » Que signifiaient ces assurances, alors que l'Autriche et l'Allemagne, inquiètes, faisaient les dernières pressions à Bucarest ? Une menace bulgare y aurait produit une impression très profonde, tandis que les assurances de Radoslavof ne faisaient que fortifier la décision de commencer les hostilités. Était-ce la voix de Stürmer qu'on entendait par l'organe du premier ministre bulgare ?

Le 1er septembre, moins d'une semaine après les assurances qu'on vient de lire, la Bulgarie

déclarait la guerre, par une note où l'on voit quelle peine elle avait pour justifier son agression. Dès cet instant, rien ne pouvait plus empêcher la réalisation du plan pour l'écrasement de la Roumanie. L'héroïsme de ses soldats réussit seulement à le retarder d'une façon inattendue. Mackensen repoussait facilement les faibles forces qui gardaient la Dobroudja, mais celles-ci, retranchées sur une ligne en avant de Constantza, purent arrêter son avance. Le maréchal allemand devait revenir, au mois d'octobre, avec de nouvelles réserves et un matériel plus puissant. Il réussissait, par un irrésistible bombardement d'artillerie, à enlever la position de Topraï-Hissar ; par la brèche ainsi créée, il obligea toute la ligne à se retirer.

Pendant cet intervalle, une puissante armée, en majorité allemande, s'avançait à la défense de la Transylvanie. Par le nombre, le matériel et l'éducation militaire acquise en deux années de guerre, elle était nettement supérieure aux troupes roumaines. Celles-ci se virent obligées à une rapide retraite vers les montagnes, où elles pouvaient espérer se défendre jusqu'à l'arrivée des renforts russes et du matériel promis. Ce fut alors que commença une résistance

désespérée, d'autant plus admirable que l'on comprit bientôt la vanité de toute illusion. Le front français était trop loin pour qu'une offensive pût avoir quelque influence sur le sort de la Roumanie. L'armée de Salonique s'avouait impuissante à exercer une action efficace et les troupes du tsar, les seules capables de changer la situation, retardaient de jour en jour leur arrivée. La Roumanie devait se mesurer seule contre la force allemande. Pendant trois mois, on put croire que l'envahisseur serait retenu à la frontière. Falkenhayn faisait porter ses efforts sur la Valachie occidentale, région la plus éloignée du front russe, et la plus favorable à une attaque concentrique. La première fois que ses soldats passèrent la frontière, au col de Vulcan, ils furent chassés, quoique plus nombreux ; une division bavaroise fut complètement anéantie, à Targou-Jiou. Mais le chef allemand revint à la charge : il avait le nombre, les canons et surtout l'unité du commandement. Son deuxième effort réussit à briser la résistance roumaine, à la même place où il avait d'abord été battu. L'invasion commençait et cette longue retraite, si poignante, qui abandonnait le pays aux barbares. Attaquée des deux côtés, la capitale elle-

même dut être évacuée, après un dernier essai de résistance qui échoua. Les empires centraux réalisaient leur désir : ils occupaient un grenier qui devait les préserver à jamais de la famine.

Ce que fut, en détail, cette lutte dans les Carpathes, nous pouvons à peine l'imaginer. On saura plus tard l'abnégation et toute la bravoure que chacun de ces héros dépensa dans une bataille sans espoir. Mais on peut dire dès à présent que les Roumains se montrèrent dignes de leurs ancêtres, et de leurs frères d'armes d'aujourd'hui.

Les vigoureux paysans qui prirent les armes à l'appel de la patrie n'ignoraient pas la difficulté de leur tâche. Ils avaient entendu parler de cette puissance diabolique qui avait fait de la guerre un art d'embûches et de trahison. Mais les grands canons allemands ne les effrayaient pas, quand ils se sentaient un bon fusil sur l'épaule. N'avaient-ils pas, des centaines d'années auparavant, combattu avec la faux et les pierres un envahisseur tout couvert d'acier, qui faisait de la conquête son métier préféré ? N'avaient-ils pas résisté pendant des siècles aux assauts des hordes turques, aussi braves que cruelles ? Le puissant matériel de l'ennemi

ne les étonna donc pas; ils en furent seulement irrités, et cela augmenta leur ardeur guerrière. Ils se battirent comme « des sauvages », déclaraient les officiers allemands ; c'est dire qu'ils ne plièrent jamais sous le poids du nombre, sans avoir fait payer lourdement à leurs adversaires cette supériorité matérielle, qui avait raison des plus braves. Les Roumains apparurent comme « les meilleurs soldats du monde », ainsi que Lloyd George le reconnut publiquement. Comment pouvait-il en être autrement, quand ils luttaient pour leur existence, pour leur droit, pour leur terre chérie ?

L'Allemagne n'occupa la Roumanie qu'au prix d'énormes sacrifices. Le pays qui s'était volontairement rangé du côté des alliés, avait accompli plus que son devoir. Tout ce qui dépendait de lui, il l'avait fait. Si le succès ne couronna pas ces efforts, ce fut parce que le succès était impossible, dans les circonstances que nous avons vues. Par trois fois, à Topraï-Hissar, à Targou-Jiou, sur l'Argesh, l'ennemi fut battu ; mais il put revenir à la charge avec des moyens supérieurs, sachant que tôt ou tard la bravoure devrait céder au nombre. Dépendait-il des Roumains qu'il en fût autrement ?

Le sacrifice n'avait pas été pourtant inutile. Dans la solidarité qui unit les Alliés, l'action de l'un profite toujours aux autres. La Roumanie, par les deux puissantes armées allemandes qu'elle avait attirées contre elle et profondément entamées, avait sauvé le flanc gauche des Russes et préservé peut-être d'un désastre l'armée de Salonique. Le front occidental lui-même sentait la répercussion de l'action roumaine : l'offensive du général Nivelle à Verdun ne trouva pas sur son chemin les réserves que Falkenhayn commandait dans les Carpathes.

La France avait ressenti profondément la douleur d'une défaite qu'elle ne pouvait pas empêcher. Aucun Roumain n'oubliera la sympathie que la cause de son pays rencontra chez sa sœur bien-aimée. Le public français se montra aussi affecté par le désastre roumain que par un malheur arrivé à lui-même. Et son gouvernement entreprit de reconstituer l'armée que des circonstances si pénibles avaient totalement épuisée. L'examen de l'œuvre que les officiers français entreprirent en Roumanie, au milieu de maladies cruelles et de privations sans nombre, exigerait, à elle seule, un volume entier. Ce livre de reconnaissance et de justice, il se trouvera un

jour un Roumain pour l'écrire. Il y montrera les nobles efforts qui triomphèrent de toutes les difficultés, et le succès complet qui couronna cette œuvre. Il dira surtout comment la présence de ces alliés énergiques remonta le moral de tous, dans les heures de dépression qui suivirent la retraite. Pour l'instant, le peuple tout entier en armes, reprenant sa place au combat et défendant avec la même volonté indomptable le coin de pays qui lui reste, apporte à la France l'hommage le plus sincère de reconnaissance : celui de son sang.

VIII

CONCLUSION

L'avenir. — Importance de la Roumanie dans les Balkans. — Son rôle dans l'Europe d'après-guerre. — Elle sera un des pivots du nouvel équilibre. — Pour jouer ce rôle, elle remplit toutes les conditions. — Ses richesses. — Sa population. — L'énergie nationale. — L'importance économique de la Roumanie. — Le Danube. — Le travail d'après la guerre : reconstitution matérielle, progrès intellectuel. — Elle aura besoin, dans ces deux domaines, de l'aide de la France. — Ce que pourra devenir l'amitié franco-roumaine.

Bientôt les malheurs de cette guerre passeront, et la paix permettra de nouveau le travail civilisateur, auquel la Roumanie s'était toujours consacrée. Elle devra refaire son organisation politique et sociale, rétablir son commerce et reprendre ses efforts vers la création d'une industrie propre ; elle aura à appeler à une vie intellectuelle toujours plus haute les millions de fils qui ont souffert pour elle si cruellement. Son effort sera long et difficile ; il ne faut pas que la

France l'abandonne, comme elle ne l'a pas abandonnée dans le malheur.

Politiquement, le pays latin du Danube aura à jouer, après la guerre, un rôle plus important que jamais. Il ne faut pas que les puissances occidentales laissent de nouveau l'Allemagne imposer son influence à Bucarest. Si elles sont bien décidées à empêcher cette hégémonie économique de Berlin qu'on appelle *Mitteleuropa*, leur premier soin devra être de créer une Roumanie forte, qui se trouvera toujours du côté de la démocratie et du droit. Pour cette confédération de l'Europe Centrale, dont le projet est déjà si avancé, les bouches du Danube représenteront une des principales voies d'expansion en Orient. Il ne faut pas lui laisser la possibilité de disposer du fleuve, dont la garde devra être confiée au pays qui l'a toujours eue par le droit de la géographie, de l'histoire et des nationalités.

Il ne faut pas non plus permettre que l'Allemagne ou l'Autriche puissent reprendre leur *Drang nach Osten*, qui en grande partie a déterminé la guerre. Un barrage devra être créé entre elles et la Méditerranée. Dans ce cordon défensif, la Roumanie aura le poste d'honneur, et le

plus dangereux : celui de pierre angulaire. C'est de la mer Noire et du Danube que devra commencer, par la Serbie, l'Italie et la France, le mur qui s'opposera à toute autre tendance violente de l'impéralisme pangermaniste. C'est là que la résistance devra être la plus énergique, car la poussée s'exercera avec force sur ce chemin de l'Asie convoitée. Il faudra reconstituer une Roumanie qui puisse être un solide rempart même à une nouvelle attaque concertée des Bulgares et des empires centraux.

Enfin, avec la Serbie, compagne de souffrance et amie séculaire, elle aura la mission de tenir en respect « les Prussiens des Balkans », ces Bulgares qui, pour de longs siècles, représenteront en Europe un élément de continuelle turbulence. Elle n'aura pas besoin pour cela de conquêtes territoriales au sud du Danube ; la seule restitution de ses provinces « irrédentes » lui suffira pour pouvoir faire respecter son droit, c'est-à-dire l'intérêt de tous.

A ce triple point de vue, comme gardienne du Danube, comme obstacle à une nouvelle attaque allemande et comme contrepoids indispensable à une Bulgarie incorrigible, la Roumanie jouera un des premiers rôles dans l'Eu-

rope réorganisée pour la paix. Pourra-t-elle le faire, et ne prendra-t-elle pas une charge trop lourde pour ses forces ? C'est une question qu'il faut bien éclaircir, car elle concerne, non seulement l'avenir d'un pays auquel ses souffrances créent un droit solide, mais aussi l'intérêt général des belligérants actuels. Avant de construire, il faut connaitre la qualité et la résistance des matériaux.

Pour accomplir cette mission, qui ne serait d'ailleurs que la continuation, amplifiée, de celle remplie depuis qu'elle existe, la Roumanie possède toutes les qualités et toute la force nécessaires. Elle a l'énergie et la clairvoyance, elle a la richesse et le nombre. Ses grands alliés la connaissent aujourd'hui, et peuvent compter sur elle : elle ne faillira jamais à son devoir.

La clairvoyance et l'énergie, ce sont deux qualités que le lecteur de ces pages a pu reconnaitre dans toutes les phases de la longue histoire qu'il vient de parcourir, traduites en cette précieuse qualité, pour les petits pays surtout, qu'on appelle esprit politique. C'est par elles qu'elle a réussi à parcourir cette carrière magnifique, qui a fait, des petites principautés

vassales d'il y a cinquante ans, un important royaume dont le concours fut sollicité partout. C'est par elles qu'elle deviendra demain, — après une épreuve qui sera salutaire si on en tire tous les enseignements, — agrandie et forte, le pivot de la politique orientale, le soutien de la paix dans les Balkans.

Le nombre, elle l'aura par le droit des nationalités, quand ses quatre millions de fils reviendront à elle. La masse compacte que le peuple roumain formera alors lui permettra de résister, invincible, à toutes les infiltrations pacifiques comme à tous les assauts de la force. C'est le pays qui connaîtra le plus tard le danger de la dépopulation. De toute l'Europe, la Roumanie est la région où on contracte le plus de mariages et à l'âge le plus jeune ; sa population, en près de dix ans, a augmenté de 22 p. 100. La densité n'est encore que de 55 habitants par kilomètre carré. En combattant la mortalité infantile, qui est formidable, l'accroissement pourrait être sensiblement plus élevé.

La richesse enfin, indispensable pour jouer un grand rôle dans la « société des nations », est représentée d'abord par le bien le plus précieux : la jeunesse, l'avenir. Ce que son sol possède, ce

qu'il peut produire, commençait à peine à être connu. Qui s'imagine ce que la plaine du Danube, terre aussi riche que la vallée du Nil, pourrait produire de céréales, si elle était rationnellement cultivée? Jusqu'à présent l'agriculture roumaine a manqué de capitaux et d'initiatives pour les mettre en œuvre. Aucun effort pour améliorer le rendement n'a été fait par le grand propriétaire insouciant ou par le paysan pauvre et routinier. Faute de labourage convenable, la terre est épuisée à quelques centimètres de la surface, et vierge au-dessous ; pourtant, elle nourrit l'Europe, en exportant jusqu'à deux millions de tonnes de blé par an, c'est-à-dire, par rapport à sa population, plus que la Russie et les États-Unis, arrivant au premier rang après l'Argentine. Elle pourra produire deux et trois fois plus, quand on se décidera à pratiquer une culture vraiment scientifique.

La Roumanie possède encore, dans ses gisements pétrolifères, un combustible de premier ordre. L'extraction en est récente et partielle ; c'est dire qu'elle offre de merveilleuses perspectives pour l'avenir, quand cette industrie sera complètement organisée. Il faudra, après la guerre, remettre en marche l'exploitation de cette

richesse. La France, qui dans ce domaine est la meilleure cliente de la Roumanie, ne voudra pas laisser de nouveau la prépondérance aux capitaux allemands.

Avec son pétrole, avec les cours d'eau de ses montagnes, avec le charbon et les minéraux de la Transylvanie, la Roumanie pourra songer à se créer une industrie nationale, indispensable pour sa sécurité extérieure et pour son équilibre social. Il y a là un programme immense à élaborer et à réaliser par une organisation tenace et éclairée. Ceux qui ont étonné le monde par leur renaissance industrielle en pleine guerre, auront à y apporter leur collaboration.

Mais toutes ces questions économiques ne sont pas un but pour le peuple roumain. La richesse matérielle que cet effort industriel et commercial apportera, devra rester ce qu'elle est : un moyen, qui, par le bien-être provoqué, permettra de réaliser la grande tâche, celle du perfectionnement moral. Beaucoup de choses seront à changer dans la Roumanie d'après-guerre. Une nouvelle classe sociale, celle qui forme les 80 p. 100 de la population, fera son apparition dans le monde politique. Il faudra que l'éducation de cette masse soit faite assez

vite pour qu'elle puisse se conduire elle-même. Les éléments de discorde et de fanatisme, qui sont en train de compromettre une grande démocratie à peine éveillée, doivent être dissipés par des idées claires et des principes sains. Où les trouver, sinon en France? La vieille civilisation qui a profondément influencé la bourgeoisie roumaine, devra diriger aussi l'éveil du paysan roumain. Ces millions d'hommes devront recevoir la lumière d'un peuple de leur race. C'est là, pour l'intelligence française, un champ inépuisable d'activité.

Sous son influence, se produirait dans la grande Roumanie un puissant mouvement intellectuel, trouvant sa force, non dans l'imitation des choses d'Occident, mais dans une inspiration originale, tirée des profondeurs de l'âme populaire. Une renaissance intellectuelle suivrait la renaissance nationale, et dans toutes les deux apparaîtrait, comme stimulant et comme appui, le concours désintéressé de la France. Celle-ci pourrait continuer ainsi ce qui est sa grande mission dans le monde : réveiller les peuples par son inépuisable énergie, et les conduire dans leur vie propre, qu'elle éclaire de sa lumière éternelle.

Il faut donc, pour le bien commun, pour le bien de l'humanité, que rien ne trouble dorénavant l'amitié des deux peuples. Que le sang versé, côte à côte, pour la même noble cause, scelle à jamais leur union. En connaissant mieux la Roumanie, les Français s'apercevront qu'il n'y a pas de pays au monde où ils soient plus admirés, plus aimés. Et ils voudront montrer à leurs frères lointains qu'ils peuvent compter, en ce monde, sur une sympathie sincère, sur un appui désintéressé.

BIBLIOGRAPHIE

Pour le lecteur qui voudrait connaître de plus près quelques-unes des questions esquissées dans cet ouvrage, j'indique ci-dessous les livres parus en français, au sujet de la Roumanie, et pouvant fournir des renseignements plus abondants.

Ouvrages généraux :

CONSTANTIN-D. MAVRODIN, — *La Roumanie contemporaine*, Plon, 1915, — donne quelques détails sommaires sur l'histoire de la Roumanie, et ses revendications nationales.

A. MUZET, — *Le Monde balkanique*, Flammarion, 1917, — contient des détails intéressants, parmi d'importantes inexactitudes.

Histoire :

AL. XÉNOPOL, professeur à l'Université de Jassy, — *Histoire des Roumains de la Dacie Trajane*, jusqu'en 1859, Leroux, 1898, — ouvrage capital, dans lequel on pourra trouver la narration détaillée du passé de la Roumanie.

POMPILIU ÉLIADE, professeur à l'Université de Bucarest, — *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie*,

Leroux, 1898, — analyse minutieuse des débuts des relations intellectuelles franco-roumaines.

Du même, — *Histoire de l'esprit public en Roumanie au XIXe siècle*, Paris, 1905, — travail couronné par l'Académie française, suite du précédent.

Alexandre A. C. Stourdza, — *Le nationalisme roumain au XIXe siècle (1821-1866)*, Paris, 1914, — examine brièvement une des époques les plus intéressantes de l'histoire moderne de la Roumanie, celle de sa formation en État unitaire.

N. Jorga, professeur à l'Université de Bucarest, — *Droits nationaux et politiques des Roumains dans la Dobrogea*, Jassy, 1917, — étude historique de cette province, et réfutation documentée des prétentions bulgares.

Actes diplomatiques concernant les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, dans l'intervalle depuis le 22 juillet jusqu'au 27 août 1916, Vienne, 1916 (en allemand). — livre rouge autrichien, introuvable en France, contenant la correspondance du ministre de Bucarest avec la Ballplatz, pendant la neutralité roumaine. Il a été l'objet d'un résumé très complet et très exact de M. J. de Witte, dans la *Revue des Deux Mondes*, du 15 mai 1917.

Question nationale :

Bertrand Auerbach, professeur à l'Université de Nancy, — *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, Alcan, 1917, — contient sur les provinces roumaines de la Monarchie dualiste des données extrêmement intéressantes.

Mircea R. Sirianu, — *La Question de Transylvanie et l'unité politique roumaine*, Jouve, 1916, — exposé clair et complet des revendications roumaines contre la Hongrie.

Octavian Taslauanu, — *Trois mois de campagne en Galicie*, Attinger, 1917, — carnet de route d'un Roumain de Transylvanie, officier dans l'armée hongroise, où l'on

peut voir comment sont traités les Roumains, soldats les plus braves de la maison de Habsbourg.

Questions économiques :

N. Xénopol, — *La richesse de la Roumanie*, Paris, 1916, — exposé de la situation économique d'avant la guerre.

C. J. Baïcoïanu, — *Le Danube*, aperçu historique, économique et politique, Sirey, 1917, — examine à ce triple point de vue l'importance du grand fleuve européen. Une préface de Vintila J. Bratiano expose à grands traits quelques-uns des problèmes économiques les plus importants d'après-guerre.

Daniel Bellet, — *Le développement économique et la richesse de la Roumanie*, Journal des Economistes, 15 juillet 1917.

Le journal *Romànul*, paraissant en roumain et en français, s'occupe de toutes les questions concernant les relations entre les deux pays.

TABLE DES MATIÈRES

I

INTRODUCTION

II

LA ROUMANIE LIBRE
SON ORIENTATION POLITIQUE

III

L'UNITÉ NATIONALE. PROBLÈME VITAL

IV

COMMENT BISMARCK ATTIRA LA ROUMANIE DANS LA TRIPLE ALLIANCE

V

PRÉLUDES DE LA GRANDE GUERRE

VI

PRÉPARATION DE L'INTERVENTION ROUMAINE

VII

CONDITIONS IDÉALES ET CIRCONSTANCES RÉELLES DE L'INTERVENTION ROUMAINE

VIII

CONCLUSION

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

═ LIBRAIRIE ARMAND COLIN ═

103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

BIBLIOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL CONTEMPORAIN

Les Fonctionnaires : *Leur action corporative*, par **Georges-Cahen**, Maître des Requêtes au Conseil d'État. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« On sera séduit par l'exacte documentation de cet ouvrage, par sa belle ordonnance, sa parfaite clarté d'exposition, la rapidité, l'animation du récit. C'est un des livres les plus [illegible], les mieux faits qui aient été écrits sur une [illegible] question [illegible]. On devra y recourir pour connaître le passé et le présent du corporatisme des fonctionnaires. » *(Revue Bleue.)*

Le Procès de la Démocratie, par **Georges Guy-Grand**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Depuis quelques années, des attaques précises contre le régime démocratique se sont élevées de côtés très différents. M. Guy-Grand étudie ces diverses critiques. Parfaitement renseigné, il sait les exposer clairement et les distinguer entre elles. Quoi qu'on pense de ces graves questions, c'est un livre à lire et qui mérite d'être signalé pour le talent et le sérieux de la discussion. » *(Le Correspondant.)*

L'Orientation religieuse de la France actuelle, par **Paul Sabatier**. Un volume in-18 (2[e] ÉDITION), broché . 3 fr. 50

« M. Paul Sabatier suit dans l'évolution politique, intellectuelle, artistique, les efforts de l'esprit religieux et s'applique à nous faire pressentir ce qui peut résulter des multiples aspirations contemporaines vers une vie spirituelle complète et harmonieuse. » *(Revue de Paris.)*

« M. Paul Sabatier affirme qu'il y a une renaissance du sentiment mystique réunissant dans une sphère commune les plus hauts esprits... Le problème angoissant qui se pose à l'heure actuelle est de savoir si la véritable foi religieuse, qui est amour, l'emportera sur la fausse foi qui est scolastique et dialectique, et si la réconciliation pourra se faire entre le christianisme et la civilisation moderne. » *(Mercure de France.)*

P. — 691.

La Question sociale et le mouvement philosophique au XIXe siècle, par **Gaston Richard**, professeur à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

La pensée philosophique a-t-elle été étrangère à la transformation sociale de notre époque? Tel est le problème qu'étudie M. G. Richard. Il s'attache à prouver que seule la philosophie pouvait démontrer que la question sociale est, au fond, une question morale que l'on ne peut résoudre, ni même bien comprendre si l'on élude le double problème du droit et du mal. A l'appui de sa thèse, l'auteur soumet à un nouvel examen critique plusieurs points d'histoire souvent controversés, concernant les rapports de filiation entre les écoles philosophiques et les écoles socialistes du XIXe siècle.

Conduit avec une méthode rigoureuse, constamment appuyé sur l'étude des sources, ce travail aboutit à des conclusions neuves et personnelles. Un index bibliographique permet au lecteur de contrôler et d'étendre la solide documentation de l'ouvrage.

La Famille française et son évolution, par **Louis Delzons**. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Avec l'autorité du jurisconsulte et l'expérience du romancier, qui a mesuré à la fois la valeur et la portée des articles de nos Codes et observé leur influence et leurs effets sur le caractère de la société contemporaine, M. Louis Delzons étudie les tendances nouvelles de notre époque; où mène depuis un siècle, en France, l'évolution de la famille, si rapide et si complète en ces dernières années. ». *(Revue des Deux Mondes.)*

L'Évolution de la France agricole, par **Michel Augé-Laribé**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Cet ouvrage est l'exposé précis de la transformation industrielle de l'agriculture et aussi de la transformation morale du monde de la terre. Il y a là un très gros problème, dont bien peu de nos contemporains se doutent, et dont on voit vite les conséquences économiques, politiques et surtout sociales à la lumière des faits développés brillamment par Michel Augé-Laribé. » *(Le Parlement et l'Opinion.)*

Les Transformations du Droit civil, par **Joseph Charmont**, professeur à l'Université de Montpellier. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Écrit d'une manière très objective, ce bref, mais ingénieux ouvrage expose, avec une pénétrante sagacité, l'évolution du droit privé sur les trois points fondamentaux de la famille, de la propriété, de la responsabilité. Mais, avec une infinie discrétion, M. Charmont laisse entrevoir ses vues plus qu'il ne les indique. L'évolution n'a-t-elle pas eu le plus souvent d'heureux résultats? Pourtant n'inspire-t-elle pas aussi des inquiétudes? Ne laisse-t-elle pas, parfois, des regrets? L'auteur, ici, discrètement s'efface; il n'a voulu que nous montrer des courants, des luttes d'idées. Il n'entend pas se mettre en scène, et l'on ne peut, à cet égard, qu'apprécier son tact. »

(Revue de Droit international privé.)

Les Transformations du Droit public, par **Léon Duguit** professeur de droit à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« L'auteur montre la désagrégation de notre ancien système juridique et les conceptions nouvelles qui semblent présider à l'élaboration d'un nouveau système. L'influence des faits économiques est ici prépondérante ; et c'est ainsi que dans l'idée qu'on tend à se faire de l'État, la notion de souveraineté ou de droit subjectif va s'effaçant devant la notion, plus réaliste, de service public. On retrouvera dans ce volume la netteté et la vigueur de pensée qui ont fait apprécier M. Duguit des juristes et des philosophes. »

(Le Correspondant.)

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les Systèmes Socialistes et l'Évolution économique, par **Maurice Bourguin,** professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Paris. 4e ÉDITION *revue et corrigée, augmentée d'un index alphabétique des auteurs cités et des matières traitées.* Un volume in-8° cavalier (23c × 16c) de 560 pages, broché. . **10 fr.**

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques, Prix Wolowski et Prix J.-B. Chevallier.

« C'est là une œuvre forte et loyale qui vaut d'être méditée par les hommes de toutes les tendances et de tous les partis. La documentation en est sérieuse et sobre, les analyses pénétrantes et exactes. M. Bourguin combat les systèmes sans parti pris d'école et sans préjugé de classe. A la probité d'analyse et d'interprétation s'ajoute l'inspiration sociale et humaine la plus libre, la plus démocratique et la plus large. » (JEAN JAURÈS. *L'Humanité.*)

La Sociologie de Proudhon, par **C. Bouglé,** chargé d'un Cours à la Sorbonne. Un volume in-18, broché. . . . 3 fr. 50

« De Proudhon se réclament aujourd'hui les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, les réformistes radicaux socialistes, les anti-collectivistes. Pour les uns, c'est un anarchiste ; pour les autres, un des maîtres de la contre-révolution. Qui croire ? Où est l'unité de la pensée proudhonienne ? M. Bouglé estime que c'est la sociologie de Proudhon qui fournit la clef de beaucoup de ses thèses, c'est-à-dire ce postulat que la société n'est pas la simple somme des unités qui la composent, que cette force collective est une réalité originale. La démonstration de M. Bouglé est judicieuse et brillante. »

(Revue de Paris.)

Essais politiques et sociaux, par **R. W. Emerson.** Traduction M. DUGARD. Un volume in-18, broché . . . . . 3 fr. 50

« Il y a là, pour beaucoup, une sorte de révélation, car Emerson, maître universellement célèbre de la vie intérieure, est moins connu comme génie positif. Il fut cependant pénétré au plus haut point du respect des réalités. Guerre, propriété, éducation, gouvernement, rôle de l'écrivain, lutte des partis et des classes, il n'est pas une question que son idéalisme pratique n'ait approfondie en ces pages souvent admirables. » *(Le Figaro.)*

L'Individualisme économique et social : *Ses Origines, son Évolution, ses Formes contemporaines*, par **Albert Schatz**, prof. à la Faculté de droit de Lille. Un vol. in-18 [illegible] br. 5 fr.

« Ouvrage aussi remarquable par la concision élégante de la forme que [illegible] et Mandeville jusqu'à Nietzsche et Ibsen. Mais ce n'est pas seulement un exposé de doctrine, et ce livre n'intéresse pas que les économistes. Il constitue une œuvre de combat et, à ce titre, il s'adresse à tous les esprits indépendants, désireux de penser et d'agir par eux-mêmes, sans se laisser guider par leurs ambitions personnelles et les abus de toute coterie officielle. »

[illegible]

L'Élite dans la société moderne : *Son rôle*, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« L'ouvrage de Paul de Rousiers met en relief le rôle social de l'élite par [illegible] borne pas à l'examen des phénomènes purement économiques. Des besoins intellectuels et moraux réclament l'action d'une élite désintéressée, d'une *surélite*; là où elle fait défaut, l'intérêt général court risque d'être exploité dans des vues intéressées. Ainsi l'élite est indispensable à la vie sociale sous toutes les formes. La société moderne doit pourvoir constamment elle-même au recrutement des diverses élites qu'elle requiert. Telle est la conclusion de ce travail documenté et consciencieux, où le souci de la vérité s'allie à l'élévation des idées. » *(La République Française.)*

« Voici un livre qu'il faut proposer à quiconque s'occupe d'organiser notre vie contemporaine et d'adapter les vieilles idées nécessaires à l'impatience intolérante des démocraties. L'élite, les élites doivent tenir la place des anciennes « classes dirigeantes », faute de quoi, privées de guides expérimentés, la foule se laissera tromper par les bateleurs. »

[illegible]

L'Economie de l'Effort, par **Yves Guyot**. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

« Ce livre n'est pas à proprement parler un traité d'économie politique; l'auteur dogmatise le moins possible; et à côté du précepte, il place toujours le fait qui l'éclaire et le justifie. Il ne définit pas seulement les trois entités maîtresses, la propriété, le capital et le travail; il en décrit les péripéties et les évolutions, multipliant les exemples pour les mieux faire comprendre... Livre intéressant où l'auteur a su condenser en 300 pages la substance de toute une bibliothèque d'économie politique. » *(Le Siècle.)*

La Synergie sociale, par **Henri Mazel**. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

« L'auteur étudie dans ce volume l'action civilisatrice des énergies morales librement mises en commun. Comme cette étude porte à la fois sur le passé, le présent et même sur l'avenir, le livre abonde en aperçus d'histoire générale, en appréciations sur l'état de choses contemporain, et aussi en prévisions des âmes futures d'après quelques grands penseurs d'aujourd'hui. *La Synergie sociale* se rattache ainsi au mouvement actuel qui détache la sociologie de la biologie pour la rapprocher de la psychologie; à ce titre la lecture en est indiquée à tous ceux qui veulent se tenir au courant des nouvelles idées en sciences sociales. » *(L'Autorité.)*

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

Les Origines de la guerre européenne, par **Auguste Gauvain**. [illegible], broché . . . . 3 fr. 50

[illegible] les origines [illegible] c'est ce qu'il a fait dans un style simple, sobre, précis, avec le seul souci de respecter la [illegible]
([illegible])

« M. Gauvain vient de publier un exposé méthodique détaillé des causes politiques de la conflagration actuelle. Il n'a pas fait œuvre de polémiste. Il a seulement cherché à montrer, en historien, par l'enchaînement rigoureux de faits contrôlés, pourquoi la guerre a éclaté au mois d'août dernier plutôt que lors des grandes crises diplomatiques des années précédentes. »
(Journal des Débats.)

« C'est un examen lucide et magistral de la politique européenne depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. »
([illegible], d'Edimbourg.)

Karl Marx pangermaniste *et l'Association internationale des Travailleurs de 1864 à 1870*, par **James Guillaume**. Un volume in-18, broché . . . . 1 fr. 50

« Cet ouvrage, très documenté et écrit par un érudit de bonne marque, est une étude curieuse et très nouvelle, qui nous montre dans l'apôtre de l'Internationale un pangermaniste véritable, malveillant pour les Français et orientant la « social-demokratie » vers l'impérialisme allemand. »
(Le Correspondant.)

Appuyé sur d'authentiques et irréfutables documents, en particulier sur [illegible] Marx et d'Engels, dont l'auteur [illegible] pour la première fois au grand public le véritable rôle de Karl Marx dans les affaires de la démocratie française. »
([illegible])

L'Europe court-elle à sa ruine? par **Alfred de Tarde**. Un volume in-18 (2e ÉDITION), broché . . . . 1 fr. 25

M. Alfred de Tarde (l'un des deux écrivains qui se sont fait connaître sous le pseudonyme d'Agathon) étudie dans cette brochure, avec une remarquable [illegible] *de la guerre*, et [illegible] *prodigieuses dépenses* qui n'ont aucun analogue dans l'histoire. Son livre sera très lu et très discuté.

L'Appropriation du Sol : *Essai sur le passage de la propriété collective à la propriété privée*, par **Paul Lacombe**. Un volume in-8° écu de VIII-412 pages, broché. . . . . 5 fr.

L'ouvrage porte en sous-titre : *Essai sur le passage* [illegible] dans le grand débat [illegible] historiens et sociologues, l'auteur se range donc du côté des sociologues ; mais l'originalité et l'intérêt de son livre consistent en ce qu'il a rapproché l'ethnographie de l'histoire, les enquêtes des voyageurs sur les sociétés primitives des recher[illegible] et qu'il a [illegible] nous montrer comment a dû se constituer, au cours des siècles, la propriété privée. Cet essai de synthèse est suggestif et séduisant. » *(Revue de Paris.)*

Problèmes politiques du Temps présent, par **Émile Faguet**, de l'Académie française, professeur à l'Université de Paris. Un volume in-18 (4e ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

Sur notre régime parlementaire. — Armée et Démocratie. — Le Socialisme dans la Révolution française. — La Liberté de l'Enseignement. — Les Églises et l'État.

« M. Émile Faguet apporte en ce volume cette même intelligence subtile et ce même esprit de sincérité qu'il déploie en sa critique des hommes et des œuvres. Sans vouloir donner de conseils, il s'attache du moins à nous expliquer son avis sur toutes les grandes questions qui ont occupé et divisé les esprits jusqu'à la fin du XIXe siècle. On trouve partout, en ces études, des idées précises et fortes qui s'imposent à la réflexion. »

(Revue de Paris.)

Questions politiques, par **Émile Faguet**, de l'Académie française. Un volume in-18 (2e ÉDITION), broché. . . . . . . 3 fr. 50

La France en 1789. — Décentralisateurs et Fédéralistes. — Le Socialisme en 1899. — Que sera le XXe siècle?

« Ces études sont toutes abondantes, réfléchies et documentées : l'auteur, tout en accordant la plus grande place au *socialisme*, a su y faire entrer toutes les questions intéressantes et trouver prétexte à nous donner de tous les problèmes sa solution personnelle. Le volume se termine par un long et curieux chapitre : « Que sera le XXe siècle? » M. Faguet apporte en cette vaste méditation toute l'autorité de son expérience et toute sa logique à la fois subtile et précise. » *(Revue de Paris.)*

Études politiques, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Deux essais sur la *Souveraineté du peuple*, sur *la Déclaration des droits de l'homme et M. Jellinek*, deux notices sur *A. Bardoux* et *Albert Sorel*, telle est la matière de ce livre posthume. Comme dans les précédents ouvrages d'Émile Boutmy, on admirera, dans ces analyses d'esprits et d'idées, une grande finesse de psychologie et, dans le style, une forme subtile et nuancée. »

(Revue de Paris.)

« Ceux qui aborderont ce livre y trouveront cette finesse d'observation, cette clarté, cette force de pensée qui marquent les ouvrages de M. Boutmy; ils y prendront une utile leçon de discussion courtoise et d'impartialité sereine. » *(Revue Suisse.)*

Études de Droit constitutionnel *(France — Angleterre — États-Unis)*, par **Émile Boutmy**, membre de l'Institut. Un volume in-18 (6e ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

Ce volume renferme trois importantes études qui se font valoir et se complètent mutuellement. Dans la première, l'auteur nous expose un tableau critique et une classification aussi complète que possible des sources de la constitution anglaise. Le second « essai » ouvre une suite d'échappées et, pour ainsi dire, de vues latérales sur la constitution des Etats-Unis. Enfin la troisième étude forme en quelque mesure la conclusion des deux précédentes. L'auteur se propose de faire ressortir, par une comparaison plus serrée et plus suivie avec la France, les différences non seulement de forme et de structure, mais d'essence et de genre qui existent entre la constitution anglaise, la constitution des États-Unis et la nôtre.

QUESTIONS D'ÉDUCATION ET D'ENSEIGNEMENT

L'Enseignement professionnel en France : *son histoire, ses différentes formes, ses résultats*, par **J.-B. Paquier**, docteur ès lettres, ancien professeur au lycée Saint-Louis. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Voici un livre [illegible] [illegible] [illegible] appréciations et ses jugements, l'auteur ne laisse dans l'ombre aucun des éléments importants d'un problème dont la gravité préoccupe justement les bons esprits et les pouvoirs publics. » *(La Revue Pédagogique.)*

La Réforme de l'Enseignement secondaire, par **Alexandre Ribot**, de l'Académie française, sénateur. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

Disons tout de suite [illegible] de l'ouvrage de M. Ribot. C'est une étude magistrale, aussi frappante par la clarté de l'exposition et la sévère beauté de la forme que par la sûreté, la précision et la richesse de l'information. C'est plus qu'un rapport, c'est un livre de haute [illegible] beaux rapports [illegible] beaux livres [illegible] M. [illegible] *(Le Temps.)*

L'Université et la Société moderne, par **Gustave Lanson**, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. Un volume in-18, broché . . . . 1 fr. 50

« Ce livre mérite d'être beaucoup lu. Les opinions très personnelles et modérées de M. Lanson restent intéressantes, quelles que soient les décisions prises et les réformes consenties. C'est un des plus utiles commentaires et compléments des réformes ; il peut servir de guide aussi à ceux qui ont à les appliquer. » *(L'Enseignement secondaire.)*

L'Enseignement secondaire et la Démocratie, par **Francisque Vial**, professeur au lycée Lakanal. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné [illegible]

« C'est l'œuvre d'un esprit très personnel, indépendant et vigoureux... On rencontre beaucoup de vues originales, suggestives, de pensées fortes, de remarques fécondes, d'idées justes dans le cours de ces analyses. Ce livre est à lire : il oblige à penser et à discuter. »

(G. LANSON. *Revue Universitaire.*)

Les Études classiques et la Démocratie, par **Alfred Fouillée**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr.

« M. Fouillée regarde la culture classique comme indispensable au maintien de la grandeur nationale. Sans que l'élévation de la pensée enlève rien à la précision des détails, il expose et soutient, avec une grande force persuasive, un plan d'enseignement basé sur cette culture. Ce maître livre sera désormais le bréviaire des amis de l'enseignement classique, et leurs contradicteurs eux-mêmes ne pourront se dispenser d'en faire cas. » *(Le Temps.)*

ÉTUDES ET ENQUÊTES
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FRANCE

La plus grande France : *La tâche prochaine*, par **Probus**. Un volume in-18 (2e édition), broché . . . . 3 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales, Prix Audiffred.

« Quand il s'agira d'adapter aux exigences de l'avenir le vieil organisme français, nul effort ne devra être négligé, et c'est œuvre excellente que de [illegible] dès aujourd'hui les esprits à cette inévitable transformation. Des discussions sérieusement conduites jaillira sans doute la flamme qui éclairera notre chemin, et des livres comme celui-ci, qui est de bonne foi, serviront beaucoup à orienter l'opinion et à lui faire prendre conscience de ses devoirs. » (*Le Correspondant.*)

« L'auteur souligne d'abord, dans une critique clairvoyante, quelques-uns des [illegible] de notre régime actuel ; il apporte en abondance [illegible] et [illegible] de suggestions, et la précision avec laquelle il les formule les fait paraître d'une application facile et presque immédiate. » (*Le Monde économique.*)

« Ce livre tient la promesse qu'impliquait le nom dont il est signé ; c'est une œuvre de haute [illegible]. » (*Le [illegible]*)

Nos Finances pendant la Guerre, par **Georges Lachapelle**. Un volume in-18 (2e édition), broché . . . . 3 fr. 50

« On sait avec quel art M. Georges Lachapelle rend accessibles aux non-initiés les questions les plus complexes; on aimera à relire dans ce volume des études sur les finances publiques pendant la guerre, la Banque de France, la Bourse de Paris, les Sociétés de Crédit. Et pour mieux éclairer notre situation financière actuelle, une première partie retrace l'histoire des finances de la Troisième République, particulièrement pendant les années qui ont précédé la guerre. Ajoutons que ce livre est fortement documenté, et qu'il s'impose aux spécialistes comme aux profanes. » (*Revue de Paris.*)

Le Président de la République : *Son rôle, ses droits, ses devoirs*, par **Henry Leyret**. Un volume in-18, broché . 3 fr. 50

« Dans cet ouvrage, M. Leyret discute avec une indépendante clairvoyance le rôle, les droits, les devoirs du président. Il conclut fort judicieusement de ses sages et impartiales observations que le président de la République n'est point aussi irresponsable qu'on le dit et qu'on le croit, et il souhaite un président qui, ayant la crainte de se « conduire en parasite ou en paralytique », use de ses droits et se « conduise en chef d'État ». Cette étude est écrite d'un style alerte et brillant et conduite avec une attrayante méthode. » (*Le Temps.*)

Les Grands Ports de France : *Leur rôle économique*, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Étude très précise, sans être extrêmement détaillée. Par là, elle intéresse non seulement les initiés, qui trouveront profit à voir comment un esprit informé et clairvoyant entre tous juge tel port, ses mérites, ses insuffisances, mais aussi tous les Français cultivés, désireux de connaître l'exacte situation de notre commerce maritime, exagérément décrié. » (*Revue Bleue.*)

« L'enquête scientifique de M. de Rousiers doit être méditée par tous ceux qui sont soucieux de la prospérité de la France maritime. » (*Le Figaro.*)

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger : *Trusts — Cartells — Comptoirs — Ententes internationales*, par **Paul de Rousiers.** NOUVELLE ÉDITION, 1912, *refondue, mise à jour et considérablement augmentée.* Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Dans ce volume où sont mis en comparaison *trusts* américains, *cartells* allemands et *comptoirs* français, on se plaira à apprécier de nouveau la manière de M. de Rousiers, sa claire érudition et son expérience des affaires. En une succincte et complète exposition, l'auteur nous fait admirablement connaître les origines, les éléments et les effets des *trusts*, ces énormes engins dont l'Europe elle-même sentira la toute-puissance. » *(Revue de Paris.)*

Les Syndicats agricoles et leur œuvre, par le **Comte de Rocquigny** (*Bibliothèque du Musée social*). 3e ÉDITION augmentée d'une préface exposant le mouvement syndical agricole de 1900 à 1908. Un volume in-18, *1 carte hors texte*, broché . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Nul n'était mieux indiqué que M. de Rocquigny, l'un des directeurs du Musée social, pour écrire ce livre documenté et intéressant qui rectifiera bien des erreurs, et où le lecteur trouvera tous les renseignements désirables. »

HENRI MAZEL. (*Mercure de France.*)

Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail, par **Léon de Seilhac.** Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Étude impartiale et très documentée du mouvement d'organisation ouvrière depuis un demi-siècle. Ouvrage fort utile à consulter pour les personnes qui, n'ayant pas suivi au jour le jour la grande évolution de l'idée syndicale, veulent connaître les formes par lesquelles s'est manifestée l'énergie corporative, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les idées successives qui ont eu cours dans le monde du travail. » *(Revue de Synthèse historique.)*

Les Traités ouvriers. *Accords internationaux de Prévoyance et de Travail* (Textes officiels, commentaire et historique), par **Albert Métin,** ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Un volume in-18, broché . . . . 3 fr. 50

« Ce livre, parfaitement documenté, nous donne les textes officiels des divers accords internationaux concernant les lois protectrices du travail. L'auteur y a joint un commentaire historique, des tableaux et statistiques, des notes comparatives, — bref, tout un répertoire clair et bien ordonné qui fait de cet ouvrage un guide et un instrument indispensable à tous ceux que les questions ouvrières préoccupent aujourd'hui. » *(La Revue.)*

La Femme dans l'Industrie, par **R. Gonnard,** professeur à la Faculté de droit de Lyon. Un volume in-18, broché . . 3 fr. 50

« Voici un livre à recommander qui se lit avec beaucoup d'agrément. Les choses y sont présentées sous une forme vive, pittoresque et émue, et avec une certaine grâce qui convient bien au sujet. Les citations sont aussi très heureusement choisies. Ajoutez à cela une bibliographie très soignée qui fournit, à ceux qui veulent approfondir davantage le sujet, tous les moyens de le faire. » *(Revue Économique.)*

Dix années de Politique coloniale, par **J. Chailley-Bert,** membre du Conseil supérieur des colonies. In-18, br. . 2 fr.

« A mesure que l'on a acquis une notion exacte des difficultés de la mise en valeur de notre empire colonial, on a appris simultanément comment il convient de les résoudre. Il s'est ainsi fait un travail immense dans les esprits, et M. Chailley-Bert, qui y a pris une si grande part, en a tracé une esquisse brillante qui se distingue, comme tous ses écrits, par l'abondance des idées et par la sûreté de la documentation. » *(Le Temps.)*

Le Recrutement des Administrateurs coloniaux, par **Émile Boutmy,** membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. Un vol. in-18, broché . . . . . 1 fr. 50

Notre Marine marchande, par **Charles-Roux,** ancien député. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Bien que M. Charles-Roux s'en défende dans son « Avant-propos », son livre est un véritable traité sur la marine marchande. Ses études théoriques comme sa pratique des affaires et ses travaux au Parlement l'avaient admirablement préparé à cette tâche. L'ouvrage se recommande par son excellente méthode, sa clarté d'exposition et son généreux esprit. » *(Le Siècle.)*

Marine française et Marines étrangères, par **Léonce Abeille,** capitaine de frégate, sous-directeur de l'École supérieure de Marine. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« Nul mieux que le commandant Abeille ne pouvait entreprendre et mener à bien cette tâche si ardue d'exposer ce qu'est et ce que doit être la marine française en elle-même et par rapport aux marines étrangères. Admirablement préparé par sa situation et de nombreuses années d'études, il a pu rédiger un véritable cours, rempli de faits que ne pourront se dispenser de connaître ceux qui s'intéressent à ces questions. » *(Le Polybiblion.)*

« M. Abeille, après avoir étudié d'une part la politique navale, d'autre part l'organisation maritime des grandes puissances, et après les avoir comparées à celles de la France, conclut que notre budget maritime sera toujours insuffisant si nous ne faisons pas disparaître les abus qui le grèvent; ce sont là des observations et des conclusions auxquelles la haute compétence de l'auteur donne un poids considérable et qu'il importe à nos législateurs de méditer. » *(Le Figaro.)*

A consulter :

La Famille française et son évolution, par Louis Delzons (voir p. II).
L'Orientation religieuse de la France actuelle, par Paul Sabatier. In-18, broché (voir page I).
L'Évolution de la France agricole, par Michel Augé-Laribé (voir p. II).
Tableau politique de la France de l'Ouest *sous la Troisième République,* par André Siegfried. In-8°, broché (voir page VI).
Questions politiques, par Emile Faguet. In-18, broché (voir p. VII).

ALLEMAGNE

« L'Éternelle Allemagne », par [illegible]. Un volume [illegible] . . . . 4 fr.

[illegible] germanique », où il cherche à suivre certaines caractéristiques du peuple allemand depuis les établissements primitifs jusqu'à nos jours. »

(Le Correspondant.)

« Ce livre trace un magnifique tableau de l'Allemagne économique à la [illegible]

Les Méthodes allemandes d'expansion économique, par [illegible] 3 fr. 50

[illegible]

« Parmi les nombreuses publications consacrées à l'Allemagne économique [illegible] Il s'agit d'un écrit de circonstance, mais, d'un bout à l'autre du livre, on voit les diverses parties d'un plan rigoureusement logique et complet se dérouler [illegible]

[illegible]

« Ce livre, si nourri dans sa condensation, abonde en renseignements du plus vif intérêt sur les conditions de la vie économique en Allemagne.... Et qu'on ne s'imagine pas que ce soit un exposé sec : M. Hauser a beaucoup de vivacité d'esprit, et les remarques fines et ingénieuses abondent sous sa plume.... Mais ce qui est surtout admirable dans ce livre, c'est la franchise avec laquelle l'auteur parle à ses compatriotes. » *(Journal de Genève.)*

Le Groupe socialiste du Reichstag [illegible] broché 1 fr. 50

« Curieuse étude, conçue de façon purement objective, sur la conduite des socialistes du Reichstag à l'heure de la déclaration de guerre. S'appuyant sur cette objectivité méthodique, l'auteur, socialiste lui-même, conclut qu'il n'y a pas d'avenir pour l'Internationalisme s'il ne condamne formellement la Social-Démocratie allemande. » *(The Times.)*

La Formation sociale du Prussien moderne, par [illegible]. Un volume in-18, [illegible] . . . . 4 fr.

Après avoir, dans un précédent ouvrage, étudié l'Anglais moderne, l'auteur [illegible]

L'auteur s'est proposé de déterminer les influences qui ont contribué à former le peuple allemand; l'influence dominante, c'est celle de la Prusse, dont l'organisation, les méthodes et l'esprit se sont imposés à l'Allemagne tout entière. M. Descamps a cherché à pénétrer le secret de la vie sociale en étudiant sur place les habitudes et les conditions de vie du peuple allemand. En une série de précieuses monographies prises sur le vif, il étudie la vie de la famille, de l'école, de l'Église et celle de l'individu à tous les degrés de la société.

Les Universités allemandes au XXe siècle, par le Dr René Cruchet, professeur agrégé à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, broché . . . . 4 fr.

Le Dr René Cruchet a visité [illegible] Universités que compte aujourd'hui l'Allemagne. Il s'est efforcé, en replaçant chaque centre universitaire dans son milieu, [illegible] particularités originales. Chacune de ces Universités lui est apparue comme un tout autonome, ayant ses souvenirs glorieux, ses représentants caractéristiques et ses tendances propres. Écrit dans une langue agréable, égayé d'anecdotes et de fines descriptions, agrémenté de piquantes interviews d'Universitaires allemands, [illegible] par tous ceux qui s'intéressent aux Universités en général, et plus spécialement, à l'avenir de nos Universités françaises.

L'Impérialisme allemand, par Maurice Lair. Un volume in-18 (2e édition), broché . . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Marcelin Guérin.

« L'intérêt de ce livre n'échappera à personne. C'est un très sérieux document sur le développement politique et économique d'un des plus grands États d'aujourd'hui. M. Lair y fait, pour l'Allemagne, ce que M. Victor Bérard a fait pour l'Angleterre dans son ouvrage *L'Angleterre et l'Impérialisme*. Les deux volumes se complètent et s'éclairent mutuellement et seront inséparables l'un de l'autre sur la table de l'homme politique comme sur celle de l'homme d'étude. » *(Annales des Sciences politiques.)*

Les Cartells de l'Agriculture en Allemagne, par A. Souchon, professeur à la Faculté de droit de Paris. Un volume in-18, broché. . . . . 4 fr.

« Ce qu'étaient et ce que sont les cartells en Allemagne, voilà ce que nous apprend M. Souchon. Écrit dans un style très clair, accompagné de nombreux appendices donnant la traduction des divers traités du Kornhaus, des traités des cartells de l'alcool, du sucre, etc., son livre sera lu en France avec autant d'intérêt que de profit, car il vient à son heure. »

(H. Hitier. *Journal d'Agriculture.*)

L'Expansion allemande hors d'Europe (*États-Unis, Brésil, Chantoung, Afrique du Sud*), par E. Tonnelat. Un volume in-18, broché. . . . . 3 fr. 50

« C'est le tableau des ambitions, des méthodes, des déceptions de la *Weltpolitik* impériale, dans ses tentatives d'expansion chez les Blancs, les Jaunes, les Noirs. Et c'est une psychologie précise et curieuse de l'Allemand qui, un peu honteux de sa langue à l'étranger, disposé à adopter pour patrie la terre où il peut vivre en paix, oublieux assez vite de son pays d'origine, finit par se fondre dans les autres peuples. »

(Revue de Paris.)

« Ce livre est un de ceux qu'il faut lire avec attention, parce qu'il comporte en même temps un enseignement et une critique, tous deux également profitables à l'avenir économique de notre pays. » *(Gil Blas.)*

La France et Guillaume II, par **Victor Bérard.** Un volume in-18 (2e ÉDITION), broché. . . . . 3 fr. 50

« Il n'y a pas de sujet qu'il faille toucher d'une main plus délicate. A cette heure, il était utile qu'un historien donnât, en des pages claires et précises, une idée des relations existant entre la France et l'Empereur allemand. Mais, pour traiter ces questions, il fallait une plume alerte, un esprit renseigné et clairvoyant, un tact spécial à discerner, dans la masse des documents apportés par une actualité en fièvre d'information, ceux dont il convient de faire état. M. Bérard s'est acquitté de sa tâche avec bonheur. Il parle le langage de la raison sans se défendre d'une franchise audacieuse, lorsqu'il sent que cette franchise sert la cause de la vérité. » *(Le Figaro.)*

A consulter :

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger (*Trusts, Cartells, Comptoirs*), par PAUL DE ROUSIERS (voir p. X).

Marine française et Marines étrangères (*Allemagne*, etc.), par L. ABEILLE (voir page XI).

ANGLETERRE ET EMPIRE BRITANNIQUE

La Formation sociale de l'Anglais moderne, par **Paul Descamps.** Préface de PAUL DE ROUSIERS. Un vol. in-18, br. 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

Comment l'Anglais acquiert-il les caractères sociaux qui lui sont propres? Pour répondre à cette question, M. P. Descamps étudie l'influence du métier, de la vie familiale et de l'éducation sur la formation de l'individu, puis l'ouvrier à l'atelier et dans son home, l'éducation dans les écoles, la hiérarchie des classes et le rôle social des individus. Cet ouvrage, fruit d'enquêtes personnelles et d'une observation réfléchie, véritable mine de renseignements sur l'organisation sociale de l'Angleterre contemporaine, apporte une précieuse contribution à l'étude des questions d'éducation et à la science sociale.

Londres et les Ouvriers de Londres, par **D. Pasquet,** docteur ès lettres, professeur au lycée Condorcet. Un volume in-8° raisin de 764 pages, 1 planche hors texte, 23 cartes et graphiques, broché . . . . 12 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

L'auteur de cet ouvrage a voulu présenter dans un tableau d'ensemble les caractères généraux de la vie ouvrière à Londres, et montrer comment les conditions géographiques, historiques et économiques concourent à rendre particulièrement misérable la situation d'une grande partie du monde ouvrier, et particulièrement difficiles les entreprises d'amélioration sociale ou morale.

C'est la première fois que l'on essaie d'étudier ainsi un problème complexe et vivant de phénomènes sociaux et de montrer comment ils réagissent les uns sur les autres. Aussi cet ouvrage, d'une documentation minutieuse, doit-il être lu par tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales.

Essai sur les Origines de la Chambre des Communes, par **D. Pasquet.** Un volume in-8° raisin, broché . . . . 5 fr.

D'après l'opinion généralement admise, la Chambre des Communes serait sortie d'un mouvement révolutionnaire dans lequel noblesse et bourgeoisie se seraient unies, au cours du XIIIe siècle, pour limiter le pouvoir du roi. L'auteur de cet ouvrage prouve, par des textes empruntés aux documents officiels, que la convocation des députés des comtés ou des villes, dont la réunion forma au XIVe siècle la Chambre des Communes, est avant tout l'œuvre des rois eux-mêmes, d'Edouard Ier principalement.

La Crise Anglaise : *Scènes électorales. La Réforme constitutionnelle. Le Problème financier. La terre. Libre-échange et réforme douanière*, par **Philippe Millet.** Un volume in-18, br. 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Ce livre n'a rien d'académique : l'auteur décrit ce qu'il a vu et aussi ce qu'il a vérifié et appris dans les documents après qu'une conversation l'a mis sur la piste d'un problème. C'est la déposition d'un témoin impartial que sa connaissance de la langue et des mœurs anglaises et son goût de l'observation directe ont préparé à bien voir et à bien entendre. » *(Revue de Paris.)*

Le Développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre, par **Émile Boutmy,** membre de l'Institut, directeur de l'École libre des Sciences politiques. Un volume in-18 (6e ÉDITION), broché . . . . 3 fr. 50

Comment se sont formés les éléments essentiels qui constituent l'Angleterre politique moderne, voilà le problème dont M. Emile Boutmy va chercher la solution dans l'étude approfondie de son histoire. Nous suivons l'auteur, avec le plus grand intérêt, à travers les époques parfois si troublées des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles jusqu'à cette Angleterre contemporaine que l'évolution démocratique de nos jours semble en voie de transformer.

Essai d'une Psychologie politique du Peuple Anglais au XIXe siècle, par **Émile Boutmy.** Un volume in-18 (4e ÉDITION), broché . . . . 4 fr.

« Cet ouvrage est une œuvre des plus importantes, des plus riches en observations profondes, fines et instructives... M. Boutmy a une connaissance approfondie de l'histoire et de la littérature anglaises. Il voit les choses en plein relief et en mouvement. Sa pensée et son style en font le tour et savent en saisir et en rendre tous les aspects. » (G. MONOD. *Revue Historique.*)

Le Trade-Unionisme en Angleterre, par **Paul de Rousiers,** avec la collaboration de MM. de CARBONNEL, FESTY, FLEURY et WILHELM *(Bibliothèque du Musée social)*. Un volume in-18 (3e ÉDITION), broché . . . . 4 fr.

« La pensée maîtresse exprimée par M. de Rousiers dans ce volume est que les *Trade-Unions* sont le résultat des conditions du travail salarié au XIXe siècle. Le phénomène social des syndicats d'ouvriers est la manifestation d'une force existante ; la science sociale a pour objet d'étudier cette force », c'est ce qu'a fait l'auteur avec une méthode solide, non seulement pour l'observation des détails, mais pour l'étude des rapports entre les faits sociaux. Cet ouvrage est l'un des meilleurs fruits scientifiques produits par le Musée social. »
(CH. SEIGNOBOS. *Revue critique.*)

L'ÉDUCATION ET LA SOCIÉTÉ EN ANGLETERRE

Ouvrages couronnés par l'Académie française, Prix Marcelin Guérin

★ **L'Éducation des classes moyennes et dirigeantes en Angleterre,** par **Max Leclerc**, avec un Avant-propos par E. Boutmy, de l'Institut. Un volume in-18 (6e ÉDITION), broché . . . . . 4 fr

« Comment se forment en Angleterre les classes qui constituent l'élite politique, intellectuelle, industrielle, commerciale de la nation, et qui ont fait la grandeur prodigieuse et presque indéfinie de ce petit pays? M. Max Leclerc a cherché ce que font la famille, l'Etat, l'école pour les former. Le résultat de cette enquête, poursuivie avec une patience et une sagacité rares, est bien fait pour troubler les idées de la pédagogie continentale. »

(Revue de Paris.)

★ **Les Professions et la Société en Angleterre,** par **Max Leclerc**. Un volume in-18 (3e ÉDITION), broché. . . . . . . 4 fr

« Ce livre de M. Max Leclerc est une remarquable contribution à cette science nouvelle que les Allemands appellent la psychologie des peuples. Je crois qu'en France on n'a jamais rien écrit de plus pénétrant ni de plus réfléchi sur les mœurs et le caractère des Anglais. On sent que cet ouvrage est sorti d'une longue enquête, conduite avec beaucoup d'intelligence et aussi avec beaucoup d'enthousiasme. »

(Journal des Débats.)

L'Angleterre et l'Impérialisme, par **Victor Bérard**. Un vol. in-18, *une carte* [illegible] (6e ÉDITION), br. . . . 4 fr

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix [illegible]

« Ce livre magistral contient une série d'études faites de données précises, de chiffres exacts, [illegible] de renseignements neufs, et pourtant [illegible]. Il n'est pas de tableau où ressorte avec plus de relief la crise [illegible] du commerce et de l'industrie britanniques, et la croissance [illegible] de l'Allemagne économique. » *(Revue de Paris.)*

« M. Victor Bérard [illegible] et précise, vivante et réaliste des hommes [illegible] qu'il rappelle [illegible] détails concrets, choisis non pas au hasard [illegible] et de préparer sa synthèse. Ces qualités étaient déjà visibles dans les précédents ouvrages de M. Bérard. Elles s'affirment avec plus d'éclat encore dans ce nouveau volume. »

(Questions diplomatiques et coloniales.)

Les Nouvelles Sociétés anglo-saxonnes (*Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud*), par **Pierre Leroy-Beaulieu**. NOUVELLE ÉDITION (3e) ENTIÈREMENT REFONDUE. in-18, br.. . 4 fr

Couronné par l'Acad. française et par l'Acad. des Sciences morales et polit

« M. Leroy-Beaulieu nous donne, dans cet ouvrage d'un intérêt et d'une valeur incontestables, des observations personnelles, originales, vivantes et pittoresques à la fois, faites sur les hommes et les choses et recueillies sur les lieux mêmes durant un long séjour aux Etats-Unis, dans les colonies d'Australie et la Nouvelle-Zélande. De l'exemple de ces pays jeunes et hardis, des grandes choses qui se sont accomplies dans les nouvelles sociétés anglo-saxonnes, il a fort bien montré que la vieille Europe peut retirer les plus utiles renseignements tant au point de vue politique qu'économique. »

(Revue des Deux Mondes.)

791-17. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 12-17

Imp. de Vaugirard, H.-L. MOTTI, dir., 12-13, Impasse Ronsin, Paris.